**Sommaire**



**[Éditorial](#_Éditorial) p. 3**

*Par le Général de corps d’armée B. CLÉMENT-BOLLÉE*

**[Adresse du Commandant du CESAT](#_L’adresse_du_Commandant) p. 5**

*Le Général de division H. SZWED*

**Un penseur militaire**

[**Réflexions sur Gallieni : tacticien ? stratège ?**](#_Réflexions_sur_Gallieni) **p. 9**

*Par le Colonel (H) J. VERNET*

**Articles d’intérêt général**

**Dans cette rubrique, vous trouverez aussi sur les sites du CESAT, les articles ci-après:**

[**A view from inside the surge**](#_A_view_from)*(reproduit avec l’autorisation de Military review)*

**« Nickel grass », opération de transport aérien militaire p. 21**

*Par le Lieutenant-colonel (Air) É. LE BRAS*

[**L’artillerie du camp retranché de Paris en 1914**](#_Physionomie_du_Corps) **p. 27**

*Par le Général(CR) A. BOURACHOT*

**[Physionomie du Corps expéditionnaire français en Italie](#_Physionomie_du_Corps_2) p. 33**

*Par le Lieutenant-colonel C. FRANC*

**Libres opinions[[1]](#footnote-1)**

**[Les espaces lacunaires de la doctrine de contre-rébellion](#_Les_espaces_lacunaires)**  **p. 41**

*Par le Chef de bataillon (TA) de La ROQUE*

[**L’Europe ottomane du XIVème au XVIIIème siècle:un choc de civilisation?**](#_L’Europe_ottomane_du) **p. 45**

*Par le Chef de bataillon V. SENS*

[**La logistique au cœur de la stratégie**](#_La_logistique_au) **p. 49**

*Par le Commandant Philippe MAXIMEN*

**[La méthode « 5 S » trouve son application au sein des armées](#_Levier_d’amélioration_continue) p. 53**

*Par le Capitaine Hugues DANGUY*

[**L’externalisation : bilan et perspectives**](#_L’externalisation:_bilan_et)  **p. 59**

*Par le Chef de bataillon L. VONDERSCHER*

[**Lien armée-nation : à la recherche d’une dynamique**](#_Lien_armée-nation_:) **p. 63**

*Par le Chef d’escadrons J.-J. FATINET*

[**L'armement des tribus irakiennes par les Américains : limites d'une tactique**](#_L'armement_des_tribus) **p. 67**

*Par le Chef d’escadrons J.-P. DELARBRE*

[**EUROFOR TCHAD/RCA, un succès malgré tout**](#_EUFOR_TCHAD/RCA,) **p. 71**

*Par le Chef d’escadrons Y. JÉZÉQUEL*

[**Facteur culturel et tactique à l’épreuve de l’Histoire**](#_Facteur_culturel_et) **p. 75**

*Par le Chef de bataillon (TA) J.-V. BERTE*

[**Psyops et Armée française, 50 ans après l’Algérie**](#_Psyops_et_Armée) **p. 79**

*Par le Chef de bataillon B. VALLAUD*

[**De l’appui direct au contact à l’action indirecte sur le milieu**](#_De_l’appui_direct) **p. 83**

*Par le Chef de bataillon N. BOMONT*

[**Faut-il oublier la guerre du Rif ?**](#_Faut-il_oublier_la) **p. 87**

*Par le Chef de bataillon V. TISSIER*

**Votre tribune : réponse aux auteurs**

**[De la de remise de commandement au serment prêté au Chef de l’État](#_De_la_formule) p. 93**

### Par le Lieutenant-colonel C. FRANC

**Leçons d’histoire**

### Par le Lieutenant-colonel M. GOYA

**[Contre guérilla en Malaisie (1948-1954)](#_Contre-guérilla) p. 97**

[**Les** **embuscades** **en perspective historique**](#_Les_embuscades_en) **p**. **103**

[**La guerre vraiment au milieu des populations**](#_La_guerre_vraiment) **p. 107**

[**L’homme dans la zone de mort**](#_L’homme_dans_la) **p. 111**

###### On a aimé

**[De l’autre côté de l’eau, Indochine 1950-1952](#_De_l’autre_côté) p. 117**

[**Géopolitique de la Chine : du bronze antique au plutonium**](#_Géopolitique_de_la) **p. 118**

[**Les think tanks, cerveaux de la guerre des idées**](#_Les_think_tanks,) **p. 119**

# Éditorial



*Par le Général de corps d'armée Bruno CLEMENT-BOLLÉE,*

*Commandant la Région Terre Sud-Ouest*

**N**os carrières sont bien sûr la somme d’expériences vécues, responsabilités choisies ou imposées, toujours assumées. Et chacun s’attache à dresser régulièrement son bilan, pour évaluer, mesurer, quantifier ses propres qualités comme ses faiblesses, et, par voie de conséquence, l’importance du chemin à parcourir pour progresser. Justement, le temps de l’enseignement militaire supérieur a d’abord ceci d’exceptionnel qu’il offre à point nommé une pause salutaire pour réaliser cet examen personnel. Arrivé globalement à mi-carrière et sans responsabilités professionnelles à assumer pour un temps, l’officier trouve là une belle occasion d’apprécier et d’évaluer son parcours, d’échanger et de comparer son expérience avec l’autre, qu’il soit terrien, aviateur ou marin, de France ou d’ailleurs. Période inoubliable, ce bain d’interarmées et d’international est une opportunité unique à saisir, il faut en être conscient avant de l’aborder.

Cette étape marque aussi une transition. Après avoir assuré des commandements de terrain, dont celui captivant de l’unité élémentaire, vous devez vous préparer à aborder une nouvelle phase de votre carrière. À l’action, vous devrez désormais surajouter, encore plus intensément que vous ne l’avez fait jusqu’à présent, la réflexion. Et c’est leur subtile combinaison qui vous permettra d’assurer dignement les responsabilités, exaltantes mais souvent bien lourdes, qui vous attendent. Précisément, l’enseignement que vous allez recevoir doit vous aider à réaliser cette délicate alchimie dont la nécessité vous apparaîtra chaque fois plus nettement au fil des expériences vécues. La réflexion sans action n’est que pensée stérile, l’action sans réflexion n’est qu’agitation inutile, évidemment !

Vous constaterez enfin, non sans surprise parfois, l’importance accordée durant ces études aux fondamentaux. Curieux retour à l’évidence diront certains, indispensable piqûre de rappel valant jusqu’au terme de notre carrière diront les plus sages. Ceux qui arrivent à son terme le savent bien, avec, toujours en point d’orgue, l’obsessionnelle interrogation posée : suis-je ou non dans ma mission ? Question fondamentale, inlassablement répétée avant chaque prise de décision, dont la réponse orientera toujours votre choix et que, spontanément, vous reformulerez dans le fameux : et finalement, de quoi s’agit-il ?

Sans vouloir donner de leçons à quiconque, c’est depuis mon passage à l’ESG, l’ESGI, puis au CSI (le CID d’alors) que j’ai pris l’habitude, comme beaucoup d’autres officiers, d’utiliser une formule magique, par sa simplicité et son efficacité, pour m’aider à assumer les responsabilités qui m’ont été confiées, dans des contextes parfois complexes. Elle tient en trois verbes à appliquer successivement : comprendre, s’adapter, agir !

* d’abord le « comprendre », interrogé dans toutes les dimensions du problème à résoudre ;
* ensuite « s’adapter », en se mettant en harmonie avec le milieu ambiant, sans pour autant y perdre son âme, bien sûr ;
* enfin « agir », car c’est bien cela qu’on attend du chef, en privilégiant l’initiative et l’originalité.

Appliquée avec rigueur et intelligence, cette formule triptyque a toujours porté chance à ses utilisateurs. Et aujourd’hui précisément où nous abordons la période difficile et délicate de restructuration de notre outil de défense, il n’apparaît pas inutile de garder à l’esprit de sains réflexes intellectuels qui ont fait leurs preuves. C’est durant les années d’enseignement militaire supérieur que s’acquiert ce « drill intellectuel ». Que cette période soit donc pour vous l’occasion d’y parvenir afin d’être mieux à même de réfléchir très sereinement mais très sérieusement, à la meilleure façon de vous préparer à l’avenir.

# L’adresse du Commandant

# du Collège de l’enseignement supérieur

# de l’armée de terre



*Le Général de division Henri SZWEG*

**L**a crédibilité d’une armée réside essentiellement dans la valeur de ses cadres et par voie de conséquence dans leur formation. Il est nécessaire en effet que les officiers puissent remplir leur mission, tout au long de leur carrière, en suivant l’évolution du monde dans lequel ils vivent en même temps que celle de « l’art de la guerre ». Ils doivent aussi pouvoir embrasser l’ensemble des problèmes dans un contexte de plus en plus vaste, en améliorant leur culture civilo-militaire à des niveaux élevés.

C’est bien l’objectif que poursuit depuis près de deux siècles l’armée de terre française en créant puis rénovant sans cesse le système d’enseignement supérieur de ses officiers. Le besoin en formation apparu sous Louis XV était devenu une nécessité après la guerre de 1870. Depuis, les différentes écoles de l’enseignement supérieur ont su évoluer avec leur temps et atteindre un haut niveau de compétence. Elles ont formé la plupart des grands chefs militaires qui se sont illustrés au cours des nombreux conflits de notre histoire. Simultanément, elles ont apporté une contribution particulièrement riche à la pensée militaire française. Aujourd’hui, comme dans toute période chargée d’incertitudes géostratégiques, leur mission de formation des cadres représente un investissement capital.

Ainsi, au moment où je prends les fonctions de COM CESAT, je suis pleinement conscient de l’importance du mandat qui m’est confié et de la nécessité de poursuivre cette valorisation de l’enseignement supérieur de l’armée de terre au meilleur coût. Dans cette perspective, mes principaux axes d’effort dans les mois à venir concerneront :

* la cohérence du continuum de la formation dispensée durant l’EMS 1 et 2 dans des créneaux temporels très limités, au profit des officiers supérieurs d’active comme de réserve de l’armée de terre ;
* la réussite de l’intégration future des stagiaires du CESAT dans les instances multinationales, compte tenu du retour de la France au sein des structures militaires de l’Alliance atlantique où de nombreux postes sont confiés à des officiers possédant des compétences dans des domaines technico-opérationnels bien identifiés ;
* l’optimisation de l’emploi ultérieur de l’officier au regard de la scolarité militaire et académique qu’il reçoit au CESAT, maintenant que le volet « formation » est totalement intégré dans la gestion des ressources humaines de l’armée de terre ;
* la recherche des voies possibles de mutualisation interarmées et interalliée de la formation académique de nos officiers dans le cadre de l’enseignement militaire supérieur ;
* l’enseignement assisté par ordinateur et le développement de la réflexion militaire au profit des officiers stagiaires de l’EMSAT comme de la communauté des forces d’active et de réserve, grâce notamment aux moyens d’expression appropriés que représentent les cahiers du CESAT et le site internet TAKTIKA.

Confronté depuis soixante-cinq ans à un monde de complexité croissante, l’enseignement supérieur de l’armée de terre a dû s’adapter à des formes de conflit de plus en plus variées voire dangereuses pour l’ensemble de la planète. C’est en maintenant la qualité de cet enseignement, basé sur des années d’expériences mais en même temps ouvert sur l’avenir, que le CESAT aidera l’armée de terre à assumer le rôle important qui lui revient dans la défense du pays au service de la liberté. Je souhaite donc que ces cahiers continuent à alimenter la réflexion globale des officiers des forces terrestres et permettent l’interactivité des débats sur des sujets clefs intéressant l’armée de demain.

## Un penseur militaire



# Réflexions sur Gallieni :

# tacticien ? stratège ?



*Par le Colonel (H) Jacques VERNET,*

*Docteur en Histoire,*

*ancien professeur au Cours Histoire de l’École supérieure de guerre.*

**L**e Général Joseph GALLIENI (1849-1916), Maréchal de France à titre posthume (1921), n’est pas resté dans la mémoire de ses contemporains comme un penseur militaire, mais, grâce aux rapports et aux souvenirs de ses nombreuses campagnes coloniales, comme un chroniqueur de talent sollicité par les meilleures maisons d’éditions parisiennes. Ce succès littéraire signifie sans doute que ses lecteurs trouvaient dans ses ouvrages à la fois des récits et des descriptions relevant de la géographie au sens le plus large, et des indications sur les méthodes de conquête et de pacification des territoires et des populations rencontrées. Gallieni a été confronté dés le début de sa carrière à des situations qualifiées aujourd’hui d’asymétriques, puis plus tard, à des décisions stratégiques engageant le sort du pays.

- Pour les premières, peut-on tisser quelques constantes applicables à des situations présentes, en évitant le danger des recettes mais en utilisant les paramètres permanents de ce type d’affrontement ?

- Quant au domaine de la grande stratégie, les vieux principes napoléoniens, repris par Foch en son temps, méritent d’être rappelés en ce début du XXIème siècle, leur évidence étant telle qu’ils en sont presque négligés, pour ne pas dire oubliés.

On reviendra donc, dans un premier temps, sur la conquête et la pacification de Madagascar, telles que les a rapportées le général Gallieni, à la fois commandant supérieur militaire et gouverneur général civil : les moyens engagés et les méthodes utilisées alors, peuvent inspirer la résolution des situations conflictuelles où se voient impliquées aujourd’hui les unités de l’armée française. Dans un second temps, nous nous pencherons sur la seule grande prise de décision stratégique à laquelle a été confronté Gallieni, la première bataille de la Marne, pour mesurer la part qu’il a prise dans la seconde grande décision qu’eut à prendre le Haut-Commandement dans le premier mois de la Grande Guerre, la première ayant été d’oser la retraite contrôlée du dispositif français.

**Conquête et pacification**

Envoyé à Madagascar pour y rétablir l’ordre, tant dans le domaine militaire que civil, Gallieni va remplir sa mission de bout en bout, avec persévérance et ténacité. Son outil principal va être la force militaire car elle seule est à même, en raison de son organisation et de sa discipline, de procurer d’emblée en nombre suffisant les cadres d’autorité, les personnels subalternes et les exécutants nécessaires à la tâche entreprise. Les traits essentiels de la méthode Gallieni sont : centralisation à tous les échelons, de tous les pouvoirs politico-administratifs, dans les mains d’une seule autorité ; combinaison intime entre l’action politique et l’action militaire, toutes deux ne pouvant être menées qu’accompagnées d’une connaissance profonde du terrain et de ses habitants ; adaptation de l’organisation administrative aux structures sociales existantes, aux mœurs et aux coutumes des populations rencontrées, évolution prudente du transfert des responsabilités à l’autorité civile.

En premier lieu, Gallieni pacifie le centre de l’Ile avec sa capitale et rétablit des communications sûres entre celle-ci et ses deux ports, l’un sur le canal du Mozambique, l’autre sur l’Océan Indien. Puis il crée les « cercles militaires », placés sous l’autorité d’un officier supérieur nanti de pouvoirs étendus et d’une grande autonomie. Avec un état-major des plus réduits (deux officiers subalternes) mais disposant d’un budget propre, le commandant de Cercle a pour mission de gagner peu à peu du terrain de manière à réduire progressivement les zones tenues par les insurgés, tout en réorganisant les zones pacifiées en y réinstallant les populations et en protégeant celles-ci et leurs cultures de tout retour des rebelles. Ces Cercles resteront le rouage essentiel de la pacification, même si leur évolution a suivi logiquement les progrès de cette dernière.

L’importance des résultats obtenus, la volonté d’étendre la pacification à toute l’île conduisent Gallieni à modifier son organisation administrative et à adopter une double décentralisation. D’une part, les Cercles devenus trop étendus sont subdivisés en Secteurs, qui ont vis-à-vis des Cercles la même autonomie que ceux-ci ont vis-à-vis de l’autorité centrale. D’autre part, il apparaît très vite que certaines tâches débordent le cadre du Cercle et demandent la coopération de plusieurs d’entre eux : ainsi la poursuite des rebelles qui, utilisant les caractéristiques du terrain et connaissant les limites des Cercles, se dérobent en passant de l’un à l’autre. L’ouverture de nouveaux itinéraires routiers, la création de voies ferrées impliquent la concertation entre plusieurs Cercles. Gallieni crée alors les Territoires militaires, englobant plusieurs Cercles et dont les chefs sont des responsables directs vis-à-vis de lui.

En une année, la pacification est terminée à l’est de la capitale malgache (zone du premier territoire militaire). Partant du second territoire (ouest et sud-ouest de la capitale), la pénétration vers le Grand Ouest est relativement facile. Mais la population s’étant rendue compte de la faiblesse des effectifs engagés, se soulève à nouveau, obligeant à l’envoi de renforts qui ramènent le calme avant la fin de la même année, malgré les difficultés du terrain et le climat particulièrement chaud de l’extrême ouest. Vers le sud de la Grande Ile, Gallieni se borne à faire occuper les principaux centres provinciaux et à protéger les pistes reliant le sud des Hauts Plateaux avec les deux ports, au Sud-Ouest, face à l’Afrique du Sud, et au Sud-Est, première implantation française au XVIIème siècle. À partir de ces deux centres côtiers, la pacification s’étend sur les régions avoisinantes. Simultanément, vers le Nord et le Nord-Est, l’autorité française s’étend progressivement, si bien qu’en 1898, l’île peut être considérée comme pacifiée, à l’exception de quelques taches à l’Extrême-Ouest et dans le Sud profond.

Maintenu à son poste, Gallieni revient en juillet 1900 avec le projet bien arrêté de terminer la pacification de la Grande Ile. Poussant à l’extrême son concept de décentralisation qui avait conduit à la création des territoires militaires, il crée le Commandement Supérieur du Sud, qui couvre le tiers de l’île, équivalent à la moitié de la superficie de la France métropolitaine. Il confie ce commandement au Colonel Lyautey, qu’il connaît depuis le Tonkin et qui s’est distingué dans l’organisation du quatrième territoire militaire (nord-ouest de la capitale malgache). La zone forestière, refuge des bandes rebelles qui mènent une guérilla de harcèlements et d’embuscades, est d’abord couverte d’un réseau de postes solidement tenus. Partant de ces postes, Lyautey nettoie successivement les mailles du filet, agissant par actions locales et concentriques. Dix-huit mois d’efforts incessants sont nécessaires pour pénétrer et pacifier l’Extrême-Sud malgache, pays désertique, défendu par une végétation de cactées quasi impénétrable. S’ensuit au plan général de l’île, deux années d’un calme relatif, où l’activité opérationnelle relève de l’action de police. Il se produit encore quelque agitation début 1905 dans ce Sud récemment occupé mais, en août de la même année, l’île est considérée comme pacifiée et Gallieni peut demander son retour en France, mission terminée après neuf ans de proconsulat sans un accroc au contrat. Ce long séjour a permis à Gallieni d’ajouter à sa bibliographie déjà conséquente sur le Tonkin et le Soudan Français, un ouvrage essentiel sur l’histoire contemporaine de Madagascar.

## Les leçons de la conquête

Dans les premiers paragraphes de son Rapport sur la Conquête de Madagascar, Gallieni porte son attention sur les voies de communication dont il assure la sécurité par des lignes de postes, placés sur les points hauts les plus proches. De simples tours de guet, il fait des postes plus conséquents capables de se prêter soutien en renfort, et d’agir en reliant entre elles les opérations entreprises à leur niveau. Il n’hésite pas à prescrire aux commandants de Cercles d’armer les villages soumis pour les mettre en mesure de repousser de nouvelles incursions rebelles. Dès lors, il leur sera possible d’organiser le pays en secteurs, avec du personnel d’encadrement européen, mais aussi avec la hiérarchie indigène, d’où, in fine, une meilleure connaissance de leurs administrés. Face à l’adversaire malgache, Gallieni est favorable à la politique des petits postes, à condition qu’ils soient bien commandés et surtout, bien ravitaillés en munitions. Il note par ailleurs que : « Le système des grands postes, comme le prouve l’expérience, ne permet pas d’obtenir de résultats pratiques du point de vue de la pacification. Il doit donc être modifié pour se prêter aux circonstances du pays et des hommes au milieu desquels nous nous trouvons ».

Le rapprochement des consignes données par Gallieni à ses subordonnés avec les événements plus ou moins récents qu’a vécus l’armée française ou d’autres forces organisées sur un mode similaire, montre que l’officier des Troupes de Marine (devenues ensuite Coloniales) avait posé les principes opérationnels qui ont donné à la France son Second Empire Colonial. Quand il s’est agi de le défendre contre des idéologies centrifuges, certaines consignes se révélèrent inadaptées : ainsi la politique des petits postes, valable à Madagascar, s’est montrée inefficace et onéreuse, en hommes comme en moyens matériels, face à un ennemi nombreux et ravitaillé de l’extérieur. Il faut réaliser que Madagascar est une île, et non l’Indochine. Par contre, le maillage de terrain, l’armement des populations ralliées, l’encadrement par les chef autochtones ont été pleinement efficaces en Afrique du Nord, dès lors que l’on sépare clairement ce qui était demandé aux forces engagées sur le terrain, de la gestion politique du problème posé par la co-existence de deux populations aux références morales et culturelles antagonistes. Notons au passage, l’interdiction que Gallieni fait d’utiliser les incendies de villages, « qui ruinent inutilement le pays et ne peuvent qu’accroître le nombre de ceux qui vont rejoindre les rebelles. Il est évident qu’ayant tout perdu et donc, n’ayant plus rien à perdre, l’individu le moins concerné devient alors un rebelle ».

Relevons également cette allusion fort intéressante sur les grands postes : « le système de grands postes, comme le prouve l’expérience, ne permet pas d’obtenir des résultats pratiques au point de vue pacification. Il doit être donc modifié pour se prêter aux circonstances du pays et des hommes au milieu desquels nous nous trouvons ». Il n’est pas sans intérêt de constater que certaine armée, parangon de la puissance de l’Occident, a comme méthode de contrôle des zones sur lesquelles son gouvernement lui demande de s’engager, la création de véritables villes reproduisant quasi à l’identique les garnisons du territoire national. Ces « compounds » dûment protégés et occupés consomment une partie importante des troupes envoyées intervenir sur le théâtre d’opérations considéré. Plus encore, ces cités militaires qui donnent, en toute logique, un fort sentiment de sécurité auquel s’ajoute celui de confort, ne font qu’augmenter l’appréhension du combattant dès sa sortie de son château fort, pour ne pas dire citadelle. D’où des déploiements de moyens bruyants et indiscrets qui n’échappent pas à l’observation de l’adversaire qui dès lors fait le vide devant ces charrois aussi inutiles qu’onéreux. Si l’adversaire combat à pied, il faut lui opposer des troupes à pied, menant le même combat d’observation et d’embuscades, de jour et surtout de nuit, en l’isolant des populations qui lui apportent, de gré ou de force, soutien logistique et complicité morale. Cet enseignement, retrouvé par l’armée française avec les Groupements de Commandos Mixtes Aéroportés en Indochine et les commandos de chasse en Algérie, a semblé, dans une occasion dramatique récente, avoir été oublié.

En conclusion de son Rapport, Gallieni fait apparaître avec fermeté la nécessité de la ténacité, impliquant ainsi le rôle de la durée dans les conflits subversifs, révolutionnaires ou asymétriques. La conquête de l’Algérie s’est faite, globalement, en quarante ans (1830-1870), si on ne tient pas compte des alertes sérieuses de Kabylie (1870-71) ou du Sud-Oranais (1890), avant le réveil brutal et définitif de 1954, suite de l’alerte négligée de 1945. Il en a été pratiquement de même avec l’Indochine (1860-1910). La conquête de l’Afrique Noire française a demandé une cinquantaine d’années (1850-1910) et, pour tenir les régions sahariennes, il faut partir à la poursuite des rezzous mauritaniens jusqu’à la veille de la seconde guerre mondiale. La conquête du Grand Ouest américain a demandé quarante ans (1850-1890) à l’armée régulière, accompagnée pourtant dans sa marche par le flot d’immigrants que l’on sait, mais retardée il est vrai par quatre années de Guerre Civile. Aujourd’hui, le gouvernement sri lankais conclut une guerre subversive que aura duré cinquante ans et devant laquelle il a refusé de s’incliner. Ainsi sont remis à leur juste place les vieux principes de la guerre, parmi lesquels la nécessité de tenir jusqu’au dernier quart d’heure. (« Le dernier quart d’heure » du général Nogi, durant la guerre russo- japonaise.)

Pour assumer ces nombreuses tâches de combat, de contrôle des communications et d’encadrement de la population, il faut nécessairement des effectifs. Ceux-ci sont tout ou partie des unités de l’armée régulière, quel que soit son recrutement (volontariat ou conscription) et son organisation (il est évident que l’infanterie, reine des batailles et apte à progresser sur tout les types de terrain est l’arme la mieux à même à gérer le combat subversif), mais les besoins en effectifs peuvent être résolus, comme le confirme Gallieni, par l’armement des populations, organisées en groupes d’autodéfense ou bien fournissant des unités supplétives, quitte à terminer avec des unités indigènes régulières, intégrées dans l’organisation générale des forces armées nationales. Dans tous les cas, le nombre doit être là. En 1945, comme le Général Leclerc, à Tokyo, avisait le Général Mac Arthur de ses nouvelles responsabilités en Indochine, celui-ci lui dit : « Bring troops, more troops and more troops ».

Mac Arthur avait participé comme jeune officier à la pacification des Philippines. Le conseil ne put être suivi et l’on sait la suite. Au Vietnam, l’armée américaine apporta des troupes et encore plus de troupes. Si elle n’a pas eu la victoire, c’est que le conflit fut strictement limité dans les moyens engagés et le but recherché. Là encore, nous retrouvons Mac Arthur, limogé pour avoir écrit : « there is no substitute to victory ». L’effort de l’armée française en Afrique du Nord entre 1954 et 1962 a porté les effectifs initiaux (58.000 h) à 500.000 hommes en 1959. Ce nombre a permis une saturation relative du terrain au profit des forces de l’ordre et un succès militaire d’autant plus évident que la solution politique choisie ne s’en inspirait pas. Ainsi se révélait à nouveau une évidence napoléonienne : « la victoire appartient aux gros bataillons ». Gallieni partant pour Madagascar, estimait y trouver assez de troupes pour remplir sa mission ; néanmoins, il demanda au Ministre de la Guerre, d’emmener un bataillon de légionnaires avec lui, sous le beau prétexte de pouvoir mourir convenablement. Cette question de gros effectifs est aussi une interrogation pour Gallieni. Son contexte n’est plus celui des campagnes coloniales, c’est celui des conflits européens. Si la réputation de Gallieni se fait grâce à ses nombreux séjours aux colonies, qu’elles soient de longue date (La Réunion, La Martinique) ou récentes (Sénégal, Tonkin, Soudan) il n’en a pas moins connu le cursus militaire classique : il a suivi avec brio les cours de l’École Supérieure de Guerre de 1889-1891.

Les hautes responsabilités

Après son séjour à Madagascar, Gallieni est au tournant de sa carrière. S’il est considéré par l’opinion comme « le Grand Colonial », il n’en a pas moins suscité des jalousies, tant sur place, dans le milieu des colons, qu’en métropole. Une courte période de mise à l’écart (1905-1906) s’achève par sa nomination à la tête du corps d’armée de Lyon, avec le titre de Gouverneur militaire (juin 1906), puis, en 1908, à la présidence du Comité Consultatif de Défense des Colonies. Il entre de ce fait au Conseil Supérieur de la Guerre, parmi les responsables de la politique militaire du pays, malgré la réprobation de certains représentants de l’armée métropolitaine qui voient d’un mauvais œil un colonial entrer dans leur cénacle. Gallieni va être désormais concerné par les questions relatives à l’organisation et à l’engagement des forces armées et pouvoir exprimer ses propositions stratégiques.

Le grand débat des années précédant la première guerre mondiale porte, chacun l’a en mémoire, sur la fameuse offensive à outrance, issue des conférences sommairement comprises du Lieutenant-colonel Loyzeau de Grandmaison. Gallieni, économe de la vie de ses soldats comme des deniers de l’État, préconise de renforcer les frontières du Nord, pressentant, comme d’autres, le passage par la Belgique de l’adversaire désigné. Il propose d’employer l’artillerie par fortes concentrations des feux, de développer le renseignement aérien, tel qu’il a pu le faire lorsqu’il dirigeait le parti ouest lors des grandes manœuvres de 1912 (grâce à ses reconnaissances d’avion, Gallieni put intercepter le poste de commandement du parti adverse, mettant fin à la manœuvre à peine entamée). En tant que membre du C.S.G., Gallieni se voit confier, en cas d’ouverture d’un conflit avec l’Allemagne, le commandement de la 5ème Armée, à l’aile gauche du dispositif pour s’opposer à la menace du débordement allemand, qui est connue du commandement mais dont on n’a pas mesuré l’importance. Gallieni, si la guerre s’engageait, saurait y démontrer la variété de ses aptitudes et la souplesse de son esprit face à la menace. Malheureusement pour lui, le 24 avril 1914, il est mis en deuxième section des officiers généraux (Il passe le commandement de la 5ème Armée au général Lanrezac : qu’en aurait-il été de la bataille des frontières si Gallieni aurait commandé alors ?). Or les orages s’accumulent déjà depuis plusieurs années entre la Triple Entente et la Triplice. Les bruits de guerre ont déjà résonnés par deux fois dans les Balkans. Gallieni va-t-il connaître le destin ingrat du Lieutenant Drogo, héros malheureux du « *Désert des Tartares* » ? Sur le plan personnel, Gallieni est frappé par un deuil intime : son épouse décède brutalement victime d’une attaque d’hémiplégie. Comme pour le dégager de ce coup du destin, la crise de juin-juillet 1914 le fait rappeler au service. Le 31 juillet 1914, Gallieni est avisé de rejoindre Paris dans les délais les plus brefs. Aussitôt arrivé, le ministre de la Guerre, Messimy, lui confirme sa nomination comme adjoint et successeur éventuel du généralissime, le Général Joffre. Celui-ci, subordonné de Gallieni au Tonkin et à Madagascar, a été promu généralissime grâce à Gallieni qui, ne voulant pas assumer ce poste pour raisons de santé, en avait recommandé l’attribution à Joffre en 1911. Gallieni se trouve ainsi poussé par le destin pour assumer de véritables responsabilités stratégiques.

Les relations personnelles entre Gallieni et son ancien subordonné son biaisées par l’entourage de Joffre, installé à Vitry-le-François avec son quartier général. S’y sentant inutile, Gallieni revient à Paris. Rapidement, devant l’évolution de la situation (échec aux frontières, repli de l’aile gauche du dispositif français sur l’Aisne puis sur l’Oise, bientôt sur la Marne), Messimy perçoit la menace sur Paris et confie la défense de la capitale à Gallieni. Le 26 août, celui-ci est nommé commandant du camp retranché et des armées de Paris. Son prédécesseur n’était autre que le Général Michel, ancien généralissime désigné et auquel Joffre avait succédé. Contre toute attente, le conquérant colonial va devoir défendre la capitale de l’Empire qu’il a contribué à constituer. Le destin lui donne l’opportunité d’intervenir par deux fois dans le déroulement du conflit, d’une part lors de la première bataille de la Marne, puis quelques mois plus tard, comme Ministre de la Guerre, poste qu’il ne quittera que pour s’éteindre en quelques jours. C’est ainsi que placé devant une situation qui engage le sort du pays, Gallieni est un des premiers, sinon le premier, à percevoir le flagrant délit de manœuvre de l’adversaire et à suggérer au Haut Commandement la riposte à engager sur l’ensemble du front. Peu après, appelé à participer au gouvernement, il n’a pas le temps de lancer les grands projets que sa longue expérience d’homme de terrain comme de cabinet lui inspirait pour la marche du pays vers la victoire.

## Gallieni, stratège et ministre

Chargé de la défense de Paris, comme il le rappelle dans son fameux ordre du jour du 3 septembre 1914, Gallieni, veillant à tout, se met et met ses subordonnés au travail. Il appelle auprès de lui d’anciens subordonnés en qui il a toute confiance, recrute des nouveaux, connus pour leur efficacité et leurs capacités. Installé au lycée Victor Duruy, près des ministères et de l’état-major de l’armée, il renforce la défense de la capitale : barrer les routes, miner les ponts, renforcer l’artillerie de forteresse, préparer les réserves alimentaires, laisser partir les paniquards – dont les membres du gouvernement qui n’hésitent pas à se replier directement à Bordeaux, oubliant que leurs prédécesseurs avaient eu la dignité de s’arrêter initialement à Tours. Pour renforcer ses quatre divisions de territoriaux, il obtient de conserver la 45ème Division d’Infanterie (Général Drude) qui arrive d’Algérie avec des zouaves et des tirailleurs peu aguerris, et réquisitionne, comme en 1870, marins fusiliers et canonniers, pour le service et la défense de la place. Pendant que les combats se poursuivent tout au long de la ligne de contact, de Maubeuge à Belfort, Joffre constitue une nouvelle armée, la VIème (7ème et 4ème C.A. et trois divisions de réserve, plus la 45ème D.I. et la Brigade marocaine, prises sur le Camp Retranché), engagée d’abord en Lorraine. Le déroulement de la bataille des frontières et la retraite générale des armées de l’aile gauche française, avec la manœuvre pertinente de la Vème Armée (Lanrezac) à Guise, sont bien connues. Le 30 août, le généralissime Joffre donne un ordre de repli général sur la Seine pour les armées du Centre et de l’Ouest : Vème, IVème et IIIème. La VIème, de formation trop récente, est mise à la disposition de Gallieni pour la défense de Paris. C’est alors que se produit l’acte fatal d’indiscipline de Klück, commandant la Ière Armée, aile marchante des armées allemandes. Prétextant qu’un objectif géographique a un intérêt secondaire par rapport à un objectif militaire, mais oubliant qu’une capitale est plus qu’un objectif géographique, Klück a obliqué sa progression vers le sud-est, à la poursuite de l’armée anglaise et de la Vème française, commandée à présent par le Général Franchet d’Esperey. Ce mouvement vers le Sud-Est avait été amorcé par Bülow qui aurait dû marcher droit sur Paris dès le franchissement de l’Oise à la Fère. Quoiqu’il en soit, la situation donne un Bülow s’engageant vers la Marne de Dormans et Epernay, et un Klück visant Meaux et la Ferté- Gaucher, à la poursuite des Anglais qui reculent dans la Brie (le QG de French est à Melun et on signale des patrouilles de uhlans au sud de Nangis, aux abords de la forêt de Fontainebleau).

C’est alors que l’état-major de Gallieni perçoit la manœuvre à engager. Bülow ne peut soutenir Klück qui, flanc-gardé par un corps d’armée affaibli, défile devant les défenses de Paris. L’occasion est trop belle : il faut engager tous les moyens disponibles contre ce flanc mal gardé, obliger le gros de la Ière Armée allemande à se tourner vers l’ouest et déséquilibrer définitivement la manœuvre stratégique allemande. Le déroulement de la bataille de la Marne est connu. On a longtemps débattu du responsable de la manœuvre victorieuse. Certes Joffre a bien souligné qu’en cas d’insuccès, c’est lui qui aurait été désigné comme le vaincu. Néanmoins, c’est Gallieni qui a suggéré la manœuvre, en a convaincu le généralissime et a tout fait pour que le pion lancé en premier sur l’échiquier ait les moyens et les appuis nécessaires à son succès.

Malgré le peu de considération qu’en avaient les États-majors de la métropole, avoir fait campagne aux colonies n’avait pas gauchi les capacités opérationnelles de Gallieni, quel que fût le niveau de son emploi, du Chef de bataillon commandant de colonne au Soudan au Général défenseur d’une capitale. L’âge et la santé de Gallieni ne lui laissèrent pas le temps de renouveler l’occasion d’utiliser ses talents de stratège.

En effet, les mois qui suivent le succès de la Marne sont marqués par la course à la mer puis par l’immobilisation du front occidental dans une guerre de positions, stérile et coûteuse. Gallieni reste au commandement du Camp Retranché, populaire auprès des Parisiens mais désireux de se rendre plus utile. Il demande à exercer un commandement sur le front : ses interlocuteurs lui proposent d’être ministre. Tandis que les bataillons sénégalais commencent à arriver (avril 1915), Gallieni est de plus en plus sollicité : il finit par entrer dans le gouvernement Briand, le 29 octobre 1915. Il se lance immédiatement dans l’envoi sur le front des nombreux personnels en poste à l’intérieur, inutiles et souvent embusqués. Puis il gère la réorganisation du Haut Commandement. Joffre, responsable du front français devient commandant en chef de toutes les armées françaises.

Miné par une maladie qui permettra à Briand de faire un mauvais jeu de mots, Gallieni reste préoccupé de la suite du conflit. Il appelle à la formation d’une masse de manœuvre nombreuse que le pays, malgré les efforts de l’Empire et l’appel de classes de plus en plus jeunes, ne peut fournir. Cette masse de manœuvre stratégique n’apparaîtra que plus tard, avec l’arrivée des divisions américaines au printemps 1918. Pour l’heure, des menaces pèsent sur Verdun. Les activités côté allemand indiquent un renforcement en moyens matériels et en effectifs, alors même que Joffre vient de conclure à l’inutilité des places fortes. Il fait démanteler les forts modernisés qui entourent Verdun et envoyer leurs canons lourds renforcer l’artillerie de campagne. Gallieni, averti, fait part de son inquiétude à Joffre. Celui-ci réagit par la menace de démissionner, ce que le gouvernement ne veut ou ne peut accepter. Seul, au G.Q.G., le Général Castelnau maintient son inquiétude, et c’est lui, qui, dans la nuit du 26 février 1916, va arracher à Joffre, qui ne songe qu’à dormir, la nomination du Général Pétain à la défense de Verdun. Durant la crise ainsi provoquée, le Président du Conseil, Briand, propose à Gallieni le poste de généralissime. C’est alors que Gallieni lui apprend la gravité de sa maladie et la nécessité, contraire, de se retirer des affaires pour être opéré sans délais. Briand lui fait admettre qu’il ne sera remplacé que par intérim.

Hospitalisé à Versailles, Gallieni est opéré par deux fois (20 avril et 18 mai), mais une hémorragie interne l’emporte en vingt-quatre heures, le vendredi 26 mai 1916. À nouveau, le destin enlève à Gallieni l’opportunité de jouer un rôle majeur dans le déroulement du conflit. L’expérience acquise par sa longue carrière militaire, à la fois comme homme de guerre et comme administrateur, sa culture et sa connaissance des hommes, quelles que fussent leurs origines, leur race ou leur classe sociale, ses affinités avec les grands patriotes que sont Poincaré ou Clemenceau auraient fait de lui une autorité écoutée du gouvernement. La guerre, hélas, se poursuivit sans lui.

Resté dans la mémoire populaire comme le vrai défenseur de la capitale et comme l’homme des taxis de la Marne, le Général Gallieni a marqué les premiers mois du premier conflit mondial. Ses campagnes coloniales l’avaient déjà fait connaître, parmi ses pairs comme dans l’opinion publique. Rapportant ses expériences outre-mer par de nombreux écrits, il s’est fait connaître par la largueur de ses vues et l’étendue de sa culture. Sur le plan, militaire, il s’est révélé à la fois combattant et gestionnaire, diplomate et administrateur, et son apport à l’art de la guerre a été de codifier les méthodes de combat de ce qu’on appelait au XVIIIème siècle « la petite guerre », et, au XIXème siècle « la guérilla », puis, pour finir, la guerre subversive pour ne pas citer la terminologie du XXIème siècle, avec la guerre asymétrique. Ayant intégré l’importance de l’encadrement de la population, l’armement des auto-défenses, les effectifs à mettre sur le terrain et la tactique à mettre en œuvre pour ne pas laisser à l’adversaire le moindre répit en lui opposant ses propres méthodes de combat, le tout sous-tendu par la patience et la ténacité, Gallieni se montre le tacticien moderne du combat anti-subversif. Porté aux responsabilités les plus hautes, il a le coup d’œil napoléonien pour constater la faute des armées adverses et déclencher la manœuvre qui va déséquilibrer la réalisation du plan ennemi et sauver le sort de la Nation. Apte à tenir le plus haut poste de commandement, appuyé par l’appareil gouvernemental, soutenu par l’opinion nationale Gallieni était en mesure de participer au sens de l’Histoire. Sa destinée l’en aura empêché. Marqué par la fatalité, Gallieni aura été essentiellement tacticien et conjoncturellement stratège. Ainsi, il se sera totalement réalisé, à une autre mesure que le héros malheureux du « *Désert des Tartares* » de Dino Buzzati.

## Articles d’intérêt général



# Opération « Nickel grass »,

# Le transport aérien militaire vecteur de la diplomatie

# aérienne et de la résolution des conflits



*Par le Lieutenant-colonel Éric LE BRAS,*

*Commandant en second de l’ Escadron de Transport 02.064 « Anjou »*

**L**e pont aérien réalisé par les alliés sur Berlin entre 1948 et 1949 a souligné l’importance du transport aérien dans la résolution des conflits. L’effet militaire a obtenir, même si il n’a dans ce cas rien d’offensif, s’inscrit dans une double logique de projection de force et de projection de puissance. Il est en effet cohérent avec l’objectif politique définit au préalable, destiné à faire reculer l’adversaire ou à rétablir une situation militaire dégradée.

Moins connue que l’opération « Vittles »**[[2]](#footnote-2)**, l’opération « Nickel grass » réalisée en 1973 par le MAC (Military airlift command) américain en soutien des opérations menées par les israéliens pour contrecarrer l’offensive syro-égyptienne d’octobre 1973 s’inscrit dans la même logique.

À l’heure où, dans le domaine du transport aérien militaire, la France et un certain nombre de nos partenaires européens se préparent à l’arrivée de l’A400M, et où une réflexion commune est engagée sur la mise en place d’une structure de commandement multinationale, l’EATC**[[3]](#footnote-3)**, les enseignements de l’opération « Nickel grass » sont loin d’être négligeables.

On peut en effet s’interroger, de façon légitime, sur l’usage de la capacité de transport offerte par ce nouvel aéronef, de l’opportunité de le doter d’une perche de ravitaillement en vol, sur le partage du contrôle opérationnel au sein d’une entité supranationale.

Un rappel des faits permettra de comprendre l’implication et le rôle joué par le transport aérien militaire américain dans la guerre du Kippour et permettra d’ouvrir quelques axes de réflexion sur l’arrivée de l’A400M dans les forces.

**Les faits**

Octobre 1973. Le monde entier a une fois de plus les yeux rivés sur le proche-orient. Six ans après leur humiliante défaite de la guerre des 6 jours, l’Egypte et la Syrie prennent l’initiative d’une attaque sur Israël.

Surprise dans le camp occidental, même si l’implication de l’administration américaine dans cette affaire fait encore l’objet d’analyses divergentes**[[4]](#footnote-4)**. L’intensité et la violence des combats épuisent rapidement les stocks de munitions des différents belligérants.

Dès les premières heures du conflit, les soviétiques mettent en place un pont aérien, pour soutenir la coalition syro-égyptienne. Un ballet d’Antonov 12 et d’Antonov 22 lui assure un approvisionnement en munitions et pièces de rechange.

De leur coté, les États-Unis vont dans un premier temps privilégier la voie diplomatique, espérant une fin rapide des hostilités. Mais très vite, il apparaît qu’une issue honorable pour Israël ne peut être envisagée, compte tenu du rapport de force militaire qui lui est défavorable dans les premiers jours du conflit.

Compte tenu de l’urgence de la situation, un ravitaillement par voie maritime, trop lent, est exclu. Seule l’aviation de transport peut garantir la livraison rapide des matériels militaires d’origine américaine dont Israël a besoin pour lancer sa contre offensive, prévue le 10 octobre. Ce même jour, des rotations réalisées par les avions de ligne de la compagnie nationale israélienne El Al amènent un premier ravitaillement en munitions mais soulignent dans le même temps l’inadaptation de ces aéronefs, dédiés au transport de passagers, au chargement et au transport de matériel militaire.

Dès le 6 octobre, le MAC planifie l’organisation d’un pont aérien entre les États-Unis et l’État hébreux, mais c’est seulement le 13, soit une semaine après le début des combats, que le Président Nixon approuve sa réalisation.

Le lendemain 14 octobre, un C5 Galaxy se pose à Tel Aviv, l’opération « Nickel grass » vient de débuter.

***« Send everything that can fly »*** *(Président Richard Nixon)*

Une semaine avait donc été nécessaire à l’administration américaine pour se décider, hésitant à engager ses avions de transport, craignant qu’un soutien trop visible n’ait des conséquences sur ses relations avec les autres pays de la région, en particulier les pétro-monarchies du Golfe.

Cette même logique conduisait l’ensemble des pays européens à interdire le survol de leurs territoires aux avions américains engagés dans l’opération. Seul le Portugal, après maintes tractations autorisait l’utilisation de l’aérodrome de Lajès, dans l’archipel des Açores.

La planification d’une telle opération de transport, menée dans des délais excessivement réduits devait relever plusieurs défis. Identifier et rassembler le matériel au départ des États-Unis et de dépôts situés en Europe, assurer la sécurité des aéronefs leur de leur survol de la Méditerranée et garantir la livraison dans les délais les plus courts possibles.

Dans le domaine du transit aérien la solution retenue consistait à utiliser les Açores comme escale intermédiaire. Au plus fort des opérations, 1.300 militaires américains y furent déployés pour assurer le soutien nécessaire aux 30 à 40 rotations quotidiennes de gros porteurs C5 et C141.

Six heures de vol séparaient la côte Est des États-Unis de l’aérodrome de Lajès; sept heures de vol étaient ensuite nécessaires pour rejoindre Tel-Aviv.

Le survol de la Méditerranée ne pouvait emprunter les voies aériennes classiques, compte tenu de l’hostilité évidente des pays arabes, et du refus d’autoriser leur survol des pays européens. Le trajet retenu empruntait le détroit de Gibraltar et suivait une route directe vers le sud de la Crête avant d’obliquer vers Tel-Aviv. La sécurité sur cette partie critique du trajet était assurée par la 6ème flotte américaine et ses chasseurs embarqués. La route empruntée par les aéronefs était ainsi jalonnée par les bâtiments de guerre de l’US Navy, à concurrence de 150 nautiques des côtes de l’État hébreu, où les chasseurs israéliens prenaient le relais.

Le déchargement, sur des aérodromes situés, au plus fort des hostilités, à moins de 200 kilomètres des combats, était assuré par des réservistes et des civils israéliens. Faute de moyens adaptés, près de 4 heures furent nécessaires pour débarquer manuellement les 56 tonnes de munitions acheminées par le premier C5 le 14 octobre. Des moyens de déchargement furent ensuite mis en place, réduisant ce délai à une trentaine de minutes.

14 octobre 1973, ouverture du pont aérien par un C5 Galaxy sur l’aérodrome de Lodd, Tel Aviv

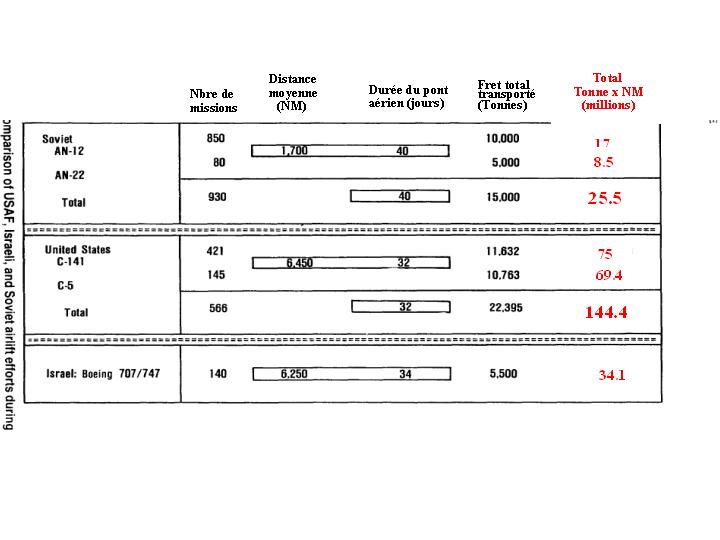
Une fois le dispositif bien rodé, un matériel pouvait être utilisé sur le front par un soldat israélien moins de 4 heures après son atterrissage dans un avion américain **[[5]](#footnote-5)**.

*«****la guerre est une opération de transport. Le meilleur transporteur en sortira vainqueur*** *» (Winston Churchill)*

Le pont aérien ainsi mis en œuvre dura 32 jours. Les 421 missions assurées par les C141 permirent l’acheminement de 11.632 tonnes de fret soit une moyenne de 28 tonnes par rotation. Les C5 réalisèrent 145 missions, assurant la livraison de 10.673 tonnes soit une moyenne de 73 tonnes par rotation.

Qualifié 5 ans plus tôt de projet pharaonique, souvent décrié par ses détracteurs, le C5 Galaxy achemina la moitié du fret total, en réalisant seulement le quart des missions, révélant au monde la supériorité de l’aviation de transport des USA. Madame Golda Meir, Premier Ministre israélien, témoignera quelques semaines plus tard au peuple américain la reconnaissance des futures générations envers ces avions immenses dont les cargaisons avaient sauvé Israël.

Face à l’organisation américaine, la réplique soviétique fait pâle figure. Les 935 missions d’Antonov 12 et 22 recensées par les services de renseignement américains permettent d’estimer à 15.000 tonnes l’aide apportée à la coalition syro-égyptienne, sur une période de 40 jours (l’aide soviétique débute dés le 6 octobre 1973). Bénéficiant pourtant d’un environnement plus favorable, seuls 1.700 nautiques séparaient l’URSS du théâtre des opérations, les russes ne disposaient pas d’une capacité de transport comparable à celle offerte par les C5 et C141 américains.

**

*Bilan comparatif des ponts aériens américain et soviétique durant la guerre du Kippour****[[6]](#footnote-6)***

Quels enseignements ?

Cette opération va durablement marquer de son empreinte le fonctionnement du transport aérien militaire américain, tant dans ses structures, que ses matériels et l’évolution de sa doctrine.

Le MAC qui jusqu’à ces évènements consacrait ses moyens au soutien des opérations menées au Vietnam bénéficiait d’un solide réseau de bases support dans l’océan Pacifique (Hickam, Wake, Kwajalein), au Japon et aux Philippines. À l’inverse, l’absence de base américaine dans l’océan Atlantique a révélé la dépendance des États-Unis vis à vis de leurs alliés sur ces trajets océaniques.

Le C141 (version A, à cette époque), n’était pas en mesure de rallier directement Israël depuis le territoire US. Le C5 était en mesure d’acheminer 33 tonnes en direct, ce qui ramené au volume transporté aurait nécessité 659 rotations. Sans l’accès aux installations portugaises de Lajès, le pont aérien n’aurait pu assurer dans des délais identiques le même volume de ravitaillement à Israël et l’issue de la guerre du Kippour aurait pu être tout autre.

Conscient de ces lacunes, et de la nécessité de disposer de moyens de projection autonomes, les américains vont développer la capacité de ravitaillement en vol de leur flotte d’avions stratégiques, et adapter le volume de leur flotte de ravitailleurs en conséquence. Une étude américaine de 1975 montre qu’un recours systématique au ravitaillement en vol lors de l’opération « Nickel grass » aurait permis de réduire de façon conséquente le nombre de rotations (près d’une centaine), au prix certes d’une flotte d’avions ravitailleurs adaptée.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| trajet | charge offerte | | nb missions realisées | |
| C5 | C141 | C5 | C141 |
| Opération  Nickel grass | **74,3 t** | **27,6t** | **145** | **421** |
|  |  | |  | |
| trajet | charge offerte | | nb de missions nécessaires | |
|  | C5 | C141 | C5 | C141 |
| tdirect USA-Israël sans ravitaillement | **33,5 t** | **xxxx** | **659** | **xxxx** |
|  |  |  |  |  |
| avec ravitaillement en vol | **107,4 t** | **32t** | **101** | **364** |
| économie réalisée |  |  | **44** | **57** |
| source : research and development hearing on the posture of airlift (1975), 77, | | | | |
| statement of Gen Paul Carlton, commander, military airlift command[[7]](#footnote-7) | | | | |

Le C141 va ainsi faire l’objet d’un retrofit qui concernera l’ensemble de la flotte. Disponible à compter de 1979, le C141B au fuselage rallongé sera doté de la capacité de ravitaillement en vol.

Mis en service en 1969 le C5 était doté de série de la capacité de ravitaillement en vol. Une fatigue structurelle anormale sur les emplantures d’aile en avait condamné l’utilisation. Une nouvelle voilure allait être développée et mise en service à compter du début des années 80 sur cet aéronef.

Les soviétiques surent également tirer les leçons de la démonstration américaine. Le développement d’avions stratégiques de classes équivalentes au C141 et C5 date de cette époque. L’Iliouchine 76 termina ses essais en 1976 pour entrer en service dans l’Aéroflot en 1978. L’Antonov 124 quant à lui effectuera son premier vol en 1982.

Quels enseignements pour l’Europe et l’A400M ?

Le futur Airbus A400M présente de par ses performances prévues certaines similitudes avec le C141A, notamment en termes de charge offerte. Doter ou non ce nouvel aéronef d’une perche de ravitaillement en vol relève avant tout de l’ambition politique qui l’accompagne.

Au début des années 60, l’autonomie et les performances du projet qui allait donner naissance au C160 Transall le destinait à un théâtre centre Europe et méditerranéen, en cohérence avec nos centres d’intérêts de cette époque.

Cinquante ans plus tard, les rapports de forces ont changé. Notre défense se joue désormais loin de nos frontières comme en témoigne notre engagement en Afghanistan. À l’heure de la mondialisation, c’est l’œkoumène qui attend désormais les futurs équipages de transport.

Il importe donc de donner à l’A400M les moyens de s’affranchir des océans ou des espaces aériens dont le survol lui serait interdit. Le ravitaillement en vol est le moyen permettant de garantir cette allonge nécessaire. Nos décideurs doivent prendre en compte cette dimension, et les conséquences d’une remise en question de cette capacité. Il doit en outre s’accompagner du développement simultané de flottes d’avions ravitailleurs dont la mise en commun au niveau européen devra être envisagée au-delà du protocole ATARES**[[8]](#footnote-8)** en vigueur depuis quelques années.

L’acquisition par de nombreux pays européens de l’A400M, et leur mise en commun au sein d’un commandement multinational, tel que se dessine l’EATC, impliquent à terme une capacité de transport remarquable. Seuls les États-Unis disposeront d’une capacité de transport instantanée plus importante. Le transport aérien deviendra alors un moyen pour l’Europe d’afficher ses ambitions de politique étrangère, qu’il s’agisse d’aide humanitaire, de réponse à une situation d’urgence (Tsunami, tremblement de terre..) ou d’action purement militaire.

Cet atout contribuera de facto à renforcer la cohérence de la PESD, politique européenne de sécurité et de défense, dont l’Europe communautaire peine à tracer les contours.

**Conclusion**

L’opération « Nickel grass » a montré la capacité de l’aviation de transport américaine à supporter dans des délais extrêmement réduits l’effort de guerre d’un pays distant de près de 13.000 kilomètres. Soulignant l’indispensable besoin de doter les flottes d’avions stratégiques de la capacité de ravitaillement en vol, il s’inscrit dans la logique de puissance et d’intervention des États-Unis.

Le MAC, orienté à l’époque sur l’effort de guerre au Vietnam, devenait en quelques semaines avec ses emblématiques C5 et C141 le vecteur de la politique étrangère américaine.

La France et certains de ses alliés européens s’apprêtent à accueillir l’A400M, et vont offrir à l’Europe de la défense une capacité de transport remarquable. La capacité de ravitaillement en vol permettrait d’accroître son rayon d’action et conforterait notre indépendance vis à vis des autres puissances.

Si les indécis peuvent mettre en avant la difficulté de rentabiliser demain au quotidien une telle capacité de transport, il importe désormais de dépasser les logiques nationales pour s’inscrire dans une logique européenne. L’A400M donnera ses ailes à l’Europe de la défense, lui assurant dans le domaine du transport aérien les moyens de son ambition.

# L’artillerie du Camp Retranché

# de Paris en1914



*Par le Général de corps d’armée (CR) André BOURACHOT[[9]](#footnote-9).*

**P**aris, camp retranché, est défendue en 1914 comme le prévoit l’instruction sur la guerre de siège de 1909. L’application de ce texte à Paris est un peu particulière puisque la ville est entourée par une triple ceinture de fortifications: l’enceinte continue d’environ 32 kilomètres de tour comprenant 94 bastions puis, à une distance variable une première ceinture de forts, dits détachés, construite en même temps que l’enceinte, de 1840 à 1845. Enfin s’ajoute la ceinture de forts Séré de Rivières construite de 1874 à 1880. Citons quelques noms pour préciser les localisations: forts d’Issy, de Vanves et de l’Est par exemple pour les premiers, forts de Vaujours, de Saint-Cyr et de Villeneuve-Saint-Georges pour les seconds.

Les forts Séré de rivières ont été construits après la guerre de 1870 pour interdire l’implantation de batteries d’artillerie ennemies comme l’avaient fait, fin 1870, les Prussiens. L’artillerie de 1870 n’était déjà plus celle de 1840 et les forts détachés n’ont pas empêché les batteries prussiennes[[10]](#footnote-10) de tirer sur la ville (surtout la partie sud).

Que vaut cette triple couronne de forts ou d’ouvrages fortifiés en 1914? Pas grand-chose, pour plusieurs raisons. L’enceinte continue[[11]](#footnote-11) est constituée d’un fossé continu de 10 m de profondeur et de 15 m de large dont les parois, escarpe et contrescarpe sont prolongés par des surfaces horizontales formant glacis et parapets. Elle entaille la ville de 1914 qui s’est étendue de part et d’autre faute de n’avoir pu trouver ailleurs l’espace nécessaire à sa croissance. Depuis 1870, et même un peu avant, les propriétaires spoliés par les interdictions de construire dans les zones de servitudes se sont regroupés en ligues et syndicats pour faire pression sur l’autorité civile, et indirectement militaire, pour déclasser l’enceinte et récupérer les terrains. La ville de Paris est toute prête à profiter de l’aubaine et envisage d’ailleurs de juteuses opérations immobilières à condition de payer les terrains le moins cher possible[[12]](#footnote-12) au Ministère de la guerre.

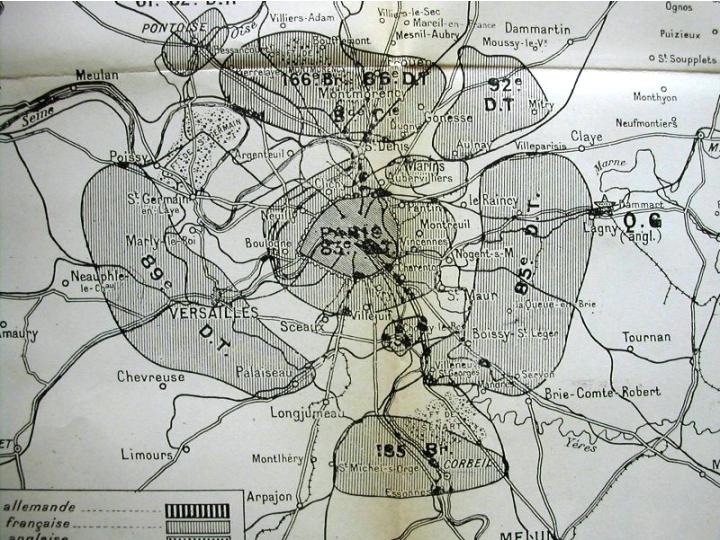
Les forts détachés sont construits en pierres (meulière) hourdés à la chaux et ne résistent pas à l’artillerie moderne. Les forts Séré de Rivières sont eux aussi construits en pierres mais on a enterré les casernes et protégé les œuvres vives par des couches de terre de 3 à 4 m d’épaisseur. Les canons, de 30 à 60 pièces, sont en principe posés à même le dessus des forts, à l’air libre, et protégés latéralement par des traverses. En même temps qu’on construit de nouveaux forts on étudie, puis on réalise, de nouveaux canons destinés à les armer. Ce sont les de Bange, canons longs de 120 mm, longs de 155 mm, mortiers de 220 mm et même de 270 mm.

En 1886, alors que les derniers forts Séré de Rivières finissent de se construire, un chimiste de concours Lépine, Turpin, invente un explosif très brisant: la mélinite. Elle était connue depuis longtemps mais Turpin réussit à la stabiliser sans l’empêcher de détoner. Des expériences sont faites sur un fort tout neuf, celui de la Malmaison. Les maçonneries sont disloquées, les voûtes s’effondrent et les canons sur les «crêtes» d’artillerie sont démontés et détruits; quelques obus suffisent pour rendre les forts intenables. Dès 1890 Paris ne peut plus se mettre à l’abri derrière ses fortifications.

Que faire? Plusieurs solutions sont possibles: sortir les canons des forts et les installer en batteries détachées de 4 à 6 pièces, améliorer la protection des forts en utilisant le béton et, mieux, le béton armé qui vient d’apparaître, enfin conserver de l’artillerie dans les forts mais installée dans des tourelles, des «cuirassements» dit-on à l’époque, armées de une à deux pièces. Ces tourelles en fonte aciérée sont tournantes bien sûr, mais aussi à éclipse. On fera un peu tout cela mais la facture est telle qu’à Paris on ne fait rien ou presque rien sauf à installer 5 tourelles sur certains forts: Palaiseau par exemple. Le bétonnage des structures est réservé aux forts de l’est: Verdun, Toul, etc.

Il fallait donc conceptualiser une défense des places[[13]](#footnote-13) qui tienne compte des nouvelles contraintes; ce sera l’objet de deux instructions successives sur la guerre de siège, celle de 1895 et celle, donc, de 1909, qui codifient la façon d’attaquer et de défendre les places. Et la défense de Paris, camp retranché mais aussi place de guerre, sera étudiée et mise en oeuvre suivant les préceptes des textes réglementaires.

En avril 1914 le dernier plan de défense de Paris qui a connu de nombreux avatars est approuvé par M. Étienne alors Ministre de la Guerre. Il prévoit de constituer tout autour de Paris, sur un peu moins de 200 kilomètres de circonférence trois zones: nord, est, sud-ouest séparées par trois intervalles: sud (vallée de la Haute-Seine), ouest (vallée de la Basse-Seine) et nord-est (région de Roissy, tracé de l’actuelle autoroute A1). Chacune de ces zones est divisée en secteurs, huit au total, plus un neuvième regroupant tous les intervalles.



**L’organisation défensive autour de Paris fin août 1914.**

Les batteries d’artillerie sont disséminées dans les secteurs et portent un numéro commençant par le numéro du secteur. Par exemple, dans le secteur 5 allant de l’actuelle autoroute A4 à Villeneuve-Saint-Georges, il y a seize batteries numérotées de 501 à 516 dans le sens trigonométrique.

L’artillerie doit être dispersée tout autour de la Capitale à une distance variable de 12 à 14 kilomètres dans des batteries de 4 à 6 pièces. Un peu en avant se trouvent des tranchées, protégées par des réseaux de fil de fer et occupées et défendues par des divisions d’infanterie territoriale.

On commencera à installer et disperser les batteries dès le 3 août 1914. Tout est à faire, le temps de paix interdisant de travailler sur des terrains qui sont presque exclusivement privés. Les pièces viennent des parcs de Place, de Versailles, de Vincennes et des forts où elles sont, pour certaines encore, stockées et doivent être conduites à poste par des attelages. Si, par suite des nombreuses reconnaissances effectuées depuis des années, on sait parfaitement où on va les mettre en batterie, rien n’est fait à cette date et les terrains n’ont connu aucune préparation.

Parallèlement à l’installation des pièces il faut aménager des magasins à munitions: centraux, de secteurs et de batteries. L’approvisionnement doit se faire par trains circulant sur des voies de 0,60 m ou 0,50 m. Ces trains sont tractés par des chevaux, voire à bras d’hommes mais aussi par des locomotives spéciales dites locomotives Péchot du nom du colonel Péchot qui a conçu le système[[14]](#footnote-14). Toutes ces voies doivent être posées directement sur les routes, chemins et sentiers.

Les personnels sont, pour l’essentiel, fournis par la réserve de l’armée territoriale (RAT). Ils vont arriver au compte gouttes dans les quinze premiers jours de la mobilisation. Il est prévu d’utiliser 8 batteries de réservistes et 17 de territoriaux à chacune 315 hommes qui seront renforcées par 25 compléments de 200 hommes pour amener les batteries à 500 hommes. Les personnels de l’artillerie ont un triple rôle: installer les batteries et magasins (y compris les terrassements nécessaires mais en coopération avec le génie), installer la voie de 0,60 et enfin servir les pièces.

Et ce n’est pas une sinécure! Installer les pièces signifie: creuser 4 ou 6 terre-pleins d’environ 2 m de profondeur. Chacun est flanqué de murs de refends en terre (qui, jouant le même rôle que les traverses des forts, portent le même nom) revêtus de clayonnages pour éviter l’éboulement des terres et est terminé par un épaulement de même hauteur derrière lequel la pièce sera mise en batterie. Puis il faut installer sur le terre-plein une plate-forme constituée de trois lits de madriers superposés qui pèse environ 6 tonnes et qui demande pour être parfaitement réglée au moins 6 heures de travail. Le canon vient se loger derrière l’épaulement sur la plate-forme. En 1914 les plates-formes sont toutes équipées d’un frein hydraulique fixé sur une sellette dont nous allons reparler plus loin.

Tout autour de la pièce on va installer divers ouvrages: PC du commandant de batterie, tranchées de protection, enfin magasins de batteries (en principe 100 coups par pièce, un peu moins pour les calibres plus importants) et observatoires le plus proche possible des pièces pour ne pas avoir à utiliser des lignes téléphoniques rares et peu fiables.

Au total il faut au moins une quinzaine de jours pour installer complètement une batterie. Il n’est donc pas question de changer d’emplacement. Une différence essentielle entre une artillerie lourde de campagne et une artillerie de siège est l’absence presque totale de mobilité de la seconde par rapport à la première. L’instruction prévoit d’ailleurs un ou deux emplacements, pas plus, avant l’attaque finale dans le cas du siège et aucun dans la défense des places. Autant dire que les batteries installées sur leurs positions sont faites pour y rester quoi que fasse l’ennemi.

Tant que la voie de 0,60 m n’est pas posée et les magasins terminés, rien n’est achevé et il est impossible de tirer faute d’obus et de gargousses à part les quelques coups qui accompagnent les pièces. Ce sera la tâche la plus difficile à accomplir. La voie de 0,60 est abondante dans le camp retranché (carrières notamment) mais, désireux de ne pas arrêter toute activité industrielle, le Ministre prendra beaucoup de temps pour autoriser la réquisition et il faudra un quasi tour de force pour que le 30 août le commandement de l’artillerie puisse annoncer que chaque pièce est approvisionnée à environ 30 à 40 coups soit à peu près deux heures de feu mais sans pouvoir reconstituer les stocks.

Quels sont les canons? Essentiellement des 120 et 155 mm L[[15]](#footnote-15) de Bange. On trouvera aussi quelques 155 mm C[[16]](#footnote-16) de Bange et plus rarement des 95 mm Lahitolle. Les 155 et les 120 se ressemblent comme des frères; ils sont en acier et se chargent par la culasse. Le premier pèse en ordre de marche environ 2.700 kg et le second 5.700 et pour les transporter il faut les scinder en fardeaux séparés; la partie rayée a une longueur d’environ 20 calibres dans les deux cas. Le projectile du 155 pèse 43 kg (ce qui «éreinte» les servants) et la portée peut atteindre environ 8 km (à l’époque; on fera mieux plus tard). Le projectile du canon de 120 ne pèse que 20 kg, va aussi loin et la pièce est beaucoup plus maniable ce qui explique sa plus grande diffusion. Ces canons, bien servis, tirent théoriquement environ 1 coup/minute.

Le grand challenge de la fin du XIXème siècle est la maîtrise du recul. Les de Bange sont équipés d’un frein hydraulique constitué d’un piston lié à la fois à la plate forme (sellette) et à la crosse de l’affût. Il comprime un liquide, par définition incompressible, qui ne peut s’échapper que par des ajutages soigneusement calibrés. Le canon recule alors d’environ 90 cm et, en reculant, monte sur des coins de recul qui font office de récupérateur puisque le canon revient par gravité à sa position de batterie (voir image ci-dessus).

Sur quoi tirent les canons? Sauf à faire du tir sur zone, généralement inefficace et consommateur de munitions, tous les objectifs sont repérés: carrefour, ponts, routes, lisières de forêt, etc…Il est impensable de tirer sur un objectif qui se dévoilerait subitement parce qu’on ne sait pas le faire. L’affichage des éléments de tir est une opération longue et délicate où on utilise des outils, notamment pour la mise en direction des canons, aussi précis que des barres à mines!! On ne sait faire des tirs masqués que depuis une vingtaine d’années mais beaucoup d’artilleurs doutent encore de leur intérêt. Le pointage pratiqué reste le traditionnel pointage «à la hausse» qui nécessite de voir l’objectif. Le manque d’une cartographie «ad hoc», notamment, au début de la guerre, l’absence de carroyage, interdit de repérer les points du terrain par des coordonnées!! On rajoutera rapidement un carroyage sur les cartes mais comme les origines ne sont pas les mêmes il est impossible de raccorder deux carnets de tir. La projection utilisée est la projection de Bonne-Panthéon (méridien de Paris), celle de la carte d’état-major. Plus tard on fera appel systématiquement pour toutes les armées françaises à la projection Lambert.

Le réglage à vue interdit pratiquement les tirs à plus de 3 à 4 km et encore, à condition que les conditions météo le permettent. Assez vite cependant on utilisera l’observation aérienne pour observer et corriger les tirs, dès la fin septembre 1914, dans le Camp Retranché. La portée théorique des de Bange n’a donc pas grand sens[[17]](#footnote-17) d’autant plus que, dans le Camp retranché, aucun coup de canon n’a jamais été tiré, ni aucun réglage effectué. En cas d’attaque allemande tout était à faire. La voie de 0,60 mettra beaucoup de temps à être déployée et elle atteindra un maximum de 250 km fin 1914.

Finalement quel fut le résultat? Le 26 août 1914, 73 batteries étaient en place; en octobre, donc bien après que le danger soit passé, ce sont 99 batteries représentant 534 pièces qui sont installées sur tout le pourtour de Paris et il n’y en aura pas plus. Avec quelle efficacité? Voici ce qu’écrivait le général Desaleux commandant l’artillerie du Camp Retranché quelques mois après la Marne.

«*Si, à cette date, presque toutes les pièces avaient pu être mises en batteries, si la plupart d’entre elles pouvaient effectivement tirer avec un approvisionnement restreint, le retard subi par l’organisation du tir et le manque d’instruction et d’expérience du personnel ne permettaient d’escompter que des résultats fort incertains*».

Il est évident que les Allemands auraient pu s’emparer relativement facilement de Paris. Les préceptes de la guerre de siège appliqués réglementairement sans aucune nuance par Gallieni empêchaient de renforcer les défenses face aux directions dangereuses. Pas un canon n’a manqué au dispositif prévu dans l’intervalle de la Haute-Seine qui n’a jamais été menacé. À vouloir se protéger dans toutes les directions on ne se protégeait nulle part!

C’est la bataille de la Marne et la manoeuvre qui ont sauvegardé Paris. Le Camp Retranché n’y est pour rien mais il faudra attendre 1917 pour qu’on se rende compte de la faillite d’un concept fabriqué sur mesure pour sauver ce qui pouvait l’être de la fortification permanente. Parenthèse fragile puisque la même hérésie renaîtra de ses cendres quelques années plus tard et trouvera son épanouissement dans la ligne Maginot avec les conséquences que l’on sait.

# Physionomie du Corps expéditionnaire

# français en Italie



# *Par le Lieutenant-colonel Claude FRANC[[18]](#footnote-18),*

*du CDEF/Division Doctrine*

Il y a maintenant deux ou trois ans, à l’occasion de la sortie sur les écrans du film «Indigènes», un formidable battage médiatique a donné une image tronquée et un peu caricaturale de ce qu’était réellement l’Armée d’Afrique lors de la Libération. Si on veut en avoir une perception plus conforme à la réalité, il est édifiant de se pencher sur la campagne d’Italie où elle a joué un rôle majeur dans la victoire alliée. En effet, sur le théâtre italien, la France n’a engagé que l’«Armée d’Afrique» élargie aux vieilles formations F.F.L., alors que la campagne de France, conduite de main de maître par de Lattre, a été marquée par l’amalgame des FFI qui, au cours de la campagne, a notablement changé la nature de l’armée[[19]](#footnote-19).

**«*E****t c’est ainsi, qu’en présence de circonstances qui avaient commencé à fausser le jeu normal de l’exercice du commandement et des responsabilités, il eut à faire en sorte que l’armée d’Afrique toute entière, enthousiaste et rassérénée, se retournât contre l’ennemi qu’elle seule, dans les premiers temps, pouvait contenir en Tunisie. Plus tard, investi de la confiance du Gouvernement provisoire d’Alger que présidaient alors conjointement les Généraux de Gaulle et Giraud, il eut à commander les opérations françaises de l’Italie. Et s’il est vrai, comme on a bien voulu le reconnaître, que cette campagne marqua la résurrection de l’armée française dans l’ordre de bataille de nos alliés, avec un rôle nettement prépondérant lors de l’offensive sur Rome, il faut savoir que le mérite en revient à ce magistral outil de guerre qu’était cette armée d’Afrique, de transition, que le général Weygand avait retrempée après l’armistice, dans une intention qu’il n’avait cachée à personne*».

*Extrait du discours de réception à l’Académie française du Maréchal JUIN, 1952.*

Disparate et hétérogène, le C.E.F. est composé de cadres d’active provenant de l’armée de transition d’Afrique du Nord, d’évadés de France, de Français d’Afrique du Nord mobilisés[[20]](#footnote-20), de Nord-Africains, engagés pour beaucoup avant 1939 et de Français Libres. C’est grâce à l’incomparable art du commandement de son chef, le Général Juin, et de ses divisionnaires qu’il a acquis très rapidement une très grande cohésion et une redoutable valeur opérationnelle.

Le Général Juin est le chef unanimement reconnu. Connaissant parfaitement tous les rouages et la psychologie de l’Armée d’Afrique au sein de laquelle il a passé l’essentiel de sa carrière, il forge inlassablement et progressivement, l’esprit de corps de son armée, par un commandement ferme et bienveillant, son optimisme, sa franchise et son courage. Entouré d’une estime générale, il sait aussi bien parler aux chefs qu’à la troupe, aux généraux comme au plus modeste des tirailleurs ou des goumiers. Tacticien hors pair, il sera très vite reconnu en ce domaine par les chefs alliés qui sauront rapidement prendre ses avis en considération et les suivre.

Il est puissamment aidé dans sa tâche par un état-major soudé sous le commandement éclairé et méthodique du Général Carpentier et par des commandants de division exceptionnels qui conserveront tous leurs commandements respectifs durant toute la campagne[[21]](#footnote-21).

À la 2ème D.I.M., le Général Dody, solide chasseur alpin d’un calme imperturbable, parfait organisateur et ayant le goût de la réflexion et de la méditation. Foncièrement discipliné, il applique le vieux principe «prévoir loin et commander court», ce qui suscite parfois quelques réticences de la part de son état-major et des agacements passagers de ses colonels[[22]](#footnote-22). Mais dans le climat de confiance qu’il sait entretenir, il sait tout obtenir de ses troupes.

À la 3ème D.I.A., le Général de Montsabert est une figure de l’armée d’Afrique d’avant-guerre. Petit, le poil blanc et le teint coloré, c’est un optimiste, confiant dans sa «baraka». Il conduit sa bataille de l’avant avec une audace et une volonté communicatives.

À la 4ème D.M.M., le Général Sevez, étonnant de calme, de pondération et de sûreté de jugement. Savoyard et montagnard expérimenté il est unanimement respecté de ses hommes dont il connaît les possibilités.

Aux Tabors, le Général Guillaume, vieux camarade de Juin qui sous une apparence un peu frustre cache une finesse d’esprit peu commune. Petit et râblé, l’œil vif, il donne une impression d’énergie et de résistance à toute épreuve. S’exprimant parfaitement en berbère et en arabe, il jouit d’une aura exceptionnelle parmi ses goumiers.

À la 1ère D.F.L., le Général Brosset, Saint-Maixentais, ancien méhariste qui a rallié le Général de Gaulle dès le 27 juin 1940 et qui n’a cessé de se battre depuis cette date. Colonial, sportif infatigable, d’une culture très étendue, il a une personnalité accusée et un sens du terrain inné.

Au niveau des exécutants, les cadres d’active de l’Armée d’Afrique n’ont aspiré, durant la période de l’armistice, qu’à reprendre le combat que la majorité d’entre eux, demeurés en Afrique du Nord en 1940 n’ont pas connu sur le sol métropolitain. C’est le cœur déchiré qu’ils ont obéi aux ordres de résistance au débarquement américain. Ils ont accueilli avec joie et soulagement le «cessez le feu» et, déliés de leur serment de fidélité au Maréchal Pétain par l’Amiral Darlan, ils ont réussi à contenir les forces de l’Axe en Tunisie durant l’hiver 1942. Pour tous, c’est un privilège que d’être désignés pour le C.E.F.

Les Français d’Afrique du Nord n’ont pas échappé au désordre des esprits après la débâcle de 1940. Peu et mal renseignés, soumis à une propagande officielle tenace et partisane, les évènements de Mers el Kébir, de Dakar, de Syrie et de Madagascar les ont rendus anglophobes et anti-gaullistes. Profondément anti-allemands, ils considèrent les Américains avec sympathie.

En métropole, la nouvelle du débarquement en A.F.N. et la dissolution de l’armée d’armistice est pour beaucoup le signal d’une évasion vers l’Afrique du Nord, par l’Espagne. Ils seront environ 20 000 de tous grades à rejoindre l’Afrique du Nord et c’est parmi eux que le Corps expéditionnaire puisera une partie de son encadrement en officiers, sous-officiers et spécialistes. Ils apporteront leur enthousiasme et ces «évadés de France» serviront souvent de trait d’union entre l’Armée d’Afrique et la France Libre.

Les Musulmans constituent la grande masse de l’Infanterie. Ils occupent tous les postes ne nécessitant pas une instruction poussée ou des connaissances techniques approfondies. L’encadrement en sous officiers de leurs unités est en partie indigène, dans une moindre mesure aux Goums. Les rares officiers issus de leurs rangs ne dépassent pas le grade de commandant et à partir de celui de capitaine, ne reçoivent plus de commandement.

Ces tirailleurs et goumiers sont d’excellents combattants du rang. Elevés très durement, capables d’efforts physiques intenses et prolongés, supportant toutes les âpretés climatiques, ils ont un sens inné du terrain, une vue perçante et, souvent, une ouïe très fine. Naturellement braves, ils sont remarquables en zone montagneuse, et guerriers par atavisme, ils ont le goût des armes. Fatalistes, («*mektoub*»), ils ne redoutent que les dangers qu’ils ne connaissent pas: les avions, les blindés et les mines. Ne pouvant meubler leurs loisirs par la lecture ou la correspondance, ils s’adonnent au jeu, ce qui amène au sein des unités des querelles, parfois sanglantes, que seule une discipline formelle très ferme permet de juguler.

Ils sont attachés à leurs chefs et à leur unité par des liens quasi religieux et féodaux. Sauf pour les plus évolués, la notion de patriotisme leur est totalement étrangère. La France n’est connue que par son administration et son armée. Ce qui compte, c’est le Chef…celui qui commande. Les Marocains, montagnards des 2ème D.I.M., 4ème D.M.M. ont en plus une fierté ombrageuse et un respect intransigeant de la parole donnée. Parlant des dialectes berbères, ils ne comprennent pas l’arabe, même dialectal qu’emploient les Algériens et les Tunisiens de la 3ème D.I.A., ce qui posera des problèmes lors des relèves ou des dépassements d’unités entre divisions. Les goumiers, plus frustres, individualistes, sont plus encore que les autres Marocains guerriers dans l’âme. Ils aiment le «*baroud*».Ils ont l’instinct du piégeur et du contrebandier, mais ils sont tout à fait inaptes à la défense statique. Très sensibles à l’échec, exaltés par le succès, ils ne raisonnent pas et suivent aveuglément leurs chefs. Considérés comme des supplétifs, ils se singularisent par leur tenue traditionnelle, la djellabah et supportent difficilement l’interdiction absolue qui leur est faite de se livrer au pillage.

Les Français Libres ont une psychologie très différente de celle de l’armée d’Afrique vis à vis de laquelle ils feront, au moins au début, souvent preuve de condescendance. Les cadres se sont mis volontairement et sciemment «hors la loi», ont parfois été traqués, toujours jugés et condamnés. Ils n’ont pas été mobilisés, leur adhésion est une démarche individuelle et volontaire. Ils ne remplissent pas d’«obligation militaire». Les relations initiales entre les F.F.L. et l’Armée d’Afrique ont été très froides. Les évènements ont séparé ces deux armées et jamais, même en Tunisie, ils n’ont combattu ensemble. Jaloux de leur identité, intransigeants, raillant et opposant le conformisme et la résignation de l’Armée d’Afrique à la décontraction qu’ils affectent, les «free french» refuseront la dénomination officielle de leur division, 1ère D.M.I., pour conserver celle, chargée d’émotion, de D.F.L. La fusion entre ces deux armées, grandement facilitée par les combats communs après le Garigliano, a été totale et sans arrière pensée et est à mettre au crédit du futur Maréchal Juin et à l’esprit de discipline du Général Brosset.

Enfin, les pertes subies par le Corps expéditionnaire furent lourdes. Le 1er bureau du Général Juin relève que, durant l’hiver, «l’expérience a prouvé que toute division en ligne perdait en moyenne 90 hommes par jour»[[23]](#footnote-23), ce qui correspond à des pertes tout à fait comparables avec celles que l’infanterie française a subies durant la Grande Guerre. Au cours des opérations du printemps, les chiffres exacts furent de 78 pertes journalières pour la 2ème D.I.M. et 103 pour la 3ème D.I.A. Pour une offensive se déroulant sur un mois, il fallait donc prévoir une réserve de 2 700 officiers et soldats pour chacune des divisions du C.E.F. Un tiers provenait des convalescents. Il reste donc à trouver 1 800 hommes que l’Afrique du Nord peine à fournir. Le CEF peut heureusement compter sur l’extraordinaire motivation des siens. Il n’est pas rare qu’aucune permission ne soit prise, ni que des blessés incomplètement remis reviennent de leur propre chef dans leur régiment avec l’aide d’ambulancières complices.

À titre d’exemple, lors des opérations du Belvédère, au 4ème R.T.T., le chef de corps [[24]](#footnote-24) a été tué, et la totalité des commandants de bataillons[[25]](#footnote-25) et de compagnies mis hors de combat et la moitié des chefs de section sont tués. A la 4ème D.M.M., le 2ème R.T.M., engagé au complet pour la campagne du printemps à partir du mois de mai a du être dissous le mois de juillet suivant et relevé au sein de sa division par le 1er R.T.A.

Par ailleurs, du 12 décembre 1943 au 2 avril 1944, soit en un peu plus de trois mois, 1753 évacuations seront dues à des pieds gelés dont une des causes réside dans la moindre qualité des chaussures américaines par rapport aux bottes allemandes[[26]](#footnote-26).

## Libres opinions[[27]](#footnote-27)



# Les espaces lacunaires de la doctrine de contre-rébellion.

**(Guérilla et maillage des grands espaces vides, non linéaires)**



*Par le Chef de bataillon (TA) de La ROQUE[[28]](#footnote-28),*

*de la 122ème promotiondu CESAT/CSEM*

**À** l’heure des guérillas internationales, la parution récente d’un manuel français de contre-rébellion comble une lacune en matière de doctrine militaire; en effet, cette réflexion doctrinale était devenue d’autant plus indispensable que les harcèlements et les embuscades sur les troupes au sol en Afghanistan s’intensifient. Ce regain d’intérêt est salutaire car nous devions solder l’héritage du passé, à tout le moins actualiser nos principes de contre-guérilla en expurgeant toutes pratiques inhumaines.

Ce regain d’intérêt ne fait pas pour autant de la contre-guérilla un sujet neuf. Nous ressortons des tiroirs de nos vieilles commodes des missions, des procédés comme le *quadrillage* et des techniques élaborés et pensés lors des conflits passés… La conception et la planification de la manœuvre des systèmes d’information et de communication (SIC) adaptée à une telle opération sont en revanche radicalement nouvelles. Progrès technologique oblige, l’impact des opérations en réseau sur le contrôle des espaces dits lacunaires c'est-à-dire des «vides» de l’espace de bataille est considérable tant le commandement s’y trouve décentralisé, les postes fixes structurent l’organisation de l’espace et l’action contre la rébellion-guérilla impose une architecture des SIC non seulement adaptée mais redondée. De fait, la courte place laissée aux transmissions dans ce manuel ne laisse pas d’étonner…En définitive, la doctrine de contre-rébellion pose le problème de la conduite d’une opération numérisée de contrôle de milieu en phase de stabilisation – sans y répondre.

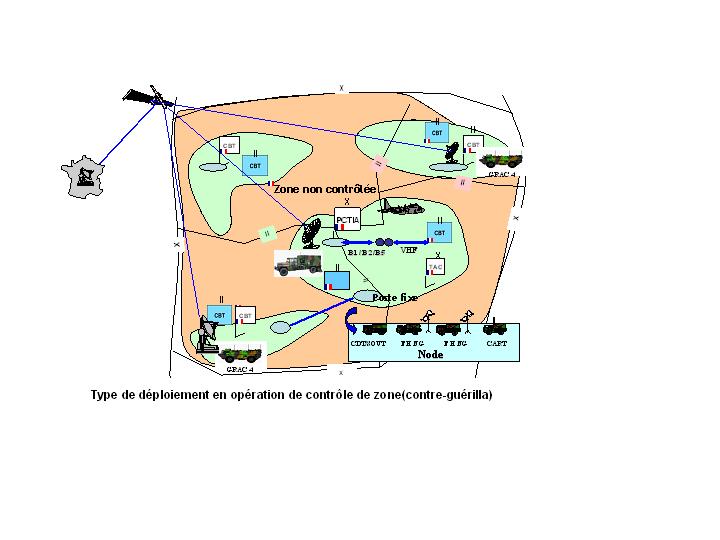
Triple Paradoxe donc quand on sait que les postes d’observation constituent le quadrillage indispensable du territoire, que la doctrine SIC repose sur la gestion des espaces lacunaires[[29]](#footnote-29) et que les enseignements tirés d’Afghanistan démontrent la complémentarité des systèmes de communication. Comment déployer un réseau de communication et d’information continu dans les espaces accidentés de la zone d’action approprié aux actions de contre guérilla?

D’abord bien sûr, le terrain montagneux et les grands espaces de la RC-C fragmentent la zone d’action et compliquent le déploiement d’une architecture SIC continue. En opération ensuite, le besoin des moyens mobiles de communications par satellite s’avère incontournable en raison du contexte particulier d’emploi des forces déployées. En effet, afin de pallier les déficiences des supports VHF et HF pour les communications – les PC régimentaires stabilisés dans des «Forward Operational Bases» (FOB) sont hors de portée des unités élémentaires dont les missions les amènent à se déployer hors de portée radio (VHF) – il s’agit de mettre en place un moyen complémentaire mais un moyen qui ne se substitue aux postes PR4G.

* Le concept d’emploi des moyens de communication en dessous du niveau tactique 4 (GTIA) repose sur l’utilisation des moyens radios VHF ou HF pour maintenir une permanence du commandement en mouvement lors des missions effectuées par les unités ou les sections. Ce concept répond aux déploiements classiques des forces dans lesquelles les unités élémentaires sont à portée radio du commandement régimentaire. Or, en Afghanistan, les PC régimentaires restent stabilisés dans les FOB, alors que les missions des unités élémentaires les amènent à se déployer hors de portée radio (VHF).
* Dans le concept de numérisation de l’espace de bataille, l’armée de terre a décrit la place essentielle qu’occupent désormais le recueil, la diffusion et le traitement de l’information dans le cadre d’une opération. Des moyens et une organisation adéquats devront permettre à nos états-majors et nos régiments d’acquérir et de conserver la supériorité informationnelle, condition indispensable du succès. Ce recueil de l’information ne peut pas s’effectuer sans la mise en place d’un support de communication mobile et permanent entre les acteurs sur le terrain et les PC des régiments qui disposent, uniquement dans leurs FOB, des moyens d’analyse et de compte-rendu.
* Afin d’assurer la permanence du commandement au sein du GTIA lors des opérations en Afghanistan et pallier la perte des liaisons PR4G dès que les unités se déplacent à plus de 10 km de Kaboul, les troupes engagées utilisent de façon importante la téléphonie portable (fournisseur d’accès local) pour des liaisons de commandement entre les unités et le PC du régiment et demandent massivement des moyens téléphoniques satellitaires (TURAYA, BGAN). Si ces solutions règlent temporairement le problème de la permanence du commandement à la voix, elles présentent des failles évidentes de sécurité. Elles ne résolvent pas non plus la rupture de numérisation créée par la perte des liaisons PR4G.

Comment déployer un réseau de communication et d’information continu dans les espaces accidentés de la zone d’action approprié aux actions de contre guérilla?

D’abord, le contrôle de zone vise à porter l’effort principal sur des objectifs particuliers et décisifs plutôt que sur un quadrillage systématique, généralement impossible (effectifs insuffisants, épuisement des forces, etc.). Donc, contrôler ce qui est nécessaire à partir des postes, en concédant à l’adversaire ponctuellement et localement, des zones de libre circulation. En ce qui concerne l’organisation de l’espace, le poste – élément de maillage humain de l’espace – apparaît central. Très répandu du XVIIème à la fin du XIXème, le poste permet aujourd’hui encore de maîtriser une grande portion d’espace en respectant le principe d’économie des forces; protégé et couplé à des capteurs ou des senseurs, à des moyens rayonnants, il complète, par le maillage renseignement humain, un maillage permettant de limiter la marge de manœuvre de l’adversaire.

D’autre part, si l’importance croissante des SIC dans les unités de l’avant a modifié le rapport d’utilisation voie-données en faveur des données, si les postes radio VHF ne répondront pas toujours au besoin en débit et si les espaces non linéaires des zones d’action créent des élongations que la radio VHF ne couvre pas, la nécessité de raccorder sur des zones sécurisées et disjointes du théâtre les unités immédiatement subordonnées au niveau GTIA par des modules SIC autorisant une portée et des débits plus importants s’impose[[30]](#footnote-30). La prise en compte des vides du terrain nous incite à porter l’effort sur les zones contrôlées où les PC sont déployés. Les zones de PC sont alors reliées entre elles par des supports de longue portée (satellite, faisceaux hertziens, radio HF F16 et F6, MELCHIOR, etc...). La couverture pour l’intégration radio, déterminée en liaison avec le chef interarmes en fonction des besoins opérationnels pourra prendre la forme de couloirs logistiques, d’axes de circulation ou de plateaux montagneux particuliers. Dans ce cas, le déplacement du réseau maillé, simultanément à l’action, doit être envisagé. En somme c’est toute l’organisation spatiale des systèmes de commandement qu’il faut penser.

Enfin et surtout, l’adaptation de l’architecture SIC aux besoins du commandement et à la manœuvre interarmes – pour contribuer à l’effet majeur recherché – exige que des capacités soient prises en compte; la complémentarité des supports de communication y participe au titre de la permanence du commandement.

Au final, il apparaît que le combat dans des espaces lacunaires suppose une véritable «intelligence spatiale» afin de lire correctement les territoires dans lesquels se déploie l’action tactique. La notion même d’espace lacunaire pouvant alors recouvrir de multiples facettes et l’action dans ceux-ci prendre de multiples formes, allant de la simple influence à l’occupation pure et simple. Déployer et manœuvrer un réseau continu de communication et d’information en appui de l’action interarmes est une des clés du succès du contrôle de zone et plus généralement de nos lignes d’opération. À ce titre, ce qui est aujourd’hui accompli par les transmetteurs sous le commandement du COMSICIAT en Afghanistan est digne d’intérêt et d’enseignements pour infléchir notre doctrine. Nous devons définir une manœuvre SIC interarmes de la contre-guérilla adaptée aux enjeux de la stabilisation.

Ce faisant, nous démontrons que si l’espace peu être militairement vide, il est en revanche toujours humainement plein. À ce titre, une zone d’action comme celle de la RC-C s’apparente au huis clos shakespearien dans lequel les grands principes de la tragédie rejoignent ceux des penseurs des petites guerres. Et c’est bien là l’enjeu. Ainsi que le croyait le colonel Déodat du Puy Montbrun, la force de l’esprit et de la culture, les atouts de l’histoire doivent pouvoir vaincre la violence aveugle des zombies.

# L’Europe ottomane

# du XIVème au XVIIIème siècle:

**un choc de civilisation?**



*Par le Chef de bataillon Valéry SENS[[31]](#footnote-31)*

*du CESAT/EMSST*

**D**ans les débats qui alimentent la question de l’intégration de la Turquie à l’UE, l’histoire de l’Europe ottomane du XIVème au XVIIIème siècle est souvent appelée à légitimer les liens qui uniraient la Turquie au monde européen. En face, au bénéfice d’un passé en commun, les détracteurs de la candidature turque opposent la mise en évidence d’un «choc de civilisations», rappelant que c’est en tant qu’envahisseurs que les Ottomans avaient conquis l’Europe. Au sujet de la bataille de Lépante (1571) Fernand Braudel évoque «les chocs lourds, puissants et répétés que se portent les bêtes puissantes que sont les civilisations».

Édifié au début du XIVème siècle, sur les ruines de l'État seldjoukide d'Anatolie et de l’Empire byzantin, l’État ottoman est devenu une puissance majeure à partir du XVème siècle, tout particulièrement grâce à la conquête des territoires de l’Europe balkanique, incarnant l’expansion de l’Islam aux dépens de l’Occident chrétien.

Balkans ottomans, Europe ottomane, Roumélie, ces différents termes sont souvent employés et désignent peu ou prou la même réalité. Il s’agit des États qui ont connu l’emprise ottomane et dont les noms actuels sont Hongrie, Roumanie, Moldavie, Kosovo, Bulgarie, Serbie, Bosnie Herzégovine, Albanie, Monténégro, Macédoine et Grèce.

La domination ottomane en Europe évoluera au fil de l’histoire. Sans véritables rivaux du XIVème à la fin du XVIIème siècle les Ottomans verront leur domination changer de nature à partir du XVIIIème siècle, quand l’Europe chrétienne et la Russie adopteront une attitude plus offensive qui les amènera à se poser au siècle suivant la fameuse «question d’Orient».

Il est tentant de voir dans cet affrontement un choc entre la chrétienté assiégée et l’Islam conquérant. Pourtant, les caractéristiques de la domination ottomane et la réalité de ses relations avec l’Occident entre le XIVème et le XVIIIème siècle incitent à nuancer les analyses qui les résument à un «choc de civilisation».

**\***

**\* \***

Bernard Lewis rappelle qu’au Moyen-âge pour les Moyens-orientaux il existait deux mondes: celui de l’Islam et celui de la guerre, peuplé d’infidèles à convertir. La propagation de la religion musulmane se double d’une dynamique expansionniste pour satisfaire les besoins financiers de l’Empire face à la concurrence de l’ouverture de nouvelles routes commerciales. Après la prise de Constantinople (1453) les sultans ottomans auront une vision impériale de leur État, le considérant comme héritier des empires musulmans turcs et arabes ainsi que de l’Europe byzantine et de l’Empire romain. À ce titre ils prétendront jouer un rôle important dans les affaires de l’Europe.

Pour Gilles Veinstein, «L’État ottoman n’avait pas coulé la réalité balkanique dans un moule unique». Selon lui, les conquêtes, délimitées selon 3 cercles, étaient soumises à une intégration plus ou moins poussée en fonction de leur éloignement géographique d’Istanbul.Le nord du Danube constituait le 3ème cercle de l’intégration à l’Empire. Peu islamisés, les États conservaient leurs souverains propres (les voïvodes), payaient un tribut et calquaient leur politique étrangère sur celle de l’Empire en échange du respect de leur intégrité territoriale. Dans le 2ème cercle s’appliquait l’organisation ordinaire de l’Empire mais avec des exceptions notables garantissant des privilèges commerciaux (cas de Raguse) ou le maintien des autorités locales dans les zones difficiles à contrôler (Monténégro, Albanie, les îles grecques). Dans le 1er cercle (Bulgarie, Thrace, Macédoine), le plus islamisé, l’emprise du pouvoir central était la plus directe et la plus forte. L’administration provinciale type (*sandjaks*, subordonnés aux *beylerbeyliks*) s’y appliquait.

Dans le domaine religieux, les Ottomans n’ont pas manifesté de tendance assimilatrice dans des régions majoritairement chrétiennes. Tout en ayant un statut subalterne qui engendrait des frustrations, et qui est illustré par le paiement d’impôts spécifiques, les chrétiens conservaient leur liberté de culte réservée par l’Islam aux «gens du livre» passés sous sa domination. Après la conquête de Constantinople, Mehmed II fait entre autre élire un patriarche orthodoxe qui aura des pouvoirs bien plus grands que ceux garantis sous l’Empire byzantin.

La domination ottomane peut donc être définie comme relativement tolérante envers les peuples conquis. Tout en étant un espace de confrontation et le centre de gravité des relations avec l’Occident, les Balkans seront aussi un lieu d’échange.

Les relations entre l’Europe et l’Empire ottoman apparaissent dans l’ensemble conflictuelles, le Turc étant perçu comme l’ennemi naturel. À la fin du XVIème siècle, Alberico Gentili dans «***de jure belli****»* écrit: «nous avons sans cesse une raison légitime de nous battre contre les Turcs». Le roi d’Écosse Jacques VI parle de la lutte contre les Turcs comme «d’un combat commun pour la cause publique». Jusqu’à la fin du XVIIème siècle l’Europe sera plutôt sur la défensive. Pour Bernard Lewis, cette situation a prévalu aussi longtemps que l’Empire ottoman n’avait pas de rival militaire. Dans un 2ème temps, à partir du XVIIIème siècle l’initiative change de camp. La «pression européenne» pour Robert Mantran, le «choc de l’Occident» pour Bernard Lewis annoncent le temps des défaites militaires et des traités défavorables: échec du second siège de Vienne en 1683, traité de Karlowitz en 1699. Le traité de Kutchuk Kaynardja en 1774 marque l’affirmation de l’influence russe dont le «projet oriental» ne cessera plus désormais de menacer l’Empire ottoman.

La confrontation est également visible dans le domaine religieux. Après la conquête de Constantinople, Mehmed II va favoriser l’influence du patriarcat de Constantinople sur les orthodoxes des Balkans afin de limiter celle de l’Église romaine. À partir du XVIème siècle on verra grandir l’influence des États occidentaux en faveur de la défense des chrétiens sous domination ottomane. En 1699, le traité de Karlowitz stipule que l’empereur romain germanique obtient du sultan un droit de protection des chrétiens. Ensuite tout au long du XVIIIème siècle, les Russes inciteront les chrétiens des Balkans à se battre à leurs côtés «pour la foi et la patrie». Progressivement ces actes de collaboration vont modifier les rapports entre les chrétiens et le pouvoir ottoman, ouvrant une ère nouvelle de répression et d’oppression qu’illustre la conversion forcée des Albanais à la fin du XVIIème siècle.

Dans ce contexte général on observe cependant des périodes et des événements propices à une relative harmonie et aux échanges. A partir du XVème et surtout au XVIème siècle sous le sultanat de Soliman le Magnifique (1521-1566), la charia cessera d’être la seule source du droit appliquée au peuple et, dans les domaines qui lui font défaut, sera doublée d’un recueil de lois séculières (*kanunnâme*). De fait, tout en reconnaissant en partie le droit en vigueur dans les territoires conquis, le pouvoir ottoman pouvait espérer rencontrer moins d’opposition. Dans un autre domaine, la période de paix avec l’Autriche au début du XVIIIème siècle favorise l’essor des exportations avec les Habsbourg et Venise. De même, se constitue une flotte de commerce et, selon Gilles Veinstein, une classe de «marchands orthodoxes» que le système des capitulations amènera à tisser des liens toujours plus étroits avec les commerçants occidentaux.

**\***

**\* \***

Comme toute colonisation, la domination ottomane dans les Balkans du XIVème au XVIIIème siècle est synonyme de soumission et s’est accompagnée de violences et de destructions. Cependant, à certains égards et sans parler «d’effets bénéfiques», elle peut être définie dans la durée comme respectueuse des peuples soumis. À ce titre, la conversion des Bosniaques à l’Islam peut être perçue comme une assimilation réussie qui contraste avec un Occident où règne la guerre au sein même du christianisme. L’histoire ottomane dans les Balkans à cette époque ne peut donc pas être réduite à un «choc de civilisations», les périodes de guerre alternant avec des périodes plus pacifiques propices à une cohabitation prospère.

Pour John Esposito, cette période va voir l’Empire ottoman passer du statut de «bourreau du Christianisme» à celui de «victime de l’Europe». Dès lors, l'Empire va être démantelé en un peu plus d'un siècle sous l'effet de la rivalité des grandes puissances en vue d’établir leur influence sur l’Europe Balkanique, et sous l’effet des mouvements nationalistes qui vont progressivement naître dans la région.

Aujourd’hui, les opposants à l’intégration de la Turquie à l’Union européenne sont toujours tentés de renvoyer dos à dos le monde occidental et le monde musulman. Ne voulant pas voir le mouvement d’occidentalisation, unique dans le monde islamique, qu’ont entrepris les Turcs depuis le XVIIIème siècle, ne s’évertuent-t-ils pas à voir des chocs là où, comme vient de l’écrire Michel Rocard, «la construction d’un islam européen, dont les minorités musulmanes d’Europe de l’Ouest, mais aussi pour une grande part l’islam turc, sont et seront les auteurs, représente une chance historique»?

# La logistique au cœur de la stratégie



*Par le Commandant Philippe MAXIMEN****[[32]](#footnote-32)****,*

*du CESAT/EMSST*

**S**i la logistique n’a cessé d’évoluer au fil de notre histoire, elle connaît depuis quelques années de réels bouleversements tant conceptuels que pratiques qui remettent en cause sa place dans le processus d’élaboration des stratégies. Désormais, il convient de l’appréhender comme un système complexe de flux physiques, informationnels et financiers et de la placer au cœur des enjeux de l’ensemble des acteurs économiques et politiques. D’outil d’accompagnement jusqu’à un passé récent, la logistique devient l’un des inducteurs majeurs de marges de progrès, une capacité d’arbitrage pour nos grandes entreprises et une «fonction» désormais incontournable du processus de modernisation du maintien en condition au sein de notre institution. Placer la logistique au cœur de la stratégie des industriels (étatiques ou privés), c’est admettre cette dernière comme le moyen de définir des alternatives nouvelles aux situations d’aujourd’hui, d’anticiper, afin créer un modèle d’efficacité.

La logistique est communément admise comme un héritage des passés militaires, la résultante de savoirs ancestraux liés à l’art de la guerre. À l’origine il s’agissait d’un acte de soutien matériel aux armées, une réponse à un besoin immédiat. Les guerres primitives faisaient du «pillage» du territoire conquis le fondement de la logistique, puis l’éloignement, le dimensionnement des moyens engagés, la volonté de durer «engendrèrent» une logistique raisonnée. Jules César créa une fonction logistique à part entière «logista», Vauban utilisait le rôle vital de la logistique en affirmant que «l’art de la guerre c’est l’art de subsister», Napoléon fit montre d’un génie précurseur en démontrant l’importance de la logistique comme préalable à toute victoire. La première guerre mondiale se traduit par l’apparition d’une organisation logistique militaire industrielle. La seconde guerre mondiale marque l’avènement de la logistique «outil stratégique» (débarquement, industrialisation/standardisation de moyens de guerre); enfin les derniers conflits, Irak, Afghanistan, mettent la logistique au cœur des processus militaires. Au fil du temps la logistique s’est adaptée aux défis, elle a «glissé» vers la société civile à compter de 1945. Pour répondre à l’internationalisation des marchés, la mondialisation, la globalisation, elle a été intégrée dans les démarches d’optimisation des organisations, puis elle se «transversalise» dans les années 90 pour devenir une fonction **stratégique majeure et unique**. Les nouvelles contraintes du marché et de la mondialisation impliquent une plus grande flexibilité et une meilleure adaptation aux changements ce qui implique une intégration logistique plus forte.

Désormais la logistique se révèle comme un outil de management global et intégré dans la société civile, le concept de «Supply Chain» devient un outil de transversalité ou de «bout en bout». En passant d’une logique de gestion des stocks à une gestion des flux physiques selon une approche systémique, mais aussi et surtout d’informations, elle renforce son caractère incontournable dans le processus de définition des stratégies d’entreprise. Dans le domaine militaire, elle souffre d’une conception ancienne basée sur l’approche tayloriste qui a pour particularisme de la décomposer en opérations élémentaires: les achats, le stockage, la manutention, les approvisionnements, le transport…ou bien encore en fonctions autonomes (*logistique amont*: fournisseurs-magasins centraux-Compagnies et sections approvisionnement; *logistique aval*: Compagnies et sections approvisionnement-corps de troupe/NTI1, 2 & 3). Concrètement cela se traduit au sein du ministère de la défense, s’agissant du maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres, par une efficience globale moyenne, une **fragmentation des acteurs logistiques et une superposition de configurations logistiques préjudiciables à la cohérence d’ensemble**. Pour exemples, la cartographie des flux logistiques met en exergue toute la complexité de l’organisation de la chaîne approvisionnement de l’armée de terre, ainsi fait-on coexister plusieurs modes de distribution: livraison directe, cross-docking, livraison via un entrepôt intermédiaire…ou bien encore les marchés «innovants» qui nécessitent de constantes «adaptations» du système d’information et le recours à des procédures de travail associées bien (ou trop) souvent aux modes dégradés.

Pour autant la logistique militaire n’est pas figée, exsangue, elle combine adroitement «*la science des mouvements et des ravitaillements*»[[33]](#footnote-33). Aujourd’hui, elle tend à surmonter ses dogmatismes pour laisser place à un pragmatisme de circonstance gage de sa pérennité opérationnelle, c’est à dire de son aptitude à répondre par le juste besoin aux contraintes d’engagements des troupes quel que soit le scénario retenu, mais aussi par un recentrage «cœur de métier» par le recours (parfois maladroit) à l’externalisation (pas d’unicité dans la typologie des marchés de maintenance). Dans cette acception, il a été décidé de créer le service interarmées du maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres (SIMMT), inspiration directe de la SIMMAD pour les matériels aériens, qui devra être en mesure de fonctionner à partir du 1er janvier 2010. Il s’agit donc pour cette entité de répondre sous contrainte d’une maîtrise du coût global de soutien et au prix d’une optimisation de l’ensemble des processus de maintenance, tout en réaffirmant le caractère éminemment opérationnel des missions relevant du MCO terrestre, de se focaliser sur la mise en place d’une **organisation novatrice** et résolument tournée vers l’efficience et la performance.

Le coût croissant des matériels et leur sophistication exigent un soutien permettant le maintien de leur capacité opérationnelle, cela suppose donc un très haut niveau de technicité de nos opérateurs, des investissements matériels importants et une disponibilité des composants de maintenance proche du standard civil c'est-à-dire de l’ordre de 98%. Ce soutien est d'autant plus nécessaire que le nombre des matériels (blindés, avions, hélicoptères, etc...) est réduit en raison de leurs coûts unitaires. Si la mutualisation des moyens des armées est un premier pas, une démarche majeure, elle ne peut suffire seule, sans que soient identifiés les inducteurs stratégiques tactiques et opérationnels capables de produire des gains substantiels en terme de disponibilité technique opérationnelle (DTO) des matériels pour un coût économiquement acceptable (par exemple l’application de la politique d’emploi et de gestion des parcs). Notre logistique est confrontée à un défi que nulle entreprise civile ne connaît: la durée de vie de certains matériels dépasse allègrement les 30 ans (par exemple le camion GBC 8KT).

Concomitamment à la doctrine, l’un des facteurs majeurs d’une optimisation et d’une mutation réussie de l'organisation logistique de nos armées passe par **l’utilisation des nouvelles technologies de l’information et de la communication** (NTIC). La maîtrise de l’information est essentielle pour une organisation, les logiciels de gestion intégrée ou ERP (*Enterprise ressource planning*) constituent la réponse à cet enjeu fondamental (chose comprise depuis 15 ans dans l’industrie civile). Les ERP sont devenus incontournables pour l’intégration fonctionnelle et organisationnelle des processus et permetten, d’une part, de mettre un terme à la sectorisation des fonctions des entreprises, et, d’autre part, de faciliter **un langage commun** entre les différents métiers de l’entreprise, les différents langages des filiales multi-sites et les méthodes de travail utilisées. Pour cela faut-il encore comprendre qu’une uniformisation des systèmes d’informations est incontournable et qu’il convient d’adopter un système flexible c'est-à-dire capable de répondre rapidement aux évolutions et non pas figer l’organisation. L’intégration informationnelle entre l’ensemble des acteurs logistiques – allant de la conception à l’exécution – garantit une grande fiabilité des échanges d’information avec des gains substantiels en termes de qualité et de coûts.

La Logistique est un outil stratégique structurant qui nécessite la définition et l’emploi de principes interopérables afin d’assurer une synchronisation globale des flux et une cohérence d’ensemble. La volonté de rationaliser les structures doit se faire en préservant le principe de réversibilité et de juste dimensionnement de l’outil de maintenance. La logistique militaire de demain, si elle veut relever tous les défis ne doit pas se résumer au simple concept de mutualisation ni à une juxtaposition de moyens. Il lui faut pour réussir développer un pilotage prédictif et réactif, disposer d’un système d’information unique et sans faille, et peut-être modeler son organisation sur le principe d’unicité de la fonction (regroupement des logistiques). Finalement les propos ci-après de Monsieur Benthala résument le défi la logistique dans la définition des stratégies des industriels étatiques ou privés «*créer un réseau qui devient ensuite un modèle d’efficacité, éliminant les tâches inutiles ou sans valeur ajoutée et réduisant les stocks, ainsi que le travail administratif au strict minimum dans un système cohérent et proactif ou tout le monde gagne grâce aux Nouvelles Technologies de l’Information et de la Communication*».

# Levier d’amélioration continue (et d’économies),

# la méthode « 5S »

# trouve son application au sein des armées



*Par le Capitaine Hugues DANGUY****[[34]](#footnote-34)****,*

*du CESAT/EMSST*

**A**u regard des considérations budgétaires toujours plus contraintes, et dans une politique visant à améliorer la performance à l’image des efforts demandés dorénavant à l’ensemble des ministères, il convient de trouver des leviers sur lesquels agir afin de s’adapter à ce nouvel environnement. Un détour par l’industrie notamment automobile contrainte de longue date de s’adapter pour faire face à la concurrence devenue mondiale nous fournit quelques pistes et nous propose des outils pouvant en tout ou partie convenir à certaines de nos préoccupations. Parmi ces pistes, on trouve des méthodes utilisées dans l’industrie, en particulier la méthode 5S ou comment s’organiser localement pour mieux travailler ensemble. Applicable à tous les niveaux, elle donne des résultats rapides dans de nombreux domaines et s’inscrit parfaitement dans des démarches de certification d’entités (organisation du répertoire du PC, des bureaux, ateliers de maintenance, restauration…). Après quelques rappels historiques, l’accent sera mis sur le nécessaire changement d’état d’esprit inhérent à ce concept issu du bon sens. La méthode sera ensuite développée avec les gains à escompter parmi divers domaines possibles. Enfin, les facteurs clé de succès seront énumérés.

# Un peu d’histoire

À l’issue de la seconde guerre mondiale, le Japon dans un effort collectif national recherche à s’imposer sur l’échiquier mondial par la voie économique. Les veilles méthodologique et technologique deviennent des leviers d’action. Fort de leur culture asiatique, les Japonais vont rechercher dans le monde entier notamment aux États-Unis les concepts novateurs sources de performance et de compétitivité. Après la découverte vient le temps de l’appropriation et de l’adaptation aux pratiques des entreprises nippones. Toyata deviendra ainsi le premier constructeur mondial d’automobile en appliquant partout son système: le TPS (Toyata Productive System). Sorte de boite à outils managériale et organisationnelle, le TPS est d’abord un état d’esprit, celui de l’amélioration continue: le KAISEN. La méthode 5S est ainsi l’un de ces outils. Importée par la suite par les constructeurs automobiles, cette démarche s’impose peu à peu et s’étend aujourd’hui à l’ensemble des secteurs manufacturiers.

# Des comportements à modifier et un nouvel état d’esprit acquérir et les facteurs clé du succès

La méthode 5S se présente comme l’un des outils de la démarche générale d’amélioration continue (concept de la roue de Deming). Ce genre de démarche ne se décrète pas. Elle doit bien souvent venir d’en haut. La hiérarchie doit être elle-même persuadée de son utilité. La littérature fournit de nombreux exemples où cette méthode appliquée avec une implication forte des dirigeants a amené les organisations à des gains de productivité pouvant aller jusqu’à plus de 30 à 40%. Par ailleurs, cette démarche ne doit être imposée qu’aux plus récalcitrants. Il convient de persuader plutôt que de sanctionner. D’ailleurs, un chantier pilote bien choisi fait souvent l’effet boule de neige et finit de convaincre les indécis qui deviennent à leur tour demandeur. La mise en place et la réalisation de ce genre de chantier n’implique pas forcément de déployer des moyens considérables. L’utilisation de l’existant quelquefois redécouvert pour l’occasion constitue des sources d’économie. Les bénéficiaires tirent ainsi souvent très vite bénéfice des actions de progrès mises en œuvre: gain de temps, meilleure ergonomie au travail, diminution du nombre de documents…En revanche, il faut comprendre que les habitudes prises sont les freins les plus difficiles à surmonter. Il faut faire accepter le changement aux personnes et surmonter des remarques du type «çà fait 10 ans qu’on fait comme ça et çà a toujours fonctionné». Certes, si le fonctionnement était assuré, il faut bien souvent voir les modalités d’application et la pénibilité de la tâche. Enfin, il n’y a pas de domaines de prédilection qui peuvent en profiter même si les principaux exemples sont tirés du monde industriel. À la maison, dans le garage, dans la cuisine, partout où il faut de l’organisation, la méthode 5S s’applique. Pour conclure, cette démarche est avant tout celle du bon sens que certains théoriciens ont écrit noir sur blanc et ont appliqué avec toute la rigueur japonaise.

Les facteurs clé de succès sont ainsi:

* l’implication de la hiérarchie,
* les moyens nécessaires mis en œuvre,
* une communication développée,
* la volonté de progresser,
* la concrétisation rapide des changements.

# Les principes et les étapes de la méthode

Cinq principes doivent guider tout cadre désirant appliquer les 5S:

* Seiri (débarrasser): lutter contre la tendance naturelle à vouloir tout garder au prétexte que l’objet ou le document pourrait resservir un jour! Il convient de ne garder que l’essentiel que l’on aura pris soin de définir.
* Seiton: (ranger): trouver ce qu’il faut quand il le faut. Chaque document ou objet doit être disposé à un endroit connu et remis systématiquement à sa place après usage.
* Seiso (nettoyer): traiter systématiquement les causes de salissures. Le diagramme «causes-effets»[[35]](#footnote-35)encore appelé «ISHIKAWA» non développé ici constitue un outil à disposition du lecteur.
* Seiketsu (organiser): conserver son environnement de travail en ordre pour trouver ce dont on a besoin.
* Shitsuke (rigueur): respecter les règles établies ensemble.

Après en avoir assimilé les principes, les étapes de la méthode sont à suivre dans l’ordre suivant:

* Initialiser le projet et communiquer: présentation de la méthode au personnel, choix des pilotes (un sujet permettant des résultats rapides sera privilégié au départ).
* Agir sur l’environnement:
  + Recenser les dysfonctionnements,
  + Étudier et valider les solutions en groupe: ergonomie, accès en fonction du taux d’emploi…
  + S’assurer de l’application des solutions: étudier la faisabilité et la pérennité.
    - Agir sur l’organisation documentaire:
      * Optimiser les flux: faciliter l’accès aux documents communs, revoir l’agencement du service, revoir la transmission de l’information,
      * Identifier: ne garder que l’indispensable au poste de travail, faciliter la recherche des documents, repérer les anomalies,
      * Rédiger les instructions: créer les aides-mémoires et mémentos pour les actions répétitives ou partagées, assurer la transmission du savoir (arrivant), référentiel d’organisation.
        + Assurer la pérennité: surveillance et contrôle par audit interne à des échéances définies par le groupe. Un indicateur peut être mis en place.
        + Assurer l’amélioration continue: les acteurs persuadés de l’intérêt de la méthode deviennent pro-actifs et élargissent le périmètre. L’adaptation doit être permanente et ne pas hésiter à modifier les processus en cas de mutation de l’environnement.

# Domaines d’application

La méthode 5S s’applique à tous les domaines et les effets sont très vite perceptibles. Bien sûr selon les objectifs fixés, l’adhésion des personnels, les moyens engagés, la complexité ou l’état de l’existant les résultats fluctueront. Il convient de retenir la règle des 80-20 (connue aussi sous le nom de Pareto: 20% des efforts amèneront 80% des premiers résultats) et engager l’action même si des freins subsistent.

Confrontés à un fort turn-over à la suite des multiples missions de projection actuelles, il convient de préserver le cadre de travail de ceux qui restent et surtout d’assurer la continuité de la mission du service même en l’absence des titulaires.

Les exemples suivants sont des domaines où la méthode 5S peut facilement être employée notamment à l’occasion de la prise de nouvelles fonctions, la récupération d’un ordinateur, la prise en compte d’un nouveau service ou encore à l’arrivée sur un territoire:

* + - * + la réorganisation des répertoires sur l’ensemble des disques durs d’ordinateurs,
        + la structuration d’un réseau informatique avec les espaces privatifs et partagés,
        + l’organisation de son propre bureau (tiroirs, étagères, poubelle…)
        + la structuration du référentiel documentaire (BOI, documentation technique d’atelier…),
        + la réorganisation d’ateliers ou de magasins (mécanique, stockage, fourrier…),
        + ….

# Des gains rapides de productivité et d’économies de moyens à moindre frais

Parmi les sources de productivité et de gaspillages au sein de nos organisations se trouvent en premier lieu notre ordinateur et notre bureau dans ou avec lesquels nous passons beaucoup de temps. Plus largement sur un plan plus technique, la méthode peut être appliquée au sein des ateliers ou zones de déploiement de matériels qu’ils soient de maintenance ou d’autres fonctions support.

Une mutation s’opère avec la mise en place de la méthode. Un système ouvert avec partage des informations succède à un système fermé où chacun imprimait les documents et ouvrait ses propres classeurs.

Les gains sont ainsi visibles assez rapidement:

* + - * + gain de temps (et donc d’économie salariales): une même personne passera moins de temps dans des tâches sans valeur ajoutée,
        + gain d’espace: la documentation et les outils partagés ne sont plus en doublon. Ils sont accessibles, identifiés et disponibles. On libère à l’occasion des étagères.
        + environnement plus agréable: un espace rangé et structuré facilite les déplacements et repose les esprits,
        + meilleures conditions de travail: la sécurité sur les postes est améliorée, pas d’outil qui traîne ou de salissures ou sol pouvant occasionner des chutes,
        + développement du travail en équipe: souvent difficile à juger en espaces clos et avec peu de personnels, cette faculté se développe. Les données sont partagées et la continuité du travail assurée.

# Conclusion

Formalisation avant tout du bon sens que chacun d’entre nous utilise au quotidien, la méthode 5S trouve donc totalement sa place au sein de nos organisations. Source d’élimination de nombreux gaspillages, s’appuyant sur une démarche simple et demandant la plupart du temps peu de moyens, cette méthode constitue une réponse à nos problématiques de réductions budgétaires et d’amélioration de l’efficience (coût de la performance). En effet les gains générés et les énergies économisées peuvent être réaffectées là où ils sont nécessaires.

# Bibliographie:

* le «**5S**» de Takashi OSADA Edition DUNOD (1993)
* le «**sytème Shingo**» Shigeo SHINGO Les éditions d’organisation

# L’externalisation:

# bilan et perspective



*Par le Capitaine Béatrice MOISSON[[36]](#footnote-36)*

*du CESAT/EMSST*

**L’**externalisation est dans toutes les discussions, articles, études, rapports, comptes rendus,…Mais que se cache réellement derrière ce vocable? En effet, il n’est pas aisé de le définir tant la confusion est grande entre la sous-traitance[[37]](#footnote-37) et l’externalisation. Aux termes de la directive du ministère de la défense du 26 mai 2003[[38]](#footnote-38), *«l'externalisation est un mode de gestion qui consiste, pour l'administration, à confier à un ou des partenaires externes spécialisés, une fonction, une activité ou un service assurés jusqu'alors en régie*». En bref, il faut retenir que l’externalisation est le terme désormais utilisé, de préférence à la sous-traitance, pour qualifier un mode de gestion faisant appel à des opérateurs extérieurs à l'administration.

L’externalisation n’est pas un mode de gestion nouveau au sein des armées. Déjà, durant la première campagne d’Italie, dans le domaine logistique, des entreprises privées assuraient le ravitaillement des armées, s'attirant d'ailleurs les foudres de Ritter, commissaire du Directoire, qui, en 1795, écrivait à propos de la compagnie Lanchère qu’elle avait «*si bien servi jusqu'ici à affamer nos armées*».

Ce mode de gestion fût d’ailleurs consacré par la loi de programmation militaire 2003-2008 «*la politique engagée par le ministère en matière d'externalisation depuis plusieurs années sera poursuivie et accentuée. Afin de ne pas immobiliser indûment une partie de leurs effectifs, les forces armées peuvent alléger le poids des tâches ne revêtant pas un caractère opérationnel ou non essentielles en temps de crise, en contractant avec des personnes publiques ou privées. Pour les opérations, elles peuvent également recourir à l'externalisation de capacités qu'elles ne possèdent pas ou de manière limitée dans le cadre de la mise en place, du soutien et du désengagement des forces*». L’objectif d’une telle politique est clair, il s’agit d’accroître la performance de notre système de défense, mais surtout d’en réduire le coût.

Aujourd’hui, ce mode gestion prend une nouvelle dimension dont l’ampleur n’a de cesse de croître s’attaquant à des activités qui étaient jusqu’alors sanctuarisées. Toutefois, il est raisonnable de s’interroger sur les limites juridiques de l’externalisation.

# Un périmètre d’activités «externalisables» sans cesse accru

Pour la mise en oeuvre de ce mode de gestion, trois options de support contractuel sont ouvertes aux pouvoirs adjudicateurs: les marchés publics, les délégations de service public et les contrats de partenariat.

* Sans donner avec exactitude la définition juridique des marchés publics, ce type de contrat se distingue des deux autres supports contractuels par la place qu’occupe l’administration vis-à-vis du cocontractant. En effet, il s’agit uniquement d’une relation de client à fournisseur aboutissant à la conclusion d’un contrat d’achat dont la durée est nécessairement limitée. Le ministère de la défense conduit, dans ce cadre, des opérations portant sur des domaines très divers: entretien des espaces verts et des installations, accueil et gardiennage, nettoyage des locaux, alimentation et restauration, transports en commun....
* Pour leur part, les délégations de service public ont pour objet le transfert, par une personne morale de droit public, d’un service public à un tiers dont la rémunération est substantiellement tirée de l’exploitation de ce service. Cette catégorie est fréquemment utilisée par les collectivités locales en particulier pour la gestion et l’exploitation du service d’assainissement des eaux.
* Enfin, depuis 2004[[39]](#footnote-39), peuvent être utilisés des contrats de partenariat qui permettent à une collectivité publique de confier à une entreprise la mission globale de financer, concevoir, maintenir et gérer des ouvrages, des équipements et des services concourant aux missions de l'administration, sur une durée longue. Ce type de contrats est fondé sur le partage des risques entre la personne publique et les opérateurs privés qui disposent de la maîtrise d’ouvrage.

S’il n’est plus à démontrer l’existence de telle pratique au sein de la défense, l’externalisation connaît un fort développement depuis une dizaine d’années.

Cette dynamique, initiée de façon déconcentrée, s’est d’abord intéressée à des activités spécifiques telles que citées supra qui ne se situaient pas dans le cœur de métier des armées.

À la suite de ce premier élan, une deuxième dynamique, initiée cette fois au niveau central, a été lancée, non plus sur des contrats ciblés sur tel ou tel domaine, mais faisant l’objet d’une démarche plus globale portant sur des domaines plus opérationnels, plus proches du cœur de métier des forces armées. Cette dynamique fait désormais entrer dans le champ d’action de l’externalisation les domaines touchant à la formation, l'immobilier, la logistique et l'entretien des matériels.

Enfin, le projet de la loi de programmation militaire 2009-2014 va encore plus loin dans le champ de l’externalisation. En effet, dans le cadre de la modernisation de la fonction «achats», il est prévu l’externalisation des domaines tels que l’habillement, la restauration ou les infrastructures en privilégiant, chaque fois que possible, des partenariats public-privé (PPP). Par ailleurs, en vue d’optimiser la passation de commandes globales sur des programmes majeurs, il est expressément indiqué que «*Les PPP concerneront en particulier les domaines des transmissions par satellite, des réseaux d’infrastructure, du transport aérien stratégique (MRTT) et du transport maritime. Des contrats d’externalisation et de prestation de services avec engagement de résultat seront encouragés pour la formation des pilotes de combat, les moyens de sauvegarde maritime et le soutien des MRTT*». On constate ici que même les équipements stratégiques, leur soutien mais aussi la formation entrant dans le cœur de la mission opérationnelle ne sont désormais plus exclus de l’externalisation.

Ainsi, en l’absence de liste répertoriant les activités «externalisables», toute activité est susceptible d’être externalisée si l’obligation imposée par la directive du 3 août 2000 sur la politique d'externalisation du ministère de la défense, est satisfaite; «*l'activité régalienne des différentes structures de la défense est exclue a priori du domaine externalisable»*.

# Des limites imposées par la fonction régalienne de la Défense

Ainsi, un garde fou a été posé. En effet, la défense est, par définition, une fonction régalienne qui n’est pas susceptible d’être déléguée.

Il faut toutefois se garder d'exagérer la portée de cette règle. «*Seules les fonctions de souveraineté ne peuvent être déléguées; certaines tâches liées aux fonctions régaliennes de l'État peuvent très bien être prises en charge par le secteur privé. Dans un avis du 13 novembre 1986 (EDCE 1987, n° 38, p. 138), le Conseil d'État a ainsi admis que l'État ait recours à des personnes publiques ou privées pour assurer des prestations détachables de la direction des établissements pénitentiaires»[[40]](#footnote-40)*.

Cette position est tout à fait admise lorsqu’il s’agit d’externaliser des prestations réalisées sur le territoire français. En revanche, qu’en est-il sur les théâtres d’opération extérieure?

Le code de la défense, en particulier le statut général des militaires, nous apporte un premier éclairage. Les armées françaises participent en grand nombre à diverses opérations extérieures. Ces missions constituent indéniablement le cœur de l’action des forces armées. Et de ce fait, elles doivent veiller à conserver en permanence et de façon autonome, les capacités indispensables à l’accomplissement de ces missions et ce dans tous les domaines. En effet, il apparaît impensable de faire intervenir sur des théâtres d’opération à haut risque, des opérateurs civils pour exécuter des prestations dans le cadre d’un contrat d’externalisation. En revanche, du fait de la spécificité de leur mission, les militaires sont en effet soumis à des règles particulières. Ainsi, à son article L4111-1, le code de la défense indique que «*L'état militaire exige en toute circonstance esprit de sacrifice, pouvant aller jusqu'au sacrifice suprême, discipline, disponibilité, loyalisme et neutralité*» et dans son article L4121-5 que «*Les militaires peuvent être appelés à servir en tout temps et en tout lieu*». Ces sujétions, impératives à la continuité de la mission, ne peuvent en aucun cas s’appliquer aux personnes civiles déployées sur un théâtre d’opération pour l’exécution d’une prestation externalisée, puisqu’ils sont soumis au droit du travail leur conférant le droit de retrait en cas de danger grave et imminent[[41]](#footnote-41). Ainsi, le recours à l’externalisation sur des théâtres à risque, i-e non stabilisés, ou encore lors d’une «entrée en premier» sur une zone d’intervention, n’est pas envisageable. À l’inverse, comme cela s’effectue déjà au Kosovo, il est tout à fait admis pour un théâtre sécurisé et stabilisé, d’avoir recours à un tel mode de gestion.

Par ailleurs, il faut soulever également l’épineux problème de la continuité du service public. L’externalisation présente certes des avantages, mais le risque constitué par la cessation d'activité du prestataire ou sa défaillance, ne doit pas être écarté. Or, ce risque est incompatible avec le principe de continuité du service public. «*Il ne saurait être question que les forces françaises projetées se trouvent en difficulté, voire en danger, en raison d'une prestation défaillante ou insatisfaisante de l'entreprise privée à laquelle a été confiée une fonction»*[[42]](#footnote-42). Au-delà des garanties que peuvent apporter le code des marchés publics et les clauses contractuelles, il est inévitable de maintenir une capacité minimale pour pouvoir assurer la réversibilité du processus.

Ainsi, ce ne serait pas tant le cœur de métier, difficilement appréhendable, qu’il faudrait prendre en compte en vue de déterminer si la fonction est «externalisable» ou pas, mais davantage la notion de la continuité du service public.

En bref, rares sont les activités des armées ne pouvant pas faire l’objet d’une externalisation, en particulier sur le territoire français. Mais, il faut prendre garde à ne pas franchir la limite où la continuité de la mission serait mise en danger. L’exemple des États-Unis est édifiant en ce sens et montre que le large recours à des prestataires privés en opérations extérieures suscite des difficultés importantes, et conduit parfois aux frontières du mercenariat.

# Lien armée-nation :

# à la recherche d’une dynamique



*Par le Chef d’escadrons Jean-Jacques FATINET,*

*de la 122ème promotiondu CESAT/CSEM*

***« Le corps militaire est l’expression***

***la plus complète de l’esprit d’une société.»***

*Charles De Gaulle[[43]](#footnote-43)*

**L’**histoire de la force du lien entre la France et son armée ressemble à celle de la lente agonie des sentiments d’un couple engagé sur la voie de l’échec. Passée la ferveur des premières années, magnifiquement illustrée par le soutien aux Poilus de 1914, incompréhension, indifférence, cassure et rejet se succèdent pour finalement aboutir à une séparation à l’amiable incarnée par la loi du 28 octobre 1997 portant réforme du service national. Jacques Chirac a beau déclarer le 25 janvier 2002 que « la fin du service national a modifié la nature des relations entre les Français et leur armée, mais elle ne l’a pas affaiblie », ce discours ressemble davantage à l’application de la méthode Coué qu’à une réalité tangible.

Or, les engagements militaires actuels et futurs, marqués par le retour de l’hyper violence, font bien apparaître la nécessité de redécouvrir et de valoriser le sens du lien qui relie nos armées à la nation française, sous peine de priver cette dernière des fondements indispensables à son évolution, son épanouissement voire sa survie.

Engagées à partir de 1945 dans deux guerres successives de décolonisation, en Indochine puis en Algérie, au cours desquelles l’horreur vécue par certains occulte souvent l’héroïsme simple de tant d’autres, les armées font face à une hostilité marquée d’une part importante de la population. Victime de ce profond hiatus, notre pays se trouve au bord de la guerre civile, situation traumatisante qui convainc durablement une partie de l’opinion publique que ses soldats sont travaillés par des velléités séditieuses.

Le paroxysme de la mésentente est atteint à la suite des événements de Mai 68. Le pacifisme primaire de certains devient le terreau de propagation d’une idéologie sociale pernicieuse. Faite de comportements, pratiques éducatives et raisonnements philosophiques libertaires, cette « liberté destructrice et irresponsable[[44]](#footnote-44) » se positionne en complète opposition aux valeurs véhiculées par l’institution militaire.

Ces périodes passionnelles dépassées, une forme de détachement finit par caractériser la relation entre la France et son armée. Le rôle joué par la conscription trouve ses limites dans la vacuité d’un service militaire obligatoire inégalitaire, investissement dénué de sens pour la majorité des jeunes Français appelés sous les drapeaux. L’annonce de la fin de la conscription en février 1996 entérine une situation que l’engagement de nos soldats, désormais professionnels, dans le cadre de missions de maintien de la paix, vient consolider, sans véritablement engendrer un renversement spectaculaire de tendance[[45]](#footnote-45).

La réaction digne et sincère du peuple français au drame d’Uzbeen, le 18 août 2008, ne change pas fondamentalement les données du problème. En dépit de la démonstration de sa résilience[[46]](#footnote-46), la nation française demeure éloignée de l’institution militaire dont elle sent bien qu’elle ne peut se passer, mais qui continue de lui être mystérieuse.

En effet, le sillon de l’indifférence creusé depuis plus d’un demi-siècle au sein de notre société confère au lien armée-nation une volatilité importante, fondée sur de nombreux déficits, dont celui qui existe à l’intérieur même de nos armées – le complexe d’identité – n’est pas le moindre. Rayonner implique en premier lieu de s’accepter tel que l’on est. Les réticences éprouvées par des générations de militaires à revendiquer, ou au-moins assumer, leur spécificité explique en partie la difficulté de l’institution à exporter son image au sein du monde civil. En proie à des luttes intestines sur la notion de leur visibilité, les armées rechignent à afficher leur différence, pensant être davantage acceptées par un mouvement de civilianisation de leur nature profonde plutôt que d’essayer de renforcer l’esprit de défense de la population française.

C’est une erreur de jugement car la société civile, de son côté, ne cherche pas à établir de relations empathiques avec les armées. Fondant ses rapports aux autres sur le mode de l’intérêt, elle considère la surface de l’iceberg militaire – facteur de puissance dans le cadre des relations internationales, marché de recherche et développement porteur, employeur local important et fidèle, … – sans prendre en compte l’essence même du monde militaire. Or, les fondements de l’institution devraient interroger la société civile au sein d’une nation en cours de péremption. Et si les valeurs véhiculées par le soldat contribuaient à renforcer la cohésion sociale ?

Ce déficit d’empathie n’est pourtant pas le pire, la résilience évoquée précédemment pouvant constituer une lueur d’espoir. Le véritable point faible de la «remarquable trinité » clausewitzienne[[47]](#footnote-47) pourrait finalement bien être le politique, dont l’indifférence à l’encontre de la chose militaire est encore plus préoccupante. L’élu devrait être le véritable lien entre la population française et son armée, acteur d’« influence morale »[[48]](#footnote-48) comblant les déficits décrits pour, à travers la représentation nationale, insuffler une dynamique propice à donner du sens aux actions de la communauté nationale, civile et militaire. Ce n’est pas aujourd’hui le cas.

Pourtant, les perspectives sécuritaires ne laissent pas d’inquiéter les observateurs attentifs. Ainsi, pour proposer une réponse adaptée aux enjeux des engagements futurs, l’armée française doit redevenir l’armée du pays et non plus seulement l’armée de la République, simple outil de politique étrangère décorrélé de la respiration de la société.

À cet égard, la réforme constitutionnelle du 21 juillet 2008, qui institue dans son article 35 un vote du Parlement comme préalable à tout déploiement ou maintien de nos troupes sur un théâtre d’opérations, initie, à l’image de l’ekklesia athénienne[[49]](#footnote-49), ce processus de réappropriation par les élus du peuple de la destinée de ses fils. Le mouvement de « compréhension réciproque de la toge et des armes »[[50]](#footnote-50) au sein de la trinité clausewitzienne est amorcé mais ne peut, ne doit pas en rester là. La représentation nationale a beaucoup à retirer de la richesse des expériences des officiers en retraite par exemple, dont l’inscription sur des listes de candidature aux élections de tous niveaux ne peut rester une exception, une simple bizarrerie médiatisée et cocasse.

La société civile incarne le second axe d’effort. Par sa capacité d’impulsion, elle représente un enjeu fondamental pour les armées. Il s’agit donc de l’investir, d’exister en son sein pour que l’institution militaire apparaisse comme un interlocuteur indispensable pour toute réflexion sur les projets de société en chantier. Si le volet militaire du plan « Egalité des chances » dévoilé en juillet 2007 représente une évolution intéressante, le nouveau statut général des militaires du 24 mars 2005 offre également la possibilité de peser au sein du monde associatif, poumon des préoccupations de notre société. Une visibilité accrue du monde militaire, de par les valeurs qu’il véhicule et la curiosité qu’il suscite, ne peut que renforcer les connexions entre les deux bords et drainer vers l’uniforme des contingents plus représentatifs de la France.

Ainsi, engagées dans des combats de plus en plus durs, nos troupes doivent pouvoir compter sur le soutien de l’arrière, socle du sens donné à leur action loin de nos frontières. Face à l’altération du lien social dans notre pays, les armées ne peuvent refuser le rôle qui s’offre à elles. Sous peine de voir disparaître la nation … et son armée.

# L'armement des tribus irakiennes par l'armée américaine :

**les limites d'une tactique opportuniste**



*Par le Chef d’escadrons Jean-Philippe DELARBRE,*

*de la 122ème promotiondu CESAT/CSEM*

**L**a récente révolte de miliciens sunnites à la fin du mois de mars 2009 à la suite de l’arrestation de leur chef par le gouvernement iraquien révèle la fragilité d’un procédé tactique employé depuis 2006 par l’armée américaine : l’armement et le financement de milices tribales pour lutter contre Al Qaïda en Irak. Ce procédé, s’il a incontestablement contribué à l’amélioration de la situation sécuritaire depuis la fin de l’année 2007, pose le problème de l’incohérence entre la méthode et le but, car la recherche de gains tactiques à court terme peut s’avérer préjudiciable à la stratégie de long terme et modifier radicalement l’état final recherché.

**Le succès à court terme d’une tactique d’opportunité**

Après plus de six années passées en Irak, l’armée américaine a entamé son retrait en laissant une situation fragile mais relativement stabilisée. Pourtant, entre 2003 et 2007, après une brève phase de coercition couronnée de succès, la Coalition s’est avérée incapable d’empêcher l’essor d’organisations rebelles luttant contre « l’occupation » américaine. Confrontée à la décision de l’administrateur Bremer de purger l’administration baasiste et de démanteler l’armée iraquienne, les militaires américains ont essayé de réparer ces deux erreurs en formant une nouvelle armée et une nouvelle police et en tentant de réintégrer les Sunnites dans le jeu politique. Or, cette tentative s’est heurtée à des problèmes considérables : fiabilité des recrues, fort taux d’absentéisme, infiltration par les milices, sous représentation sunnite, inefficacité et corruption.

Initié en 2006 par des chefs de tribus sunnites de la province d’Al Anbar, le mouvement du « Réveil »[[51]](#footnote-51) (Sahwa en arabe) est parvenu à éradiquer la rébellion jihadiste dans la province. L’armée américaine, confrontée à une impérieuse nécessité de résultats, a soutenu le mouvement en fournissant des armes et des équipements, puis en payant les salaires des recrues. Conjugué au renfort de 30.000 hommes envoyé au début de l’année 2007 et à la trêve décrétée par le leader chiite Mouqtada al Sadr, l’armement de ces milices a contribué à la baisse significative de la violence à partir de la fin de l’année 2007. Le mouvement s’est peu à peu étendu à d’autres provinces et a fini par rallier les anciens insurgés eux mêmes, à la fois par lassitude des attentats indiscriminés des combattants d’Al-Qaïda et par intérêt financier.

L’armement de milices indigènes n’est pas un procédé nouveau. Dès l’Antiquité, les Romains utilisaient et finançaient des troupes supplétives pour assurer la sécurité aux marges de l’empire, en particulier face à l’empire perse. Le Maréchal Soult l’avait expérimenté en Espagne en recrutant des autochtones au sein de milices (« *escopeteros* ») utilisées pour des tâches de police. Ils étaient soldés et touchaient des primes pour la capture des insurgés. Au Mexique, en 1864, sous l’impulsion du colonel Du Pin, une troupe d’hommes du pays agissait en marge de l'armée française. De même, au Laos, en Algérie, au sud Liban, le procédé a été utilisé par les armées américaine, française et israélienne.

L’entraînement et l’équipement de forces locales est un procédé qui fait partie intégrante de la doctrine américaine de contre insurrection. Il a été mis en œuvre en Afghanistan, lors de l’invasion soviétique puis au travers de la coopération entre les forces spéciales américaines et l’Alliance du Nord qui a chassé les Talibans en 2001. Mais de quel côté se trouve Hekmatyar aujourd’hui ? Car un tel mode d’action est porteur de risques pour l’avenir, le sauveur d’aujourd’hui pouvant devenir l’ennemi de demain. Au regard des résultats obtenus, le pacte entre les tribus et la Coalition s’avère efficace, néanmoins sa pérennité est douteuse : les groupes sunnites exigent l’intégration de 70.000 miliciens aux forces de sécurité et la prise en charge de leurs salaires par un gouvernement à majorité chiite qui n’est guère disposé à répondre à leurs attentes.

**Les conséquences stratégiques d’une tactique utilitariste**

Au début de l’année 2009, ce sont plus de 100.000 miliciens, à 80% sunnites, qui ont été armés et financés par la Coalition. Mais ces groupes ralliés aux États-Unis dans la lutte contre-insurrectionnelle peuvent basculer à tout moment, d’autant qu’une partie d’entre eux combattaient auparavant aux côtés d’Al Qaïda.

Dans les faits, l’armement des tribus n’a pas connu partout la même efficacité. Si Al Qaïda en Irak a nettement reculé, le mouvement jihadiste n’a pas disparu pour autant. L’action des milices tribales dans la province d’Al Anbar a provoqué un reflux des insurgés dans des zones où l’emprise tribale est moins affirmée comme les provinces de Salah Ad Din et Diyala où les attentats continuent. En outre, la présence de miliciens armés a engendré dans de nombreuses villes des frictions, tant avec les hommes de la Coalition qu’avec les forces de sécurité gouvernementales. Les affrontements se sont ainsi multipliés au cours de l’année 2008, en particulier à Bagdad.

Ce genre de procédé a rarement fonctionné dans le passé et, la plupart du temps, s’est avéré lourd de conséquences à long terme : conséquences pour le pays « occupé » (instabilité chronique, guerre civile, etc.) et conséquences pour la puissance « occupante » (perte de légitimité, contradictions entre les principes défendus et les moyens employés, échec des objectifs poursuivis, politiques ou économiques, etc...). Les exemples de succès à court terme aux conséquences stratégiques négatives sont nombreux : Harkis, milices chrétiennes soutenues par l’armée israélienne dans les années 80 au Liban, milices pro russes en Tchétchénie au début des années 2000, etc…

En outre, dans le cas iraquien, cette tactique n’a pas été véritablement choisie. C’est une tactique d’opportunité qui n’a été ni pensée ni correctement élaborée. La dissémination de ces milices, hétérogènes tant dans leur composition que dans leurs objectifs, a rendu leur contrôle impossible, et dans certains cas les armes fournies aux miliciens se sont retrouvées chez les insurgés. Il ne s’agit dans ce cas ni plus ni moins que d’armer son propre ennemi.

L’armement des tribus sunnites a été décidé et mené par l’armée, mettant les autorités politiques américaines comme le gouvernement iraquien devant le fait accompli. Mais, pour reprendre l’analyse d’Alexandra de Hoop-Scheffer[[52]](#footnote-52), les raisons de cette prépondérance des militaires sont à trouver dans la culture stratégique américaine : quand les armes parlent, le politique a tendance à s’effacer derrière le militaire. En Irak, les objectifs politiques demeurent flous et le militaire se trouve privé de directives précises, ce qui lui permet paradoxalement de mener des essais sur le terrain. Or, dans la phase de stabilisation comme dans la phase de normalisation, l’état-major de l’armée américaine a eu une vision trop tactique et pas assez stratégique : l’armement des tribus sunnites participe de cette vision utilitariste de court terme.

La conséquence en Irak est que la tactique tend à déterminer la stratégie à long terme : l’armement des tribus modifie considérablement le rapport de force confessionnel dans le pays, favorise une partition de fait et risque de déstabiliser à terme un gouvernement que les Américains ont voulu et soutenu, qui constitue en quelque sorte la raison d’être de leur intervention. John Hamre, ancien Secrétaire adjoint à la Défense sous l’administration Clinton, déclarait en mai 2005 : « notre objectif politique – donner davantage d’autorité au gouvernement irakien – entre en contradiction avec notre impératif tactique et militaire – agir indépendamment de la stratégie politique ». Or, la tactique doit être imposée par la stratégie, non la définir.

**\***

**\* \***

Le Maréchal Soult estimait que tous les moyens sont bons dans la lutte contre une guérilla. Pourtant, à l’heure où CENTCOM envisage de transposer en Afghanistan ce « remède miracle » qu’est l’armement des tribus (un peu comme une société pharmaceutique commercialiserait un médicament qu’elle n’aurait jamais testé que sur un seul patient), il est peut être pertinent de se demander ce que deviendront ces milices lorsque le dernier soldat américain aura quitté le territoire iraquien. « *Dum vitant stulti vitia in contraria currunt* »[[53]](#footnote-53), écrivait Horace, et si Rufilius sent l’ambre, Gorgonius sent le bouc…

# EUFOR TCHAD/RCA,

# un succès tactique, malgré tout.



*Par le Chef d’escadrons Yves JÉZÉQUEL,*

*de la 122ème promotiondu CESAT/CSEM*

**L**e 15 Mars 2009, l’opération EUFOR TCHAD/RCA a passé le témoin à la mission militaire de la MINURCAT (Mission des Nations Unies en République Centrafricaine et au Tchad). Le Conseil de Sécurité de l’ONU a immédiatement salué « le succès de l’EUFOR » alors que le ministre tchèque de la Défense, Vlasta Parkanova, dont le pays assure la présidence du Conseil de l’Union européenne, déclarait : « nous sommes tous d’accord pour dire que malgré les conditions exigeantes et parfois extrêmes, (l’EUFOR) a été une mission à succès ». À l’inverse, des voix se sont élevées pour dénoncer l’absence d’efficacité de cette opération. Ainsi, Roland Van Hauwermeiren, d’OXFAM, ONG pourtant à l’origine d’un rapport élogieux à l’égard de l’EUFOR en septembre 2008, a affirmé que la force, tout comme la MINURCAT, n’a pas pu apporter la sécurité prétendue, compte tenu de l’absence de tout mandat de réforme de la gouvernance dans le pays. Quel bilan faut-il donc tirer de cette entreprise ?

En fait, les critiques émises à l’encontre de l’EUFOR ont surtout porté sur la pertinence de son mandat et non sur la manière dont il a été rempli par les militaires européens. **Si l’intervention européenne n’a pas aidé à la résolution de la crise du Darfour, objectif politique fondateur, l’action de la force sur le terrain a apporté plus de sécurité et la mission, difficile sur les plans technique et tactique, a été remplie.**

Car en se basant sur la lettre de la mission fixée à l’EUFOR, on constate que l’Union européenne a su mobiliser des moyens militaires adéquats et conduire une action efficace. Au-delà, cette expérience, partagée par 23 nations[[54]](#footnote-54) européennes et trois nations non membres de l’Union[[55]](#footnote-55), a indéniablement contribué à améliorer l’outil de défense européen.

L’EUFOR TCHAD/RCA est née de la résolution 1778 du Conseil de Sécurité des Nations Unies le 25 septembre 2007, en réaction à la situation humanitaire jugée préoccupante qui prévalait dans l’Est du Tchad et dans le Nord-est de la République centrafricaine où 256.000 réfugiés fuyant la province soudanaise du Darfour avaient cherché asile[[56]](#footnote-56). Cette résolution instituait trois dispositifs : une mission multidisciplinaire des Nations Unies (baptisée MINURCAT) ; une police tchadienne chargée de la protection des populations des camps de réfugiés et de déplacés, sélectionnée et formée par la MINURCAT, puis organisée en un Détachement Intégré de Sécurité (DIS) ; enfin, une force militaire de l’Union européenne en soutien et en protection de l’action de l’ONU. La mission de cette force consistait à contribuer à la protection des civils en danger, en particulier les réfugiés et les personnes déplacées, à faciliter l’acheminement de l’aide humanitaire comme la libre circulation du personnel humanitaire et à contribuer à la protection du personnel des Nations Unies. En déclinant cette mission en termes d’État Final Recherché, il s’agissait de contribuer à l’établissement d’un SASE (*Safe and Secure Environment*), afin de permettre à la communauté humanitaire de remplir ses missions et à la MINURCAT de préparer son déploiement.

Le premier constat qui s’impose est celui de la réussite technique de l’opération EUFOR. L’Union européenne a en effet prouvé sa capacité à se déployer et à se désengager dans des délais très courts sur un théâtre lointain et enclavé, alors que ces moyens de projection stratégique et de transport tactique sont limités. Les ports les plus proches se trouvaient ainsi à plus de 2.000 km (Douala au Cameroun et Benghazi en Libye). De même, l’aéroport le plus proche de la zone d’opération dans l’est du pays, était situé à Ndjamena, à plus de 800 km. Or les troupes ont été mises en place rapidement puisque l’EUFOR a été officiellement lancée sur décision du Conseil de l’Union européenne le 28 janvier 2008 alors que l’*Initial Operational Capability* (IOC) a été déclarée le 15 Mars, malgré les perturbations causées par l’attaque rebelle sur Ndjamena au mois de février. Enfin, la force a été déployée sur quatre sites dont trois (Farchana, Iriba et Goz Beida) ne possédaient aucune infrastructure. En outre, l’action menée par l’EUFOR a rendu possible la mise en place du DIS et celle des personnels des Nations Unies dans les délais prévus, ce qui en matière d’opérations de maintien de la paix est suffisamment rare pour être souligné. L’EUFOR a ainsi inauguré le concept de « *bridging operation* », qui consiste à préparer le déploiement, souvent complexe et long, d’une force de maintien de la paix, ce qui constitue une avancée évidente dans le domaine de la gestion des crises.

La réussite de cette opération tient également de l’approche adoptée par la force dans la lutte contre l’insécurité, au respect de son impartialité et à l’établissement d’une coopération fructueuse avec les humanitaires.

Même s’il n’est pas aisé de mesurer le niveau d’instabilité d’une région, une étude menée par l’ONU ne recense que 160 incidents en 2008, contre 280 l’année précédente. Plus probant encore, les populations de la zone EUFOR partagent aujourd’hui un plus grand sentiment de sécurité. La récolte 2008 a été très bonne et a moins souffert des attaques des bandes armées que par le passé. Enfin, la rébellion tchadienne, toujours réfugiée dans l’ouest du Darfour n’a pas entrepris d’autres attaques sur le territoire tchadien. Même si les raisons profondes de cette inaction sont probablement indépendantes de la présence de l’EUFOR, il est probable que cette dernière a eu un effet dissuasif. Ces résultats sont d’autant plus méritants que l’EUFOR était sous-dimensionnée au regard de la zone d’opération qu’elle devait couvrir. En effet, elle ne disposait que de 3.200 militaires pour contrôler une zone de 257.000 km2, (soit presque la moitié de la France), ce qui ramené au pion tactique de base, représente un secteur de 18.300 km² par section[[57]](#footnote-57).

De la même manière l’EUFOR a bâti son crédit sur le respect absolu de l’impartialité contenue dans son mandat de stricte protection des populations en danger et sur une politique de communication claire impliquant tous les échelons de la force, du niveau politico-militaire jusqu’au niveau tactique. Elle a ainsi évité deux écueils majeurs : être considérée par les acteurs locaux comme une force d’interposition entre le Tchad et le Soudan, ce que son positionnement géographique suggérait, ou être accusée de servir un agenda français caché, au regard du rôle prépondérant joué par la France dans cette opération.

Enfin, les efforts constants déployés par la force pour créer une relation de confiance et un partenariat efficace avec les acteurs humanitaires se sont révélés payants, puisque même des ONG traditionnellement hostiles à toute forme de coopération avec une force militaire ont participé étroitement aux réunions de coordination auxquelles le Commandant de la force a systématiquement pris part.

La forte représentation française[[58]](#footnote-58) a indéniablement apporté à l’EUFOR une aide majeure tant dans le domaine logistique (en tant que Nation cadre, la France a fourni l’essentiel du soutien logistique) que dans la bonne compréhension des phénomènes locaux (l’armée française possédant par expérience une solide connaissance du théâtre tchadien). Néanmoins, le succès de la mission est bien européen et non français. Le brassage des nationalités, la confrontation de procédures et de points de vue divergents propres à engendrer des frictions n’ont pas porté atteinte à l’efficacité globale de la force, preuve que la multinationalité n’a pas obéré la cohérence d’ensemble. La participation de la Russie a revêtu une importance particulière en apportant à l’EUFOR la capacité aéromobile qui lui faisait en partie défaut. De plus, un certain nombre de pays européens se sont familiarisés avec l’Afrique alors que leur histoire nationale ne les avait pas jusqu’à présent conduits à s’y investir. Cette implication directe des pays européens sur le sol africain est majeure, car elle facilitera la compréhension des crises africaines par une Union européenne qui ne peut se désintéresser de l’avenir de ce continent.

Péniblement constituée, conduite et achevée dans un relatif anonymat, l’opération EUFOR TCHAD/RCA mérite d’être considérée comme un succès au regard du travail réalisé sur le terrain par les militaires européens. Elle prouve que malgré ses capacités modestes, l’Europe de la Défense avance. À l’heure où le retour de la France dans le commandement intégré de l’OTAN est parfois présenté comme une preuve de l’échec de cette dernière, il paraissait utile de le rappeler.

# Facteur culturel et tactique

# à l’épreuve de l’Histoire



*Par le Chef de bataillon (TA) Jean-Vincent BERTE,*

*de la 122ème promotiondu CESAT/CSEM*

**É**voquant la bataille de Cannes (216 av. JC), l’historien Polybe constatait que le désastre le plus marquant de l’histoire romaine n’avait pas empêché Rome de « *conquérir les Carthaginois mais aussi de devenir en l’espace de quelques années les maîtres du monde*» grâce à la « *la singularité de leur constitution et la sagesse de leurs conseils délibératifs »*.Ainsi, la formidable résilience militaire de Rome s’explique donc par un **trait culturel** qu’admirait tant Guibert chez les Romains : un militarisme civique hérité des Grecs et une culture politique et sociale source d’efficacité militaire.

C’est pourquoi étudier la guerre ne doit pas se contenter d’examiner comment les hommes livrent une bataille mais se demander aussi pourquoi les soldats se battent comme ils le font et en définitive avec quel bagage culturel ils pénètrent sur le champ de bataille. **Parce qu’une armée est d’abord une construction sociale, le chef tactique doit prendre en compte** **le fait culturel dans sa réflexion et tenir compte des facteurs endogènes d’une société qui influencent la motivation et la façon de se battre de ses combattants.**

Après avoir montré qu’il existe un lien indéniable entre la culture d’un peuple et son art de la guerre, il convient d’expliquer comment le chef tactique peut se servir du facteur culturel pour sa réflexion.

**\***

**\* \***

La culture de la guerre d’un peuple est souvent le reflet de son histoire et de sa culture sociale ou politique. C’est pourquoi Il existe des différences notables d’un continent à l’autre.

La première ligne de faille culturelle dans l’approche de la guerre est celle qui sépare l’Orient et l’Occident. Le modèle de la guerre occidentale semble être né en Grèce au Vème siècle avant Jésus-Christ. C’est celui d’une infanterie lourde, bien équipée et disciplinée exaltant la bravoure collective plutôt que la prouesse individuelle. Les soldats-citoyens volontaires de l’armée grecque étaient des petits propriétaires terriens et recherchaient le « choc » d’une **bataille rangée décisive,** moyen le plus rapide et le plus économique de protéger les récoltes en chassant l’envahisseur Perse. Par contraste, les peuples d’Orient des déserts et steppes se distinguaient par un système militaire fondé sur la mobilité des cavaliers-archers qu’on retrouve dans l’Histoire chez les Perses, les Parthes, les Arabes ou les Mongols. Dans les montagnes d’orient, le système militaire tribal reposait également sur les raids, embuscades et escarmouches à l’image de ces tribus d’Asie mineure harcelant les Dix-mille de Xénophon lors de leur retraite vers la mer Noire. La plupart du temps, les peuples orientaux recherchaient d’abord **la guerre d’usure** et le harcèlement plutôt que la bataille décisive et l’anéantissement. Cette ligne de faille a perduré jusqu’à nos jours. La recherche de la bataille décisive et du choc est encore au cœur de l’approche directe des occidentaux tandis que leurs adversaires en Afghanistan, au Liban ou en Irak utilisent des unités légères très mobiles (et la prouesse individuelle des “martyrs“) pour « user »[[59]](#footnote-59) les troupes régulières occidentales. Ainsi, les modes d’actions tactiques qu’on nomme aujourd’hui  *asymétriques*  sont aussi la résurgence d’une vieille tradition du combat dont les ressorts culturels en Orient sont très anciens.

Une seconde ligne de faille culturelle existe au sein même de l’approche occidentale de la guerre. Il existe des différences notables entre une Amérique qui n’a pas connu d’envahisseur sur son sol et pour qui la guerre est une exception, une rupture avec l’action politique, et une Europe pour laquelle la guerre a longtemps été un état normal et donc un instrument de la politique. Dans *« l’Amérique en armes. Anatomie d’une puissance militaire* », le Général Vincent Desportes montre à quel point les facteurs culturels expliquent pourquoi la guerre *made in USA* doit être courte (et donc brutale), viser une victoire totale et être menée loin du territoire par des forces écrasantes aux mains d’un chef militaire autonome.

Dés lors, la connaissance par le chef militaire de la « culture » tactique de ses adversaires, peut devenir un atout important et parfois déterminant.

Dans des affrontements *symétriques*, le chef tactique pourra utiliser le facteur culturel comme un simple paramètre supplémentaire de sa réflexion. Ne négligeant jamais le tempérament opiniâtre des soldats britanniques, Erwin Rommel a également plus d’une fois tablé sur le caractère prudent de leur commandement pour prendre des risques offensifs, comme il l’explique dans ses carnets[[60]](#footnote-60). En 1973, le Général égyptien Ismaïl Ali a lui aussi su tirer parti des forces et faiblesses culturelles israéliennes comme de sa propre nation pour remporter une première victoire dans la guerre du Kippour[[61]](#footnote-61).

Lorsqu’il s’agit d’un choc de cultures et d’une forte *dissymétrie* des forces, le paramètre culturel peut devenir essentiel et pousser à une révision complète des modes d’actions sous peine de cuisant échec. Alors qu’une tactique de guérilla aurait été plus efficace pour user les colonnes britanniques s’enfonçant dans le Zoulouland en 1879 et par là entamer la volonté politique à Londres, le roi zoulou causa la perte de son peuple en s’obstinant à affronter les Britanniques lors de batailles qu’il croyait décisives. En dépit d’une sanglante victoire initiale, la tactique zouloue dite « du buffle » qui avait fait tant merveille contre les tribus rivales fit long feu contre des fusiliers britanniques beaucoup moins nombreux mais mieux équipés et culturellement préparés à la discipline des batailles rangées[[62]](#footnote-62).

Enfin, lorsqu’il s’agit de vaincre un adversaire dans une guerre subversive et de gagner le cœur d’une population, le facteur culturel devient fondamental. Tactiquement, faire appel à des unités supplétives ralliées ou immerger de manière permanente des d’unités légères dans le milieu humain, à la manière de postes en Indochine, des *SAS* en Algérie ou des *Combat Actions Platoons* (CAP) des Marines au Vietnam, s’est souvent révélé un mode d’action très efficace.

**En conclusion**, si l’homme est l’instrument premier du combat, les racines culturelles à la source de sa motivation et de sa façon de combattre sont à prendre en compte dans toute réflexion tactique et ne doivent pas rester l’apanage de la stratégie. Les premiers historiens militaires, Hérodote, Thucydide, Polybe ou Tite-Live l’avaient compris qui osaient ces considérations culturelles dans leurs récits des victoires et des défaites antiques. Ils pressentaient déjà, comme Gustave le Bon a pu l’écrire en 1915, que « *de la mentalité d’un peuple dérive sa conduite et donc son histoire*».

# Psyops et Armée française,

# 50 ans après l’Algérie



## *Par le Chef de bataillon Boris VALLAUD,*

*de la 122ème promotiondu CESAT/CSEM*

**L**es armées occidentales redécouvrent depuis une dizaine d’années des engagements qu’elles avaient trop vite relégués dans les oubliettes de l’Histoire. Cette prise de conscience s’est faite sur les bords de l’Euphrate pour les uns, dans les montagnes afghanes pour les autres. L’époque transitoire des interventions « douces », parfois émaillées de tensions ponctuelles, est belle et bien finie. Pour autant, le succès d’une opération ne se limite pas à l’anéantissement de l’adversaire, le militaire doit s’appliquer à gagner les cœurs pour garantir un contexte favorable à l’instauration d’une paix durable. Le Général Desportes rappelle ainsi « *l’importance désormais dominante de la dimension humaine des conflits, la place qu’y tient l’homme, qu’il soit le camarade, l’adversaire ou qu’il constitue “le milieu”, puisque la guerre actuelle se conduit, se perd, ou se gagne au sein des populations*». Chacun s’accorde à reconnaitre ce changement de contexte sans pour autant en tirer toutes les conclusions afin de donner au praticien, au chef tactique, tous les outils pour relever les défis qui se posent à lui. **Le soldat est donc un acteur des champs matériels mais aussi des champs immatériels**.

Une fois le constat établi et admis, il faut s’appliquer à rechercher des solutions adaptées pour répondre à cette nouvelle donne, que ce soit dans le domaine de la doctrine, de la formation, des équipements afin de préparer au mieux l’engagement de nos forces. Parmi les outils à la disposition du tacticien, **il s’avère que les moyens d’action dans les champs psychologiques sont les parents pauvres des efforts actuels d’adaptation au sein des Armées**, et de l’Armée de Terre en particulier. Nos forces se privent ainsi d’un savoir faire et d’un atout précieux pour atteindre l’état final recherché, alors que ses adversaires en maitrisent déjà toutes les subtilités.

**Une dimension incontournable de la guerre…**

Les actions psychologiques poursuivent trois buts principaux, qui s’appliquent aux niveaux stratégiques, opératifs et tactiques : **domination de l’adversaire, préservation du moral des troupes et adhésion de l’opinion publique.**

Dès le Vème siècle avant JC, Sun Zi[[63]](#footnote-63) prône un emploi modéré de la force, préférant l’usage de l’intelligence de l’autre pour le démoraliser afin de réduire sa volonté de combattre et le contraindre ainsi à moindre coût. Il souligne l’importance des modes d’actions « non cinétiques » pour arriver à l’objectif et soumettre son ennemi, par la ruse et en utilisant des stratagèmes, en appliquant ainsi le principe d’économie des forces. L’histoire militaire est riche de nombreuses illustrations où la manipulation mentale a permis d’obtenir un avantage déterminant, l’opération Fortitude en 1944[[64]](#footnote-64) illustre bien l’apport de ce type d’opération de tromperie stratégique dans la conduite de la guerre.

Plus récemment, l’étude de la guerre d’Algérie est particulièrement éclairante compte tenu d’une certaine similitude entre le combat contre-insurrectionnel mené par l’armée française à l’époque et l’engagement actuel de la coalition en Afghanistan. La stratégie adoptée alors s’articulait autour de trois dimensions : actions coercitives, psychologiques et aménagement du territoire. Dans ce contexte, le 5ème Bureau de l’état-major, responsable des opérations psychologiques à l’échelle du territoire disposait d’officiers spécifiquement formés et insérés dans les PC jusqu’au niveau bataillonnaire, garant d’une cohérence au niveau opératif.

Le Lieutenant-colonel Galula[[65]](#footnote-65) détaille le rôle central de la propagande au niveau tactique, à chacune des étapes clés du processus de lutte anti-insurrectionnel, aussi bien vis-à-vis des forces loyalistes, de la population que des insurgés en appui des unités de combat. Ignorées en France, ses idées alimentent la réflexion des officiers outre-Atlantique et les adaptations des forces américaines, le Général Petraeus n’hésitant pas à le comparer à Clausewitz dans le domaine de la guerre non conventionnelle, en imposant même sa lecture aux stagiaires du Command and General Staff College.

**…encore insuffisamment exploitée en France**

Paradoxalement, les initiatives dans ce domaine restent assez timides en France malgré quelques avancées. Sur le plan doctrinal, la publication du « concept interarmées des opérations d’information »[[66]](#footnote-66) en mai 2006 définit un cadre très général, principalement au niveau stratégique. Pour l’instant, cette politique peine à se décliner aux niveaux opératifs mais surtout tactique, malgré la dynamique OTAN qui intègre les PSYOPS dès les phases de planification. La création du Groupe d’Information Opérationnelle dans les années 2000, rattaché au CFAT, représente une avancée positive, qui ne traduit cependant pas un volontarisme réel pour cette fonction compte tenu des moyens limités en effectifs et équipements qui y sont affectés, malgré la compétence et la motivation des cadres qui y servent. Il n’existe pas en France de filière PSYOPS, contrairement à ce qui est pratiqué aux États-Unis où cette spécialité est considérée comme une arme d’appui à part entière.

Cependant, le centre de doctrine d’emploi des forces a mis fin à une longue période d’amnésie en rééditant le TTA 117 ou « notice provisoire sur les opérations psychologiques », diffusée en 1957, dont les principes demeurent toujours valables ainsi que les propositions d’emploi,[[67]](#footnote-67) qui inspira largement en 2003 la rédaction de leur « Doctrine for Joint Psychological Opérations » aux États-Unis. La France dispose donc d’un héritage, d’une expertise réelle et reconnue dans l’emploi de l’arme psychologique, qui ne profite essentiellement pour l’instant qu’au renouveau doctrinal de ses alliés[[68]](#footnote-68).

### **Conclusion**

Les fantômes de la guerre d’Algérie restent tenaces, certains dénoncent toujours les risques de manipulation et de propagande avec les comportements déviants que cela engendre parfois comme le recours à la torture. Comme toute arme, la mise en œuvre de l’action psychologique présente des risques avérés où la notion de « caporal stratégique » prend tout son sens. **Mais, les militaires, animés par une éthique rigoureuse, seraient-ils insuffisamment responsables et dépourvus du discernement nécessaire pour utiliser cette arme à bon escient ?**

Au-delà de l’objectif de « sensibilisation des esprits » visé dans l’introduction de la réédition du TTA 117, la France doit faire taire les démons du passé pour exploiter les opportunités offertes par l’arme psychologique, à l’instar de ce qui se pratique chez nos alliés, tout en fixant un cadre d’emploi strict pour éviter les dérapages. Cette démarche interministérielle doit s’appliquer jusqu’au niveau tactique, afin de permettre au chef militaire de disposer de modes d’action renouvelés et compatibles avec l’impératif réaffirmé de conquête des cœurs, mais aussi contre un ennemi qui domine jusqu’aux plus bas échelons ces techniques, comme en témoigne l’exploitation de l’embuscade d’Uzbeen.

# De l’appui direct au contact

**à l’action indirecte sur le milieu**



*Par le Chef de bataillon Nicolas BOMONT,*

*de la 122ème promotiondu CESAT/CSEM*

**A**lors que les évolutions précédentes tendaient à standardiser les régiments en les centrant sur un cœur de métier unique, l’actuelle réorganisation de l’armée de Terre semble modifier dans le sens inverse les régiments d’artillerie des brigades interarmes. Ils deviennent en effet de véritables boîtes à outils regroupant des moyens d’agression sol-sol, une capacité de défense sol-air et une unité de renseignement.

Afin de forger un outil cohérent et pleinement efficace dans l’appui de la manœuvre interarmes quel que soit le type d’action, il importe que l’artillerie devienne pleinement la spécialité de l’action indirecte dans toutes les dimensions que cela comporte.

Il s’agit pour l’artillerie certes de demeurer avant tout prête à remplir avec rigueur ses missions les plus classiques, mais également d’aller résolument au bout de la logique déjà amorcée de gestion globale des appuis en faisant effort sur l’adaptation audacieuse et inventive aux exigences contemporaines.

**\***

**\* \***

L’approche indirecte privilégie le recours aux effets. Elle s’impose tactiquement comme un corollaire des engagements en cours. Paradoxalement, l’artillerie, traditionnellement productrice d’effets, neutralisation – et pas uniquement du matériel[[69]](#footnote-69) – aveuglement, éclairement, accède au même moment à la capacité de destruction (obus antichar et bientôt obus à guidage terminal et roquette unitaire). La précision est source de légitimité en limitant les dommages collatéraux, elle réduit de plus l’empreinte logistique. Cependant, à Gaza en 2009, l’artillerie israélienne fut plus appréciée par les unités appuyées pour son impact psychologique que pour sa précision bien réelle[[70]](#footnote-70). La permanence de sa disponibilité[[71]](#footnote-71) permet de plus de harceler l’adversaire.

Souhaitable en normalisation et nécessaire en stabilisation car gage de crédibilité dissuasive, une artillerie maîtrisant toute la gamme des modes d’agression est incontournable dans le cadre du combat classique. À ce titre, le maintien des savoir-faire dans ce domaine constitue de toute évidence la priorité. Outre une composante sol-air redoutable (même si elle n’a pas, heureusement, l’occasion de le démontrer), l’artillerie française dispose pour cela de matériel non seulement performant et éprouvé (mortier de 120mm) mais aussi souvent particulièrement moderne (ATLAS, CAESAR, LRM). Elle a su de plus évoluer pour s’adapter.

En effet, le passage du Détachement de Liaison et d’Observation au Détachement de Liaison, d’Observation et de Coordination constitue une véritable révolution. En charge de la Coordination 3ème Dimension, il devrait logiquement coordonner l’action de l’éventuelle section sol-air adaptée au GTIA. Il gère désormais l’ensemble des appuis feux (sol-sol, hélicoptère, air-sol, naval). Plus important encore, le SGTIA dispose d’un réel Officier Adjoint Feux uniquement dédié à l’emploi de ces derniers car complètement déchargé de la mise en œuvre technique des tirs. Marchant sur les traces de ses anciens d’Indochine et d’Algérie et conscient qu’un volet renseignement est constitutif de toute mission d’artillerie, cet officier a naturellement vocation à être l’officier de renseignement du sous-groupement. La convergence entre unités canon, sol-air et de renseignement semble dès lors émerger en dépit de la disparité apparente.

Les effectifs étant comptés, il importe de développer des réversibilités apportant une réelle plus-value. Une unité canon peut tenir un poste : les Britanniques le font en Afghanistan. Alors que l’arme blindée dissout ses Pelotons d’Appui Direct, les VAB T20-13, largement utilisés et appréciés en Kapisa, équipent les batteries MISTRAL. Leur canon de 20mm est d’ailleurs la première arme sur laquelle sont formés tant les militaires du rang que les cadres. Les affûts quadruples antiaériens de 12,7mm faisaient du tir à terre à Dien Bien Phu.

S’il ne s’agit donc là que de redécouvertes, il paraît possible d’aller plus avant encore.

La « guerre au sein des populations » suscite la création ou l’adaptation de spécialités (communication, information opérationnelle, coopération civilo-militaire...) pour appuyer l’action, ce qui n’a de sens que par la manœuvre appuyée. Le choix de la spécialisation est tentant, mais si le sens tactique peut s’appuyer utilement sur l’intelligence de situation ou la formation universitaire, ces dernières ne peuvent pas le remplacer.

Ni le groupement tactique interarmes ni la brigade ne disposent théoriquement d’unités dédiées à ce type d’appuis, qu’il lui faut cependant au moins mettre en œuvre. En fait, les renforcements sont courants. Le Centre Opérations (CO) voit alors se multiplier le nombre de cellules rattachées, ce qui rend la coordination complexe. Or, les actions d’appui directes et indirectes sur l’adversaire, la population et les alliés interagissent en permanence. Il s’agit donc de combiner utilement leurs effets de façon productive avant même que de songer à les intégrer à la manœuvre globale.

L’artilleur est le mieux placé pour être cet interlocuteur unique faisant la synthèse des effets générés sur le milieu humain par tous les types d’appuis. Il travaille de façon organique au sein du CO dont il maîtrise les attentes et les procédures. Il est naturellement associé tant à la conception qu’à la conduite de la manœuvre. Il dispose de plus pour le relayer d’équipes réparties en permanence dans tous les groupements, tout à fait à même de concilier leur rôle premier avec une fonction secondaire (dissémination de produits d’influence, action en tant que « combat camera team », suivi de l’évolution d’une audience cible, relations informelles avec les alliés).

Il est ainsi possible de rationnaliser les structures sans rien créer de plus. Il n’est pas question de se substituer aux vrais spécialistes mais d’économiser cette ressource rare. Déchargés de la mise en œuvre aux petits échelons, ils pourront déployer leurs compétences au niveau où elle est effectivement requise, celui de la conception de l’emploi.

Dans sa contribution à la recherche du succès (fin ultime de l’action militaire), l’artillerie a exploré au cours des siècles les différentes modalités de l’appui. Nombre d’armes et de spécialités en sont nées. Elle pourrait aujourd’hui s’affirmer comme le chef d’orchestre des appuis s’exerçant sur le milieu humain. Elle répondrait ainsi au besoin opérationnel de mise en cohérence de toutes les voies utilisées en appui de la manœuvre pour agir sur ce milieu.

La brigade interarmes, et plus encore ses groupements tactiques interarmes, réaliseront alors qu’au lieu d’une caisse contenant des outils très performants mais disparates, ils disposent potentiellement d’un véritable couteau suisse, par ailleurs déjà numérisé. Qu’ils n’oublient pas qu’un outil ne vaut que si l’on s’en sert.

# Faut-il oublier la guerre du Rif ?



## *Par le Chef de bataillon Vincent TISSIER,*

*de la 122ème promotiondu CESAT/CSEM*

**L**a guerre du Rif est aujourd’hui une guerre oubliée. À l’heure où l’intérêt de l’histoire militaire est réaffirmé dans la formation des officiers et où les enseignements de la guerre d’Indochine et plus encore de la guerre d’Algérie pour la contre-insurrection sont redécouverts, la guerre du Rif n’a-t-elle rien à nous apprendre ou réapprendre ?

Une rapide relecture de cette guerre montre pourtant que son RETEX est d’une actualité troublante, au moment où par exemple notre engagement se veut plus marqué en Afghanistan. Le propos de cet article est d’inciter à un réexamen de la guerre du Rif qui mérite bien davantage qu’un oubli, au travers de trois exemples tactiques liés au terrain, à la constitution des forces et enfin à la population.

Rappelons cependant tout d’abord le cadre général de cette guerre : le Rif, massif montagneux aride et tourmenté au Nord du Maroc, fut le théâtre d’une guerre d’insurrection et de contre insurrection de 1921 à 1926, où un jeune chef berbère, Abdelkrim, défia les grandes puissances européennes qui occupaient son pays, l’Espagne et la France. Après avoir écrasé l’armée d’Alphonse XIII, massacré des milliers de ses soldats et provoqué la chute de la monarchie parlementaire espagnole, Abdelkrim va s’attaquer à la présence française et menacer gravement la pérennité de celle-ci au Maroc.

Une des expériences les plus marquantes, puisqu’elle donna à la France et à l’Espagne des heures tragiques, est celle de l’implantation catastrophique des postes militaires en limite de la zone contrôlée. L’Espagne, puis la France de façon difficilement compréhensible après la tragédie espagnole de la retraite d’Anoual (10 à 14.000 morts), choisirent d’édifier des chapelets de postes sur les pitons de ce massif aride et montagneux. Reliés entre eux par des pistes muletières, interdépendants pour le ravitaillement comme les maillons d’une chaîne, ces postes devinrent vite un cauchemar tactique face à la manœuvre d’Abdelkrim : un premier détachement assiège le poste et lui interdit toute sortie, tandis qu’un deuxième va tendre des embuscades aux troupes de ravitaillement ou envoyées en renfort. Les postes vont donc tomber un à un, pris par l’ennemi ou évacués au prix de lourdes pertes car subissant un harcèlement incessant sur les pistes de la retraite. Face à cette alternative, le Sous-lieutenant Pol Lapeyre choisi, lui, de se faire sauter avec son poste. Les Rifains bénéficient de surcroît de l’effet boule de neige par la rupture de la chaîne de ravitaillement reliant les postes qui les affaiblit mécaniquement avant même leur attaque. Le Général de Boisboissel résuma a posteriori l’équation : « l’on s’évade difficilement de ce dilemme : ou tenir son eau en acceptant d’être dominé, ou avoir des vues et des champs de tir, mais se condamner à des corvées de ravitaillement et d’abreuvoir pénibles, meurtrières, et de surcroît toujours insuffisantes». En fait le poste n’est rien sans une force mobile, et doit donc être envisagé non pas comme un barrage, mais comme le point d’appui d’une force mobile. La couverture d’une zone doit donc être constituée de postes en nombre réduit, espacés, mais dont les forces mobiles rayonnent en conjuguant leurs actions.

La constitution et la mobilité des troupes finalement engagées pour mettre fin à l’insurrection à partir de 1925 et sauver les postes restant est également digne d’intérêt car novatrice pour l’époque et toujours au goût du jour. Les succès tactiques coïncident avec la création des groupements mobiles qui sont alors dit mixtes, en fait interarmes et interarmées selon les définitions contemporaines. Ils sont généralement constitués de cinq bataillons d’infanterie, d’une compagnie de chars, d’un escadron monté, d’une escadrille et possèdent des moyens d’artillerie organique. L’aviation est omniprésente et en soutien direct et permanent de l’infanterie : elle renseigne les troupes en première ligne et au contact, et les appuie directement en jouant le rôle d’une artillerie « de montagne » qui s’affranchit des difficultés du relief et pallie la faible mobilité des pièces d’artillerie. Plus novateur encore, l’interallié et l’interarmées sont également utilisés lors du débarquement espagnol à Al-Hoceima, avec une participation française : C’est une première mondiale réussie après l’échec du débarquement de Gallipoli en 1915. 21.000 hommes sont ainsi débarqués et bénéficient d’un appui coordonné grâce à un plan de tir commun.

La guerre du Rif est enfin particulièrement intéressante au regard de la nature des opérations qui y ont été conduites successivement par deux de nos grands chefs militaires : Lyautey puis Pétain. Elle nous montre déjà l’interpénétration des phases d’intervention et de stabilisation, et la nécessité des savoir-faire de coercition comme de stabilisation. Le Rif fut un champ d’application de la fameuse pénétration pacifique de Lyautey, qui ne croyait qu’aux « *coups frappés en sourdine et au terrain gagné en tapinois* », mais il fut également celui de la doctrine matérialiste de la guerre professée par Pétain qui rassembla à partir de la fin 1925 une concentration de plus de 50.000 hommes servant des matériels renouvelés et en nombre important. Si Lyautey vit avec la guerre du Rif le crépuscule de sa carrière, et fut remplacé par Pétain qui apparut ensuite comme le grand vainqueur d’Abdelkrim, il ne faut pas pour autant en conclure qu’une doctrine a primé sur l’autre. Il faut plutôt comprendre que la pénétration pacifique et le fait de montrer sa force pour ne pas avoir à s’en servir correspond à une phase des opérations que l’on peut qualifier de stabilisation. Cette phase doit parfois céder rapidement la place à la coercition forte et massive, en particulier lorsque l’insurrection généralise. Pour autant, la connaissance des populations et de leurs mœurs ainsi que leur respect reste indispensable et demeure une des clés de la réussite sur le long terme, en particulier en territoire musulman où selon un proverbe berbère « le jour, on se bat, la nuit, on cause ». La description des moudjahidines rifains par le Général de Boisboissel ne lasse pas de faire penser aux insurgés afghans : « *berbères au sentiment identitaire très fort, quasi insulaire* », « *paysans guerriers par essence jaloux d’indépendance et de liberté, tout de suite en défense contre l’étranger, le voisin même, insoumis de naissance à toute autorité quelle qu’elle soit, sauf à l’impitoyable servitude imposée à sa rude existence par une nature farouche qui défend autant qu’elle opprime* ». Il s’agit de défaire militairement les combattants, afin de rallier les tribus qui naturellement se rangent du coté des plus forts, mais de ne jamais humilier ceux-ci en se commettant par des actes qui prenant valeur de symboles resteront des fractures irréparables. La réussite française, même dans l’offensive de Pétain doit ainsi beaucoup aux principes de respect des populations de Lyautey dont l’application contrastera beaucoup avec celle des alliés espagnols. Abdelkrim choisi ainsi de se rendre aux troupes françaises plutôt qu’espagnoles, et reçu l’ «*Aman »[[72]](#footnote-72)* selon la coutume de la guerre au Maroc : haie d’honneur des troupes françaises, puis exil plutôt que procès pour crimes de guerre.

Ces trois courts RETEX terrain, constitution de forces, et population et tactique générale, dépassant les analogies faciles du théâtre montagneux, des populations musulmanes et guerriers paysans, de la contre insurrection et de la multinationalité avec les théâtres d’aujourd’hui, justifient ainsi un réexamen approfondi de ce conflit oublié par la richesse de ses RETEX tactiques.

Ce n’est probablement pas par hasard si cette guerre révéla ou acheva de former nombre de nos grands chefs et théoriciens militaires en les marquant profondément : Juin, Leclerc, Catroux, de Lattre ou encore Beaufre.

Enfin, l’exemple méconnu du grand Lyautey, qui réclama avec force l’envoi de munitions à l’ypérite pour contrer la sauvagerie des rifains qui menaçaient de prendre le dessus et qui mutilaient et tuaient atrocement leurs prisonniers montre s’il en est encore besoin que nul, pas même les chefs prestigieux, les grandes puissances et les forces dites civilisées, n’est à l’abri de commettre aussi des atrocités en réaction.

**Votre tribune :**

**réponse aux auteurs**



# De la formule de remise

# de commandement

**au serment prêté au chef de l’État.**



*Lieutenant-colonel Claude FRANC[[73]](#footnote-73),*

*du CDEF/Division Doctrine*

**D**ans la dernière publication des «Cahiers» de décembre 2008, le Lieutenant-colonel Goya expose magistralement l’évolution qu’a connue la formule de remise de commandement depuis l’ordonnance de 1833 jusqu’à nos jours, formulation qui n’a d’ailleurs pas beaucoup connu d’évolution avec le temps.

Mais, elle a donné lieu à un avatar peu connu qui est sa transposition quasi littérale dans la formule de prestation de serment au chef de l’État que le régime de Vichy a imposé à tous les officiers dès la fin 1940.

La formule en était la suivante:

**Je jure fidélité à la personne du chef de l’État, promettant de lui obéir en tout ce qu’il me commandera pour le bien du service et le succès des armes de la France.**

Au lendemain du débarquement des Alliés en Afrique du Nord en novembre 1942, pour délier les officiers de ce serment au Maréchal Pétain, et leur permettre ainsi de reprendre le combat aux côtés des Alliés sans troubles de conscience, l’Amiral Darlan, nouvelle autorité française à Alger, a dû avoir recours à un subterfuge: il a accrédité la thèse de l’«accord intime» du chef de l’État, censé être tenu au silence officiel par une semi captivité en métropole, dès lors que la totalité du territoire national était à présent occupé. À Dakar, le Gouverneur général Boisson eut recours à la même casuistique pour apaiser les consciences à propos du serment et rallier ainsi l’Afrique Occidentale Française à la cause alliée. C’est ainsi que la thèse du «double jeu», supercherie de circonstance, mais dont l’heureux effet fut de faire passer en bloc l’armée d’Afrique à la dissidence en 1942, devint trois ans plus tard la clé de voute du système de défense retenu par les avocats du maréchal Pétain lors de sa comparution devant la Haute Cour.

C’est du moins la thèse de l’ouvrage que le Général Schmitt[[74]](#footnote-74), a consacré à ce douloureux problème et qu’il a intitulé: «***Pétain, le mythe du double jeu****»*. Selon lui, en la circonstance, seul l’Amiral Darlan aurait réellement joué un véritable double jeu.

Quoiqu’il en soit réellement, il n’en demeure pas moins que ce serment exigé des officiers a constitué pour beaucoup d’entre eux une réelle restriction morale à un ralliement à la dissidence et en agissant comme il l’a fait, l’Amiral Darlan a permis le maintien de l’unité de l’armée d’Afrique et son engagement immédiat face aux Allemands qu’«elle seule, dans les premiers temps, était à même de contenir en Tunisie»[[75]](#footnote-75).

## Leçons d’histoire

***Par le Lieutenant-colonel Michel GOYA,***

*de l’État-major des armées*



# Contre-guérilla

# en Malaisie (1948-1954)



**L**a lutte des Britanniques contre le Parti communiste malais (PCM) et son « armée de libération des races malaises» (ALRM) constitue un des rares succès d’une armée occidentale face à une guérilla moderne. À une époque où ce type de guerre semble redevenir le problème majeur des armées occidentales, il n’est pas inutile de revenir sur cette confrontation dont les ordres de grandeur sont assez proches du conflit en cours en Afghanistan.

##### L’ouverture

L’adversaire des Britanniques est un mouvement politico-militaire qui comprend environ 3 à 4.000 combattants de jungle et 7.000 miliciens de villages, soutenus par 30 à 40.000 civils (les *Min Yen*, informateurs, porteurs, etc.). Ce mouvement trouve sa force dans le mécontentement de la population chinoise (2 millions d’individus), dont il est presque totalement issu, et son refuge dans la jungle montagneuse (75% d’un territoire grand comme les deux-tiers de la France). Il a acquis sa légitimité durant l’occupation japonaise contre laquelle il a lutté et en occupant le vide administratif créé par cette même occupation. Son influence est cependant limitée hors de la communauté chinoise et la situation géographique de la Malaisie rend difficile toute aide extérieure.

En 1948, l’ALRM, selon la stratégie maoïste, commence par déclencher une vague d’assassinats d’Européens pour enrayer la vie économique et démontrer l’incapacité des autorités à assurer la sécurité. Elle escompte aussi que les représailles britanniques, qui ne manqueront pas de survenir, accroîtront le ressentiment de la population et donc aussi en retour les ressources humaines de la rébellion. Celle-ci pourra ainsi passer, par accroissements successifs, du terrorisme à la guérilla puis à la guerre conventionnelle.

Contrairement à la guerre d’Algérie où le cadre légal évoluera toujours en retard sur les évènements militaires, le haut-commissaire britannique Sir Edward Gent peut déclarer l’état d’urgence dès le 17 juin 1948. Les forces de sécurité reçoivent ainsi le pouvoir de fouiller les habitations et d’arrêter des suspects de leur propre initiative. La peine de mort est instaurée pour la possession d’une arme à feu. Mais comme ces pouvoirs légaux ne sont pas accompagnés des compétences anti-terroristes et anti-guérilla adéquates, le résultat initial est catastrophique. Les policiers, presque exclusivement d’ethnie malaise, sont peu nombreux, mal formés et ne pénètrent pas la population chinoise. Les militaires ne sont pas mieux adaptés pour faire face aux évènements. Il y a bien une dizaine de bataillons sur place, dont cinq de Gurkhas, mais tous sont en sous-effectifs et le nombre de combattants ne dépasse pas 4.000 hommes, vite renforcés il est vrai par une brigade complète.

Surtout les premières opérations militaires sont très maladroites. Les Britanniques n’engagent jamais moins d’un bataillon dans la jungle et avec peu de renseignements précis. Les actions terrestres et aériennes sont donc généralement inefficaces quand elles ne sont pas contre-productives lorsqu’elles frappent la population, comme en décembre 1948 lorsque des *Scots Guards* massacrent 26 civils ou quand des frappes aériennes en tuent ou blessent 43 autres deux ans plus tard.

Il est vrai que le contingent militaire est composé en majorité d’appelés, ce qui ne facilite pas l’apprentissage, et ressemble presque à une coalition avec des Britanniques côtoyant Australiens, Néo-Zélandais, Gurkhas, Malaisiens, Noirs africains de l’Ouest et Blancs rhodésiens. De plus, la police et l’armée coopèrent peu et les autres ministères ne se sentent pas concernés par le problème de la rébellion. La structure fédérale complexe de la Malaisie avec ses 11 états autonomes et ses 150 districts ajoute encore à la confusion. Au début de 1950, les attaques de l’ALRM dépassent 400 par mois, soit le double de 1948.

##### Du jeu d’échecs au jeu de go

La réussite des Britanniques va alors tenir à leur capacité d’évolution plus rapide que celle de leur adversaire et déclinée sur deux niveaux.

Le premier concerne la perception du conflit. En avril 1950, le général Harold Briggs[[76]](#footnote-76) devient «directeur des opérations» en Malaisie. Avec lui les Britanniques cessent de voir ce conflit comme un jeu d’échecs mais comme un jeu de go. Il ne s’agit plus de rechercher, comme dans le premier cas, une victoire rapide et définitive mais plutôt de multiplier les petites actions sur plusieurs «lignes d’opérations» parallèles (actions de police, actions militaires, administration civile) afin d’obtenir le contrôle de la majorité de la population chinoise. Après avoir perdu la phase d’«ouverture» de ce jeu de go (où les deux adversaires essaient de se constituer le plus vite possible des zones d’influence), les Britanniques espèrent ainsi gagner la phase centrale plus tactique et se placer ainsi en position de force pour la fin de partie qui, dans ce jeu, s’achève toujours par un accord mutuel et la victoire relative d’un des deux camps.

Alors que ce premier axe d’innovation de rupture est imposé par le haut commandement, un deuxième processus, plus incrémental, est également en jeu mais à l’initiative des exécutants. Le système militaire britannique dans l’ensemble plutôt rigide retrouve toujours de la souplesse face aux difficultés en laissant se former des «armées privées» à l’initiative de quelques officiers «entrepreneurs»[[77]](#footnote-77). L’armée britannique gagne ainsi grandement en efficacité grâce à quelques hommes comme le Lieutenant-colonel Walker, qui reçoit l’autorisation de créer une école de guerre de jungle, ou le Colonel Calvert, qui reforme le régiment SAS en 1950 pour en faire une unité de recherche humaine. Pour reprendre la métaphore des jeux, les Britanniques transforment, par imitation de l’adversaire, de lourdes pièces de jeu d’échecs en pions de go de plus en plus légers et capables

de prendre l’initiative dans le combat de jungle. Peut-être plus important encore, un service de renseignement spécifique, la *Special branch*, est développée par quelques brillants officiers de police (Nicol Gray puis surtout Jack Morton).

Sous l’égide de Briggs, les forces britanniques et malaises de plus en plus nombreuses (40.000 militaires et 45.000 policiers en 1951), de plus en plus efficaces et mieux coordonnées entre elles (création de comités de guerre «interagences» à tous les échelons administratifs, création d’un centre opérationnel commun) contrôlent une grande partie du «territoire social» malaisien, d’autant plus que la population la plus sensible à l’influence du PCM (sois les 400.000 Chinois les plus pauvres) a été regroupée dans des «nouveaux villages».

Tous ces efforts permettent de renverser une tendance initiale désastreuse et de contenir l’ennemi mais celui-ci a réussi également à s’incruster dans la population et continue à porter des coups. En octobre 1951, le nouveau haut-commissaire, Sir Henry Gurney, est assassiné au moment même où Briggs est obligé de se retirer pour des raisons de santé.

##### L’Empire contre-attaque

Avec l’assassinat de Gurney, le nouveau gouvernement Churchill décide d’aller encore plus loin dans l’intégration civilo-militaire en désignant le Général Templer, non plus comme simple directeur des opérations mais comme Haut-commissaire et Commandant en chef, à la manière d’un de Lattre un an plus tôt en Indochine.

Templer considère qu’il ne suffit pas de couper les neutres des sympathisants du PCM mais qu’il faut aussi se les attacher (l’expression «bataille des cœurs et des esprits» est de lui). Pour cela, il faut non seulement aider économiquement les populations les plus démunies, notamment celle des «nouveaux villages», mais il faut aussi, comme dans un processus électoral, offrir un projet politique clair et attrayant. Ce projet doit ensuite être soutenu par une action militaire légitime car précise, efficace et restant dans le cadre du droit (ce qui permet de qualifier comme criminel et non comme combattant un ennemi qui, lui, ne respecte pas le droit). Tout le monde doit comprendre que le camp légal est à la fois le plus séduisant et celui qui a le plus de chance de l’emporter, les deux perceptions se nourrissant mutuellement.

Le projet politique est proposé, le 19 mars 1952, lorsque Templer annonce devant le conseil législatif de Malaisie que l’indépendance sera accordée dès que la situation sera normalisée et que des élections libres seront organisées, où les Chinois seront pleinement représentés. Pour le reste, Templer poursuit la ligne de Briggs avec une intégration encore plus poussée entre action civile et sécuritaire[[78]](#footnote-78) et par la prise en compte de l’innovation «par le bas». Il crée pour cela une cellule de retour d’expérience qui analyse chaque combat, et un petit groupe de quatre hommes (un officier de l’Army, un officier de la RAF, un policier et un fonctionnaire malaisien) qui lui sert à la fois de «think tank» et de cellule d’inspection. En 1950, un *Manuel de conduite des opérations anti-terroristes en Malaisie* est édité puis réactualisé tous les quatre ans en fonction des innovations (coordination air-sol, emploi des hélicoptères, des indigènes, des retournés, etc...).

Les actions militaires au cœur de la population ont toujours des effets sur cette dernière. En s’efforçant de maîtriser parfaitement l’emploi de la force dans le cadre du droit, la police malaisienne (avec un effort de recrutement chinois) et l’armée britannique obtiennent de plus en plus de renseignement d’origine humaine. Elles sont ainsi capables d’organiser des opérations très ciblées[[79]](#footnote-79) qui augmentent le sentiment de sécurité de la population et donc aussi en retour la légitimité des forces. Il se crée ainsi un cercle vertueux accentué encore par une politique de récompense (aide économique et sociale, fin du couvre-feu et des limitations de déplacement) pour les secteurs pacifiés. Ces «zones blanches» assurent ensuite en grande partie leur auto-protection. Il y a ainsi 250.000 *Home guards* à la fin de 1953 qui s’avèrent dans l’ensemble très fiables (103 armes perdues pour 89.000 distribuées).

Entre 1952 et 1954, deux-tiers des combattants de l’ALRM sont éliminés et le nombre d’attaques mensuelles est divisé par cinq. La guérilla est désormais incapable de déstabiliser le pays. À la fin de l’année 1954, les premières élections nationales ont lieu et l’indépendance est accordée trois ans plus tard en même temps que la fin de l’état d’urgence. Les combats, menés désormais par le gouvernement indépendant, perdurent encore officiellement jusqu’en 1960 et officieusement jusqu’à la fin des années 1970 mais de façon résiduelle. Ce succès a été payé de la mort de 519 soldats britanniques et 1.346 policiers et soldats malais. L’ALRM de son côté a perdu 6.700 hommes tués et 5.000 autres capturés.

##### Conclusion

Les Britanniques l’ont emporté d’abord parce qu’ils ont su proposer à la majorité des indécis un projet politique séduisant et réaliste. Celui-ci a été soutenu par la légitimité et l’efficacité de la force de police (qui représentait clairement l’effort principal) et de la force militaire opérant dans des champs nettement différenciés (la seconde n’agissant que là où la première ne pouvait aller).

La légitimité des forces de sécurité a été obtenue par la maîtrise de la force et le respect du droit et l’efficacité a été le résultat d’un processus permanent d’innovation, initié par quelques officiers passionnés, puis organisé dans un cadre intellectuel permanent qui a permis de pallier les inconvénients du *turn over* et de l’hétérogénéité des unités.

Celles-ci ont rapidement gagné en souplesse et en légèreté (et non en puissance de feu) jusqu’à dominer l’ennemi sur son propre terrain. À la fin de la guerre, des compagnies d’appelés britanniques, soutenues et appuyées par air, vivaient pendant des semaines en jungle dans des bases provisoires à partir desquelles elles organisaient de multiples embuscades de section ou de groupe.

Cet effort militaire n’était pas destiné à éradiquer l’ennemi mais à le placer suffisamment sur la défensive pour permettre aux deux autres composantes, policière et administrative, d’œuvrer. Celles-ci n’ont toutefois pu le faire efficacement que parce que les pouvoirs étaient réunis dans une même autorité et que les actions étaient coordonnées à tous les échelons de décision par des comités communs. Le gouvernement local a pris progressivement en charge les opérations accroissant ainsi sa légitimité et donnant également plus de crédibilité au projet politique britannique.

Au bout du compte, tous ces efforts ont permis d’atteindre le seuil critique psychologique qui a mis fin à la phase tactique du «jeu de go» et permis d’aborder la dernière phase (les «négociations», implicites ou non ) en position de force.

# Les embuscades

# en perspective historique



**L**es embuscades et d’une manière générale les procédés de la «guerre de ruses et de stratagèmes» ne sont pas au cœur d’une culture militaire nationale façonnée par des siècles de tradition chevaleresque et de guerres souvent menées avec des volumes de forces longtemps sans équivalents en Europe. Rien qui incita donc à sortir du schéma de l’affrontement direct. Tout au plus peut-on citer, face à des adversaires qui avaient montré leur supériorité sur le champ de bataille, les campagnes de Bertrand du Guesclin à la fin du XIVème siècle, les actions des francs-tireurs en 1870 ou celles de la Résistance de 1940 à 1944.

Il s’agissait alors de modes d’action par défaut destinés à compenser une infériorité provisoire dans le domaine d’une guerre plus «recommandable» vers laquelle on revient dès que possible. Considérée comme étant à la limite de la «tricherie», l’embuscade n’est pas non plus utilisée à grande échelle dans ces affrontements directs. Il n’y a pas dans l’histoire militaire française d’équivalent à la victoire d’Hannibal écrasant par surprise l’armée de Flaminius entre le lac Trasimène et les collines le surplombant (15.000 morts et 10.000 prisonniers en 217 avant J.C.). En revanche, souvent placée en situation de force, l’armée française a dû faire face à ce genre de procédés en Espagne de 1808 à 1814, dans la conquête de l’Afrique du Nord ou pendant l’expédition du Mexique (1861-1867) sans par ailleurs que cela influe de manière décisive sur le cours général des opérations.

Avec les guerres de décolonisation, en revanche, les embuscades deviennent un problème majeur pour les Français.

## Les embuscades géantes d’Indochine

Contrairement à l’art de la guerre occidental, les armées extrême-orientales n’ont aucun scrupule à combiner les «moyens ordinaires» de la guerre classique aux «moyens extraordinaires» de la guérilla et, dans les deux cas, à utiliser des procédés jouant de la ruse et de la surprise. En Indochine, la grande innovation du Général Giap[[80]](#footnote-80) est l’emploi d’embuscades géantes.

La première du genre et la plus réussie a lieu en octobre 1950 le long de la route coloniale n°4, au bord laquelle Giap parvient à camoufler 20.000 hommes (30 bataillons) et à prendre au piège les colonnes Charton et Lepage. Du 1er au 12 octobre, sept bataillons français sont entièrement détruits (4.800 morts et disparus, 2.000 blessés, 450 véhicules et 120 mortiers perdus) et le corps expéditionnaire français (CEF) est au bord de la rupture.

Par la suite, Giap tentera d’attirer à nouveau le CEF dans d’autres grandes embuscades près du delta tonkinois (Vinh-Yen, en janvier 1951 et Mao-Khé en mars 1951) en attaquant des postes isolés et en cachant le gros de ses forces le long l’axe d’arrivée des renforts. Le CEF, commandé alors par de Lattre, parvient à éviter ces pièges mais désormais les Français hésitent à s’engager offensivement par les axes routiers. Lorsqu’ils s’y risquent à nouveau, ils subissent de nouvelles embuscades meurtrières (repli de l’opération Lorraine dans le Haut-Tonkin en novembre 1952, 1.200 pertes, et surtout destruction du groupe mobile n°100 en juin 1954 dans le Centre Annam, 3.500 pertes, 4 bataillons).

##### Les embuscades comme opérations d’information

La guerre d’Algérie est aussi une guerre d’embuscades mais d’un autre type. Contrairement au Viet-Minh, le FLN ne peut s’appuyer sur un rapport de forces favorable (il est même très défavorable), ni sur un milieu physique lui permettant de cacher des forces importantes. Dans ce contexte, le FLN comprend vite qu’il ne peut espérer porter aux Français des coups «physiques» décisifs à la manière du Viet-Minh. Il lui est possible, en revanche, de frapper l’opinion publique française grâce au développement des médias, en particulier la télévision, et la sensibilité de plus en plus grande des pertes humaines, notamment celles du contingent. Le FLN mènera donc des opérations d’information appuyées par des opérations militaires (et non l’inverse comme le font encore les armées occidentales).

Dans ce cadre, le harcèlement permanent, série de coups ponctuels dont les effets sont à chaque fois limités, ne permet pas d’atteindre le seuil critique nécessaire pour accéder au journal télévisé et de frapper les Français dans leur foyer[[81]](#footnote-81). Les embuscades, en portant des coups beaucoup plus significatifs, sont beaucoup plus efficaces médiatiquement (en même temps qu’une source majeure de récupération d’armement). Aussi le FLN va-t-il les multiplier sans jamais dépasser le volume de la katiba, limite supérieure de sa furtivité, et parvenir à tuer de cette façon environ 8.000 soldats français (soit une moyenne de deux ou trois par jour pendant 8 ans[[82]](#footnote-82)), ce qui représente un tiers des pertes totales[[83]](#footnote-83).

La plus importante de ces embuscades a lieu près de Palestro, en grande Kabylie. Le 18 mai 1956, une section de rappelés du 9ème RIC, sur le territoire algérien depuis une semaine, reçoit pour mission de reconnaître un douar non loin de la base. Après avoir pris contact avec la population locale, la section de 21 hommes s’engage sur une piste et tombe sur un groupe de rebelles aguerris et bien armés qui a préparé son embuscade depuis plusieurs jours avec l’aide de la population locale. Le combat dure 20 minutes. À l’issue, 16 soldats français sont morts ou mortellement blessés et les autres sont capturés. Une opération française de récupération est menée dès le lendemain qui parvient à détruire la bande mais ne récupère qu’un seul prisonnier vivant.

L’émotion en France est immense, d’autant plus que la mesure de rappel des réservistes est alors très contestée. L’armée découvre comment, par le phénomène d’amplification médiatique, ce qui lui apparaît comme un accrochage peut devenir une défaite d’opinion. Le FLN, et c’est un exemple rare, gagne ainsi la guerre tout en la perdant militairement.

##### Le temps des opérations extérieures

Dans les années qui suivent, l’Afrique est encore le lieu de combats parfois très durs comme en 1969-1970 au Tchad ou en 1978. Dans ce cadre, l’embuscade survenue le 11 octobre 1970 à Bedo au Tchad, reste la plus violente depuis la fin de la guerre d’Algérie. Ce jour-là, une colonne de 15 véhicules de la 6ème CPIMa est stoppée et attaquée par 130 rebelles étalés sur un kilomètre. Après deux heures de combat, la situation n’est rétablie que par l’action de la section de deuxième échelon qui, n’étant pas dans la nasse, parvient à déborder les rebelles, appuyée par des canons sans recul et des chasseurs Skyraider. Les pertes françaises s’élèvent à 12 morts[[84]](#footnote-84) et 25 blessés. Celles des rebelles dépassent les 60 morts.

Avec l’intervention en ex-Yougoslavie à partir de 1992, les troupes françaises découvrent des embuscades d’un nouveau type. À de nombreuses reprises en effet des convois ou des groupes isolés se retrouvent pris au piège par les groupes armés des différentes factions.

Pour ne citer qu’un seul exemple, à l’automne 1993, un petit détachement composé d’un VBL et d’un groupe d’infanterie sur VAB est envoyé dans la vieille ville de Sarajevo pour secourir un observateur de l’ONU. Le détachement est guidé par des miliciens qui l’amènent dans une nasse ou les deux véhicules sont bloqués et encerclés par une section de soldats bosniaques bien équipés (c’est sans doute un des premiers cas d’embuscades urbaines dont nous sommes victimes). Les soldats français sont entièrement dépouillés de leurs équipements.

Ces situations sont le résultat d’une situation très ambiguë qui a amené à oublier les principes de la guerre et à adopter des postures «anti-tactiques» (émiettement des forces, peu ou pas de sûreté, etc.) sous le prétexte que le statut de non belligérance était la meilleure des protections. Cela a conduit à l’acceptation de rapports de force tellement défavorables qu’ils en devenaient finalement moins dangereux, les Français n’ayant souvent pas d’autre choix que la reddition.

## L’embarras français et les solutions adoptées

Les embuscades et le harcèlement posent des problèmes à toutes les armées mais l’armée française semble particulièrement vulnérable du fait d’un certain nombre de biais psychologiques et culturels. On a évoqué plus haut le manque de goût pour un type de combat jugé un peu malhonnête et indigne de «vrais» combattants, on peut y ajouter, et cela est lié, un certain mépris pour les adversaires qui le pratiquent. Certains officiers français ont ainsi jugé Giap incapable de commander plus qu’un bataillon et ont été abasourdis par la perfection de l’embuscade sur la RC4.

De la même façon, un certain paternalisme, pour ne pas parler de racisme, vis-à-vis des populations vietnamiennes et arabes a longtemps entretenu les idées dangereuses que d’une part ces populations nous appréciaient forcément et d’autre part qu’elles étaient incapables de produire des combattants soit valeureux[[85]](#footnote-85), soit intelligents.

On peut citer également une certaine négligence pour ce qui relève de la «micro-tactique». Il n’y pas en France de culture de la puissance de feu comme aux États-Unis et notre infanterie a toujours été plutôt en retard en la matière. Il n’y a pas non plus en France de culture du drill rigoureux comme chez les Britanniques, ce qui constitue une seconde faiblesse majeure pour faire face à des contextes où il faut réagir très vite et très fort. La multiplication des missions de maintien de la paix depuis 1978 n’a bien sûr pas amélioré les choses.

Pour autant, en Indochine et surtout en Algérie les Français ont su trouver des solutions pour faire face à la menace des embuscades. Cela est passé par deux voies apparemment divergentes mais finalement complémentaires. La première a consisté à augmenter la capacité de résistance des unités aux attaques par le nombre, le blindage, la rapidité d’action et la possibilité de projeter très vite des feux puissants sur les positions adverses (moyens organiques des compagnies, bases de feux et d’appui aérien dispersées). Le seconde a consisté à développer des forces légères indépendantes des axes, grâce à la troisième dimension (OAP en Indochine, OHP en Algérie) ou à la présence permanente sur le terrain (partisans, commandos de chasse).

Nos alliés anglo-saxons ont évolué dans ces deux directions à la suite de leur expérience de plusieurs années de contre-guérilla en Irak et dans le Sud afghan. Nous nous y sommes engagés également mais avec retard et en conservant des lacunes qu’il s’agit désormais de combler.

# La guerre vraiment

# au milieu des populations



«***La vraie guerre est parmi les gens***

***et non parmi les montagnes***»

*Général (USMC) Victor Krulak*

**L**es conflits de contre-guérilla laissent apparaître deux grands modes opératoires pour les forces régulières: des opérations de «va-et-vient» à partir de bases (reconnaissances en force, patrouilles, raids aéroterrestres, etc.) ou des opérations de présence permanente au sein de la population (postes en Indochine, GCMA, SAS en Algérie, etc.). Les actions militaires de la Coalition en Afghanistan relèvent actuellement presque entièrement du premier mode, en grande partie parce que celui-ci paraît plus sûr. L’Histoire militaire tend pourtant à montrer que le deuxième mode, sous certaines conditions, est non seulement plus efficace contre l’ennemi irrégulier mais également moins coûteux en vie humaine et largement moins onéreux. À cet égard, l’expérience des *Combined action platoons* (CAP) durant la guerre du Vietnam est particulièrement intéressante car elle est une des seules, parmi ces opérations de présence, à avoir fait l’objet d’analyses scientifiques.

##### Naissance d’une innovation tactique

Dans les conflits au milieu des populations, il est important de bien analyser son ennemi. En 1964, lorsqu’il prend le commandement des forces américaines au Vietnam, le Général Westmoreland, de l’US Army, considére le Viêt-cong (VC) comme un auxiliaire de l’armée nord-vietnamienne (ANV), à la manière des partisans soviétiques combattants en liaison avec l’Armée rouge. Il engage donc les forces américaines dans la recherche et la destruction de ces bandes armées sans se préoccuper du sort de la population sud-vietnamienne. De son côté, le Corps des Marines, qui prend en charge en 1965 la zone du Ier corps d’armée sud-vietnamien au Nord du pays, analyse le Viêt-cong comme un mouvement politique national qu’il faut couper de son soutien local. Tout en combattant les unités régulières VC-ANV, le Général Walt du Corps des Marines décide donc de s’intéresser aussi à la population et confie des zones de quadrillage à ses bataillons.

Les innovations militaires sont avant tout le fruit d’une forte incitation et de la possession d’informations pertinentes. En temps de paix, ce sont principalement les organes de réflexion institutionnels qui disposent de ces deux éléments. En temps de guerre et surtout de guerre d’un type nouveau comme au Vietnam, ce sont les unités qui ont des missions à remplir au contact de l’ennemi qui forment le moteur des évolutions. L’idée des *Combined action platoons* (CAP) naît ainsi du décalage entre les effectifs des bataillons de Marines déployés sur le terrain et la dimension de leurs zones de responsabilité. Un bataillon crée sa propre force de supplétifs volontaires, un autre entreprend d’entraîner plus efficacement les forces populaires (FP, milices villageoises sud-vietnamiennes) de son secteur. En s’inspirant surtout des méthodes utilisées par les Marines au Nicaragua de 1925 à 1933, le chef du 3ème Bataillon du 4ème Régiment propose de son côté d’injecter un groupe de combat (14 Marines et 1 infirmier de la Navy) dans chaque section des FP de son secteur (15 à 35 hommes au maximum).

Imprégné de la culture des «Banana wars» de l’entre deux-guerres, le commandement du Corps donne son accord à cette dernière idée et une première expérience débute en août 1965 dans la province de Phu Lai, près de la base de Danang, avec une section d’infanterie répartie dans quatre sections de FP. La mission de ces sections mixtes est triple:

* contrôler la zone peuplée et interdire son accès au Viet-cong,
* renseigner sur les besoins des populations et sur les activités de l’ennemi,
* former les forces populaires de manière à ce qu’elle puisse se passer des Américains.

Cette première expérience permet de mettre en évidence les difficultés d’une telle «greffe» (langue, adéquation culturelle, décalage de combativité avec les FP) mais aussi des grandes potentialités de l’association des capacités tactiques américaines et de la connaissance du milieu des Vietnamiens.

##### Extension, transformation et blocage

Au début de 1966, le succès de ces premières CAP est tel qu’il est décidé d’en former quatre supplémentaires chaque mois avec des volontaires américains acceptant de passer au moins six mois dans un village vietnamien, quite à prolonger leur tour de service au Vietnam[[86]](#footnote-86). Un premier bilan réalisé à la fin de l’année montre que la «zone CAP» est deux fois plus sécurisée que celle où les Américains ne pratiquent que du «*search and destroy*». Le Viêt-cong n’y recrute pratiquement plus et ne peut plus y percevoir de taxes et de riz alors que l’administration du gouvernement républicain peut s’y exercer normalement. Le taux de désertion des FP y est resté pratiquement nul (contre plus de 15% dans l’ensemble du Sud-Vietnam) et pour 6 Marines et 5 FP tués, 266 VC-ANV ont été éliminés. Il est vrai que les Communistes (entre 30 et 50.000 combattants dans la zone du Ier Corps) ont été peu agressifs contre cette expérience, persuadés qu’elle échouerait d’elle-même par la maladresse des Américains.

En réalité ceux-ci sont très prudents et très progressifs dans leur insertion dans les villages (3.500 habitants en moyenne). Après deux semaines de stage dans l’école CAP, les Américains commencent par effectuer de pures opérations de sécurité en périphérie du village pour apprendre à communiquer avec les FP et connaître le milieu humain, physique et animal (le comportement des buffles par exemple). Ce n’est que dans un deuxième temps que les Américains pénètrent dans le village et y logent au milieu des habitants (en payant un loyer). Leur quotidien est fait de patrouilles-embuscades (la norme est de trois par jour dont deux de nuit), d’instruction mutuelle et de recueil de renseignements.

Une nouvelle évolution survient en octobre 1967 lorsque les CAP sont retirées du commandement des bataillons pour être intégrées dans une structure centralisée de compagnies (pour la coordination tactique) et de groupes (par le soutien logistique et la gestion des ressources humaines). L’ensemble est rattaché directement à l’état-major de la IIIème *Marine amphibious force*.

Lorsque débute l’offensive du Têt, fin janvier 1968, il existe plus de 80 CAP, fortes de presque 1.800 Américains et de plus de 3.000 Vietnamiens. À ce moment-là, les communistes ont compris la menace que celles-ci pouvait représenter et alors que les CAP ne protègent que 10% de la population de la zone du Ier corps, ils concentrent contre elles près de 40% de leurs attaques. Bien que leurs pertes soient lourdes (120 Marines tués en cinq mois[[87]](#footnote-87)), aucune CAP n’est détruite grâce à la rapidité d’intervention des renforts et des appuis feux. À la fin de la bataille, pour éviter qu’elles ne constituent plus des cibles fixes à l’intérieur des villages, les CAP deviennent nomades. Leur vie est un peu plus rude et leur imprégnation dans le milieu humain un peu moins profond mais elles sont plus offensives et peuvent mieux utiliser la puissance de feu américaine en portant le combat hors des villages.

L’année 1969 est celle de la plus grande activité. Le nombre de CAP atteint la centaine répartie dans 14 compagnies et quatre groupes avec plus de 2.200 soldats américains et près du double de Vietnamiens. Chacune d’entre elles effectue dans l’année environ 1.500 patrouilles-embuscades pour éliminer en moyenne 24 ennemis, tués ou capturés, au prix d’un mort américain et d’un mort FP, soit un *kill ratio* identique aux sections composées de seuls Américains et cinq fois supérieur à celui des sections PF composées de seuls Vietnamiens. Un Américain inséré dans une CAP élimine donc deux fois plus d’ennemis (et pour un coût financier au moins trois fois inférieur) qu’un Américain agissant au sein d’une unité de combat purement nationale, tout en aidant la population et en instruisant les forces locales[[88]](#footnote-88). Durant cette année 1969, les CAP représentent 1% des pertes totales américaines au cours de l’année 1969 pour environ 2% des combattants. La protection invisible de la connaissance du milieu physique et du renseignement fourni par la population s’avère ainsi plus efficace que les murs des bases[[89]](#footnote-89).

Grâce à cette protection, les pertes par mines et pièges sont marginales dans les CAP alors qu’elles représentent 30% des pertes totales américaines. Grâce à elle encore, les CAP ont l’initiative des combats dans plus de 70% des cas, ce qui suffit généralement à l’emporter, alors que la proportion est inverse avec les opérations de «va et vient» depuis les bases, ce que les bataillons américains sont obligés de compenser par une débauche de feux[[90]](#footnote-90).

Le CAP décline très rapidement dans l’année 1970, en proportion du retrait militaire terrestre américain. La dernière est dissoute en mai 1971.

Il est intéressant de noter que malgré leur efficacité les CAP n’ont connu qu’une extension limitée en effectifs américains à l’équivalent de trois bataillons, exemple parfait d’innovation militaire performante étouffée par des considérations autres qu’opérationnelles. Par leur mixité de missions et de composition, les CAP se sont trouvées à la croisée de trois commandements hostiles: le commandement militaire sud-vietnamien qui n’aimait pas voir une partie de ses forces lui échapper, l’ambassadeur américain Robert Komer qui estimait avoir le monopole de tout ce qui relevait de la pacification et le haut-commandement militaire américain au Vietnam qui dénonçait dans les CAP un gaspillage de moyens au détriment des opérations offensives de «recherche et destruction». Plus profondément, comme le souligne Douglas Blaufarb dans «***The counterinsurgency era: US doctrine and performance****»* (1977):

*«Le commandement a été incapable d’admettre la conclusion implicite du succès du CAP qui était que les ressources immenses dont il disposait en équipement et technologie étaient inadaptées à ce type de guerre»[[91]](#footnote-91).*

L’idée des CAP a été reprise par les Marines lors de leur prise en compte de la province irakienne d’Anbar en avril 2004 avec un résultat d’abord très mitigé tant la situation était alors grave, le ressentiment anti-américain fort et les forces locales infiltrées. Mais l’expérience a été maintenue puis reprise par certaines grandes unités de l’US Army pour finir par s’imposer sous la forme de postes mixtes urbains permanents irako-américains. Cette proximité croissante, alors que parallèlement les djihadistes d’Al Qaïda devenaient de plus en plus odieux, a été un facteur essentiel du retournement sunnite de 2007 et du jugulement du chaos en Irak.

La méthode des unités mixtes ne suffit évidemment pas à vaincre une guérilla mais elle constitue, dans le système complet nécessaire à ce type de conflit, un instrument d’un rapport coût-efficacité remarquable autant qu’une aventure exaltante.

# L’homme dans la zone de mort



*«****Le cœur humain est le point de départ de toutes choses à la guerre****»*

Maurice de Saxe

**D**epuis des millénaires, des soldats s’élancent vers la mort alors que tout leur être profond leur intime de ne pas le faire. Beaucoup d’entre eux l’on fait sous l’emprise d’une contrainte qui ne leur laissait le choix qu’entre la mort possible devant et la mort certaine à l’arrière par exécution en cas d’hésitation ou de fuite. Dans ce cas, l’obéissance se confondait avec la servitude. Cette explication par la contrainte n’a plus cours dans une armée démocratique moderne. L’idée de l’obéissance par la seule contrainte est même saugrenue pour un soldat professionnel qui embrasse le métier des armes et choisit de servir dans des unités «à risque» en toute connaissance de cause. Mais même pendant la Grande Guerre, à l’époque de la mort de masse pour des millions d’appelés, ce n’était pas la peur du «peloton d’exécution», au total aussi meurtrier en quatre ans qu’une matinée à Verdun, qui faisait agir les hommes: *«Conseil de guerre ou médaille militaire, qui donc y pense dans une vague d’assaut? On marche dans du danger, dans la mort; que pèsent les babioles de la justice humaine?»* (carnet du Lieutenant d’infanterie Marot, 1916).

Ecarter cette hypothèse de contrainte extérieure fait-il pour autant de l’acte de combattre un acte libre? Oui, à condition que la liberté ne soit pas l’ignorance de ce qui nous fait agir. Comme la proximité d’un trou noir modifie les lois de la physique, la mort est un objet à forte gravité qui métamorphose les hommes. S’engager dans un combat, c’est pénétrer et se débattre dans une bulle de violence aux lois psychologiques propres. En sortir, c’est se réveiller d’un cauchemar. Mais est-on libre dans un cauchemar? Conserve-t-on quelques centimètres de libre-arbitre dans l’entrelacs des fils biochimiques et moraux?

##### La bataille est une morphine

Pendant la guerre du Golfe (1991), une section de fantassins français reçoit l’ordre de s’emparer de quelques bunkers tenus pas une poignée de soldats irakiens. Les quatre VAB foncent en parallèle vers l’objectif alors que les mitrailleurs de bord ouvrent le feu. L’un d’entre eux est tellement hypnotisé par sa cible qu’il ne remarque pas qu’il va tirer sur un VAB qui dépasse le sien. Le sous-officier adjoint est obligé de le maîtriser. Une fois parvenus devant l’objectif, les hommes débarquent. Certains d’entre eux sont munis de grenades au bout de leur FAMAS. Se sentant impuissants puisqu’ils ne peuvent ouvrir le feu normalement pour se défendre, ils tirent tous leurs grenades, sans ordre et à peu près n’importe où, pour s’en débarrasser. Un tireur antichar reçoit l’ordre de tirer une roquette sur un bunker. Il exécute l’ordre mais sans bouger de sa position, juste devant un VAB. Il est donc emporté par le souffle qui rebondit sur le véhicule. Au moment de monter à l’assaut, un caporal-chef, s’assied dans le sable, paralysé.

La peur règne sur le champ de bataille et son emprise présente plusieurs visages. Dès le début de l’action, la troupe se fractionne suivant deux «réactions de survie»: la stimulation et l’inhibition. Dans le premier cas, l’organisme fait appel à toutes ses ressources (l’adrénaline en particulier) pour «faire face» au danger; dans le deuxième, au contraire, la peur freine l’individu dans son approche du risque.

Il se forme donc deux groupes inégaux et fluctuants, les «acteurs» et les «figurants», comme l’expliquait le Général Depuy, un des réorganisateurs de l’US Army dans les années 1970, et ancien commandant de bataillon pendant la Seconde Guerre mondiale:

«*Si vous les laissez seuls, seulement 10% des soldats prendront réellement des initiatives, bougeront, ouvriront le feu, lanceront des grenades et ainsi de suite. Les autres 90% se défendront s’ils ont à le faire, mais ne feront rien d’autre à moins qu’un cadre ne leur donne l’ordre de le faire, auquel cas ils le feront sans discuter*».

Est-ce à dire que les «figurants» ne veulent pas se battre? Au contraire, l’action est le meilleur remède pour soulager le stress. Le problème est que la pression cognitive est trop forte pour eux et qu’ils sont souvent incapables de faire des choix importants par eux-mêmes. Ils attendent donc que l’on pense à leur place et qu’on leur donne des ordres. Si ceux-ci ne viennent pas, ils imiteront le premier modèle qui se présente à eux, y compris des paniques ou, au contraire, des assauts suicidaires.

Pour réduire la pression cognitive leur vision du combat est souvent limitée et focalisée sur leur propre situation ou leur environnement immédiat, ce qui fait qu’ils sont souvent incapables, après l’action, de raconter un combat dans son ensemble. Mais s’il est difficile de savoir ce que font réellement les voisins, le simple fait de les savoir proches rassure ou stimule. Toute troupe tend donc inconsciemment à se resserrer pour refouler la peur individuelle et chercher des modèles et des ordres auprès des «acteurs». Le capitaine Marchand, dans son rapport sur la participation de sa compagnie à l'assaut sur la maison de la radio à Bangui (1997) soulignait la tendance de ses légionnaires *«à s'agglutiner les uns aux autres pour se rassurer»* et à se focaliser *«sur l'objectif, en oubliant les autres directions toutes aussi dangereuses».* Il note surtout que *«tout le monde attendait l'ordre de l'échelon supérieur pour faire quoi que ce soit».*

En résumé, en situation de peur intense, les attitudes des hommes sont variées et très dépendantes des réactions physiologiques. Pour autant, sauf dans les cas extrêmes, il existe toujours une certaine marge de manœuvre. Sans elle, les hommes seraient rapidement fauchés par les multiples menaces.

##### Stratège sur trente mètres

Durant la Première Guerre mondiale, les pertes au combat des Poilus ont diminué de manière inversement proportionnelle à la quantité d’instruments de mort qui leur étaient opposés. Cet étrange paradoxe s’explique simplement par le fait que le soldat devenait de plus en plus «difficile à tuer» avec le temps, parce qu’il s’était adapté à ce monde d’une hostilité extrême, comme les Inuïts aux conditions du Grand Nord. Werner Beumelberg dans «***La guerre mondiale vue par un Allemand****»* et ancien combattant lui-même décrit ainsi le soldat de 1918:

*«Le soldat, c’est maintenant une somme d’expérience et d’instincts, un spécialiste du champ de bataille; il connaît tout: son oreille contrôle instinctivement tous les bruits, son nez toutes les odeurs, celle du chlore, des gaz, de la poudre, des cadavres et toutes les nuances qui les séparent. Il sait tirer avec les mitrailleuses lourde et légère, avec le minen, le lance-grenades, sans parler de la grenade à main et du fusil, qui sont son pain quotidien. Il connaît toute la gamme des obus, du 75 au 420, le tir tendu et le tir courbe, et saura bientôt comment il faut se tirer d’affaire avec les chars».*

Le combattant de première ligne est un stratège, plus ou moins doué et actif, utilisant toutes ses ressources pour évoluer dans la zone de mort où tout est affaire de détails minuscules, qui se mesurent en centimètres ou en fractions de secondes et dont l’accumulation peut faire la différence entre la vie et la mort. Cela suppose d’analyser en quelques fractions de secondes une multitude de paramètres.

L’instrument premier du combattant est la mémoire à court terme, sorte de «bureau mental» qui permet de manipuler un certain nombre d’objets (objectif à atteindre, position des amis et des menaces, etc…). Cette capacité est cependant limitée à environ sept objets, souvent perturbée par les déformations psychologiques décrites plus haut et soumise à une pression cognitive proportionnelle à la complexité de la tâche à accomplir. L’efficacité intellectuelle (et donc la marge de libre-arbitre) est alors proportionnelle à l’aisance avec laquelle on estime pouvoir faire face à la situation.

Cette aisance dépend en grande partie des clefs dont on dispose pour comprendre la situation. L’expert «voit» ainsi tout de suite des choses qui échappent au novice. Prenons l’exemple du bruit des balles. Une balle, animée d’une vitesse initiale supérieure à celle du son, produit par son frottement dans l’air un «bang» supersonique et un sifflement qui accompagnent le projectile sur sa trajectoire. Ces bruits sont distincts de la détonation du départ. La connaissance de ce phénomène permet de déterminer l’origine du tir en repérant le bruit plus sourd et plus tardif de la détonation de départ. L’écart entre le claquement et la détonation peut même fournir la distance de l’ennemi (à raison de 300 mètres par seconde d’écart). Si le sifflement est perçu, cela signifie de manière certaine que l’on est dans l’axe du tir. Un fantassin expérimenté donne ainsi du sens au moindre détail sonore alors qu’un «bleu» reste dans la confusion. Dans cet exemple, le novice aura tendance à confondre le claquement de la balle avec la détonation de départ et donc à se tromper dangereusement.

Le combattant est donc en permanence en observation de son environnement. L’apparition d’une information «saillante» modifie cette vision et entraîne un processus d’analyse et de réaction, de durée très variable, en fonction de la complexité de la situation et surtout du «crédit de temps» dont on dispose. Il s’agit, à chaque fois, d’une combinaison de souvenir et de réflexion logique. Lorsque la situation est familière, le réflexe est de choisir une solution qui a bien fonctionné précédemment dans des cas similaires. Cela permet d’avoir une réponse sans doute convenable dans un délai très court. Si la situation ne ressemble pas quelque chose de connu ou si la solution qui vient à l’esprit ne convient pas, la réflexion «logique» prend le relais. Un novice qui, par définition, ne possède qu’une faible expérience, sera obligé de compenser cette lacune par plus de réflexion logique. Or, comme celle-ci est beaucoup plus longue et coûteuse en énergie que l’appel aux souvenirs, il aura tendance à utiliser des cycles plus longs que ceux de l’expert ou à tenter de réduire la difficulté de la tâche, par exemple, pour un cadre, en commandant à un niveau inférieur au sien. Il risque de se trouver dans une position délicate face à une surprise ou des adversaires plus rapides.

L’analyse offre rarement plus de deux options. Le choix est alors conditionné par quelques critères: la mission reçue, les valeurs morales, les objectifs personnels («être à la hauteur», mettre en confiance le groupe, etc...) et le seuil de risque. La solution choisie est alors très souvent la première qui satisfait à tous ces critères.

##### La logique de l’honneur

Une autre approche, plus utilitariste, peut être tentée à partir du fameux dilemme des deux prisonniers séparés qui ont chacun le choix entre avouer ou non et dont le sort est lié au choix de l’autre. Le soldat sait que l’issue sera la victoire ou la défaite. Il sait aussi qu’il ne constitue lui-même qu’une petite fraction de la troupe. S’il se donne «à fond» son action n’aura généralement qu’une influence limitée sur les événements mais en revanche il augmentera sensiblement les risques de se faire blesser ou tuer. Logiquement, il a donc, ainsi que tous ses camarades, intérêt à ne pas agir, ce qui peut rendre difficile la conduite de la bataille. De plus, s’il estime que ses voisins pensent comme lui et s’apprêtent à ne rien faire ou s’enfuir, sa conviction qu’il ne sert à rien de lutter s’en trouvera renforcée.

Tout cela aboutit logiquement à des comportements non seulement moutonnier mais aussi de simulation. On adopte alors une posture permettant d’obéir aux ordres tout en évitant au maximum le danger. En 1941, les Britanniques entreprirent l’étude scientifique de l’efficacité de leurs raids de bombardement sur la Ruhr; ils s’aperçurent que 90% des équipages de bombardiers avaient largué leurs bombes au-delà de 8 km de l’objectif. Après Gettysburg (1863), sur les 28.000 fusils récupérés sur le champ de bataille, 12.000 étaient chargés plus d’une fois, et l’un d’entre eux était même chargé 23 fois. De nombreux soldats des deux camps passaient donc leur temps à charger leur fusil, simulant ainsi le combat tout en ne le pratiquant pas. Compte tenu de tous ses facteurs, la question qui se pose alors est celle de l’obtention d’un «rendement» global efficace de la troupe.

La solution la plus évidente consiste à instaurer la surveillance étroite de l’encadrement. Le problème est que cela impose une centralisation et un regroupement des hommes sous les yeux du chef, incompatible avec la létalité du combat moderne. C’est tout le malheur de l’infanterie française de la Première Guerre mondiale où on ne fait pas confiance au soldat et où les sections, voire les compagnies, agissent en «bloc» sur une ligne à un pas d’intervalle. Il faut attendre 1916 pour décentraliser le combat au niveau de la section, puis l’année suivante pour enfin confier une responsabilité tactique à des sergents.

En réalité, cette surveillance est infiniment moins puissante que celle de la responsabilité mutuelle. Pour Jean-Paul Sartre, dans «***Le structuralisme est un humanisme****»,* «l’enfer, c’est les autres», car la honte n’existe que par le regard d’autrui. Malgré la peur, les hommes sont peu disposés à agir de façon à ce que leurs actes puissent être pris pour de la couardise de la part de gens qu’ils connaissent. La plupart préfèrent alors la souffrance à la honte de passer pour lâche: *«L’homme incapable de se dominer pour faire face dignement au danger est aussi incapable, le plus souvent, de se résoudre à la honte épouvantable d’une fuite publique. Pour fuir ainsi, il faudrait une volonté, une sorte de bravoure.»* (Paul Lintier, «***Ma pièce****»*, 1917).

Pour le Général britannique Gardiner, parlant de la guerre des Malouines,

«*nous y sommes allés [au combat] parce que nos amis y allaient. Nous voulions y aller avec eux car je pense que les hommes ne veulent pas être regardés comme ayant laissé tomber leurs amis. C’est cet honneur, ce besoin de respect personnel en tant qu’individu qui constitue le ciment de chaque unité et aussi entre les groupes, pelotons et compagnies*».

Ces cellules primaires, nouvelles familles des soldats, sont intégrées dans des corps de forte armature psychologique. Le régiment, le bâtiment ou l’escadrille constituent des nations en miniature, avec une histoire, une culture, des valeurs et une pérennité: «*Qui n’a pas fait campagne ne peut comprendre avec quelle émotion un troupier dit: mon régiment, ma compagnie, mon escouade* (Jean Galtier-Boissière, «***Un hiver à Souchez****»*).

Ne peut-il cependant y avoir, à l’origine de l’obéissance, des valeurs sinon plus nobles du moins plus politiques ou idéologiques comme le patriotisme? Pendant la Grande Guerre, lors de son départ de son centre d’entraînement de la Valbonne l’instructeur du Sergent du Montcel leur avait fait crier «Vive la France!». Au front, *«une semblable manifestation paraîtrait déplacée et presque grotesque. Et pourtant nous vivons dans une atmosphère d’énergie toute différente…»* (Emile Mairet, dans les *«****Carnets d’un combattant****»)*, abonde dans ce sens «*Prenez cent hommes du peuple, parlez-leur de la patrie: la moitié vous rira au nez, de stupeur et d’incompréhension».* Cela ne veut pas dire que le patriotisme est absent, loin s’en faut, mais il est intériorisé, intégré, dans un tissu plus complexe. Actuellement, la Patrie n’est plus en danger de mort, semble-t-il, et les valeurs peuvent s’appeler droit international, protection à une population agressée, secours aux ressortissants français, etc...Comme chez les Poilus, l’intégration de ces valeurs est nécessaire et constitue un soutien indéniable mais le moment de l’action n’est plus le moment pour y penser.

Comme un médecin qui change de patient en permanence, le soldat professionnel moderne change de contexte d’action très régulièrement. Lorsqu’il prend des risques, c’est la flamme du libre-arbitre qui l’éclaire et l’anime avec plus ou moins de force. Cette flamme soumise à la tempête se consume à la cire de la confiance qu’il s’accorde, qu’on lui accorde et qu’il partage avec ses camarades et ses chefs. Que cette flamme s’éteigne et c’est la responsabilité qui s’éteint.

****

**On a aimé**

# De l’autre côté de l’eau,

# Indochine 1950-1952[[92]](#footnote-92)



# Du Général de corps d’armée (2S)

# Dominique GOURLEZ de LA MOTTE

**Préface de Stéphane AUDOIN-ROUZEAU.**

**D**ominique de La Motte raconte dans ce livre son expérience à la tête d’un commando de partisans dans le cadre de la pacification du Sud Viêt-Nam.

Le Général de La Motte est issu de St-Cyr, il sert deux fois en Indochine (50-52 et 53-55) puis en Algérie (59-62). Il commande ensuite le 12ème Cuirassier, puis la 16ème Brigade d’infanterie Mécanisée, l’école de Saumur et enfin la IVème région militaire. Il entre dans la 2e section en 1985.

Ce récit bref, nerveux et parfois drôle n’est pas une théorie mais des Mémoires amoureux, ceux de l’exercice d’un commandement hors norme, intégral! Il prend rapidement une dimension romanesque et même poétique où l’on retrouve une atmosphère proche de «***L’adieu au Roi****»* de Pierre Schoendoerffer[[93]](#footnote-93).

Stéphane Audoin-Rouzeau, célèbre historien de l’expérience combattante[[94]](#footnote-94), qui a établi cette édition, ne s’y trompe pas. Il écrit dans sa préface: «*Surplombée de trop haut par la grande tragédie de Diên Biên Phu, recouverte ensuite par le conflit algérien, la guerre d’Indochine est une guerre oubliée. Par la force de son récit, Dominique de La Motte nous la jette au visage…L’acier dont [ses lignes] sont faites coupe comme une lame*». Pour lui, c’est un témoignage au cœur de la liberté et de la fascination de la guerre.

Mais ce texte va au-delà.

Pour l’officier d’état-major d’aujourd’hui, l’intérêt est plutôt que cette expérience s’inscrit dans une guerre contre insurrectionnelle – la pacification de la Cochinchine – et met en lumière un outil particulier: le commando de partisans.

Or, au début des années 1950, quand le Général de Lattre décide la pacification, il doit l’imposer de tout son prestige. Cela peut surprendre à la lecture de récits ultérieurs comme ceux d’Alquier et surtout de Galula dans lesquels la pacification apparaît comme une doctrine bien définie et partagée. Mais au moment où La Motte prend le commandement de son commando tel n’est pas le cas. Il rapporte notamment comment son colonel se fait sévèrement «*recadrer*» par le Commandant en chef car il refusait d’engager ses officiers de cavalerie dans de telles opérations. Il raconte également combien son action restait incomprise, sur le moment, de la plupart des officiers.

Lui-même d’ailleurs n’est pas un professionnel de la pacification, il l’apprend en marchant, au sens propre comme au figuré. Il se rend compte de l’énorme déficit de formation et de doctrine et donc du peu de chances de succès alors qu’il faut tout inventer avec des outils peu appropriés.

L’outil, c'est-à-dire le commando de partisans, est effectivement peu adapté à la pacification d’un secteur donné, c'est-à-dire à une véritable normalisation. C’était sans doute une erreur de théorie et de commandement que d’utiliser ce moyen pour cet objectif dans une zone limitée de quelques dizaines de kilomètres de côté.

En revanche, il est pleinement efficace pour mener des opérations spéciales et c’est en cela que Dominique de La Motte excelle. Il parviendra d’ailleurs à éliminer le commandant Vietminh de son secteur.

Ce récit présente donc le double intérêt d’une expérience atypique de commandement alors que la pacification est encore dans l’enfance et apporte une intéressante illustration de la place des opérations commando dans le cadre de la guerre contre-insurrectionnelle.

*Par le Capitaine (ORSEM) Matthieu Meissonnier*

**\***

**\* \***

# Géopolitique de la Chine:

# du bronze antique au plutonium[[95]](#footnote-95)



**par Monsieur. Denis LAMBERT[[96]](#footnote-96),**

**L**a Chine est passée en quelques années de la 7ème à la 2ème place en pouvoir d’achat, possède les plus importantes réserves financières du monde et se montre indispensable aux États-Unis pour acheter les bons du Trésor qui compensent son déséquilibre commercial. La Chine est devenue l’usine mais aussi le créancier du monde. Son pouvoir militaire s’est accru à la même vitesse, et sa capacité à devenir le *peer competitor* effraie l’Amérique. Guerre inévitable entre Chine et États-Unis, entre Chine et Japon, entre Chine et Inde…nombreux sont les auteurs qui n’envisagent l’avenir que par une Chine belliqueuse. Sa progression, très récente, est inquiétante par sa dynamique même. Pourtant la Chine, humiliée au XIXème siècle, avait été pendant des siècles la plus grande puissance mondiale, mais dans un isolement qui laissait l’Occident presque l’ignorer.

Pour comprendre la renaissance de cette nation-civilisation, il importe de remonter à ses éléments constitutifs, géographiques, humains et historiques. La Chine a élaboré ses concepts au cours de 4.000 ans, si on retient les mythes, au cours de 2.500 ans si on se limite à l’histoire écrite. Aussi a t-elle toujours réussi à «digérer» les envahisseurs en ne conservant que leurs atouts.

Ce pays, dont les bronzes du XIIIème siècle avant notre ère nous émerveillent, envoie aujourd’hui un satellite en orbite lunaire, et réalise un arsenal conventionnel et nucléaire inquiétant. Mais les seconds ne s’expliquent qu’en regard des premiers, de la fierté de la plus ancienne civilisation ininterrompue, et aussi des frustrations subies. Cette étude, par un passionné de la Chine, vise à permettre de comprendre ce merveilleux pays multimillénaire, jusque dans ses vues géopolitiques les plus actuelles.

Humaniste[[97]](#footnote-97) et physicien de formation, puis chargé d’études géostratégiques, l’auteur a publié de nombreux articles dans «***Stratégique****»* et la «***Revue de Défense nationale****»,* ainsi qu’une «***Géopolitique de l’Inde: védisme, laïcité et puissance nucléaire****»* dans cette même collection.

**\***

**\* \***

# Les think tanks,

# cerveaux de la guerre des idées[[98]](#footnote-98)



**de Stéphane Boucher et Marine Royo**

**L’**origine de cette fonction, déterminante dans la prise de décision et l’orientation des opinions, est anglo-saxonne mais aujourd’hui ces « réservoirs d’idées » fonctionnent à raison de plus de 5.000 dans le monde. Aux États-Unis, face aux puissants néo-conservateurs, les think thanks démocrates, comme le *Center for American Progress* auraient fortement contribués à l’arrivée à la Maison Blanche de Barack Obama.

Mais en Europe et tout particulièrement dans l’UEO ces organismes, que l’on ne doit pas confondre avec les lobbies, commencent à être efficaces. Jacques Delors a, par exemple, créé « Notre Europe ».

Stéphane Boucher, chercheur et consultant, assisté de Martine Royo, journaliste, connaît bien son sujet et en présente les méandres : les idées défendues, les financements, etc…

C’est un excellent ouvrage pour comprendre comment se forgent les courants politiques de l’avenir.

*Par le Général de corps d’armée (CR)* JN Sorret

Directeur de la publication:

Gca (2°s) PIROTH

Comité éditorial**:**

**Gbr THOMAS,**

**Col BIZEUL,**

**Col TOURAILLES,**

**Col (H) MAZEL,**

Lcl PLAETEVOET,

**Ltn (R) TAILLANDIER**

Rédacteur en chef**:**

**Lcl PLATEVOET**

Rédacteur en chef adjoint**:**

**Ltn (R) TAILLANDIER**

Rédacteur en chef adjoint technique:

**Col (H) MAZEL**

Site intraterre: [www.cesat.terre.defense.gouv.fr](http://www.cesat.terre.defense.gouv.fr)

(rubrique publications)

Impression: ÉDIACAT Saint-Étienne

1. **Comme son nom l’indique, cette rubrique comporte des articles qui n’engagent que leurs auteurs.** [↑](#footnote-ref-1)
2. Nom donné au pont aérien sur Berlin entre 1948 et 1949 [↑](#footnote-ref-2)
3. EATC : European air transport command, [↑](#footnote-ref-3)
4. Voir à ce sujet «  Penser les ailes françaises, Hors série du 26 septembre 2006, intervention du Général Pierre Gallois », page 18. [↑](#footnote-ref-4)
5. Source : operation Nickel grass, Airlift in support of national policy, Capt Chris Krisinger, USAF, Airpower journal, 1989 [↑](#footnote-ref-5)
6. source : Airlift doctrine, Lt Col Charles MILLER, Airpower research institute, mars 1988, page 344 [↑](#footnote-ref-6)
7. Source : Airlift doctrine, Lt Col Charles MILLER, Airpower research institute, mars 1988, page 343 [↑](#footnote-ref-7)
8. ATARES : air transport and air refueling and other exchange of service, protocole signé en février 2001 [↑](#footnote-ref-8)
9. Ancien Directeur de l’EMSST [↑](#footnote-ref-9)
10. Canons en acier et se chargeant par la culasse pour les Prussiens. [↑](#footnote-ref-10)
11. Sur l’emplacement de laquelle a été construit le périphérique. [↑](#footnote-ref-11)
12. Il a existé à l’époque une sorte de «Mission pour la Réalisation des Actifs Immobiliers». [↑](#footnote-ref-12)
13. Personne ne sera assez audacieux pour tirer un trait définitif sur la fortification permanente. En 1914, 23 % des effectifs mobilisés le sont dans les places fortes. Contrairement à ce qu’affirment tous les thuriféraires de la fortification, ce n’est pas une doctrine offensive qui «plombe» l’armée française au début de la guerre mais bien le poids du passé! [↑](#footnote-ref-13)
14. C’est bien d’un système dont il s’agit avec de nombreux équipements qu’il n’est pas question de décrire ici. [↑](#footnote-ref-14)
15. Long. [↑](#footnote-ref-15)
16. Court. [↑](#footnote-ref-16)
17. La quasi exclusivité du 75 mm au détriment d’une artillerie lourde n’était pas, en 1914, aussi absurde qu’on a bien voulu le dire. [↑](#footnote-ref-17)
18. Chercheur associé à la division Terre du Service Historique de la Défense [↑](#footnote-ref-18)
19. L’armée Rhin et Danube de la fin de la campagne d’Allemagne n’avait presque plus rien à voir avec l’armée «B» qui avait débarqué en Provence moins d’un an auparavant: la 9ème D.I.C. avait été «blanchie» dès le début de l’automne de 1944 par incorporation massive de bataillons FFI en lieu et place des unités noires, impropres à être engagées en hiver dans les Vosges; une division à recrutement uniquement FFI, la 14ème D.I,. avait été mise sur pied sous les ordres du Général Salan à la fin de l’hiver et, avant d’entrer en Allemagne, au sein de chacune des divisions d’AFN, un régiment de tirailleurs avait été rapatrié en Afrique et relevé par un régiment FFI. À l’extrême fin de la campagne d’Allemagne, une seconde division FFI était formée, la 1ère D.I. sous les ordres du Général Caillies. [↑](#footnote-ref-19)
20. En A.F.N., seuls les Européens ont été à proprement parler mobilisés, dans une proportion énorme puisque le ratio des mobilisés européens par rapport à l’ensemble de la population de cette origine a atteint le chiffre de 15%. Dans les deux protectorats du Maroc et de la Tunisie, les engagements des Musulmans se sont faits uniquement sur volontariat. En Algérie, juridiquement départementalisée, la population autochtone musulmane fut «réquisitionnée», mais le taux d’incorporation de celle-ci fut très loin d’atteindre celui atteint par les Européens. [↑](#footnote-ref-20)
21. Tandis qu’à la 1ère Armée, le Général de Lattre conduira une véritable noria de ses divisionnaires. Au terme de la campagne d’Allemagne, tous les divisionnaires initiaux avaient été changés. En une campagne de neuf mois, le 2ème D.I.M. allait connaître trois commandants successifs, Dody, Carpentier et Linarès. [↑](#footnote-ref-21)
22. Ancien professeur à l’École de Guerre avant 1939, il y a connu tous ses chefs de corps comme stagiaires. Aussi, une semaine avant l’offensive du Garigliano, il s’est fait communiquer tous leurs ordres initiaux qu’il a scrupuleusement épluchés et corrigés. [↑](#footnote-ref-22)
23. Cité par J.C. NOTIN in « ***La campagne d’Italie***», pages 271. [↑](#footnote-ref-23)
24. Le colonel Roux. [↑](#footnote-ref-24)
25. Les «trois mousquetaires» du 4ème R.T.T., les commandants Bacqué, Berne et Gandoët. Le premier est blessé grièvement et évacué, le deuxième, blessé très grièvement et intransportable, est fait prisonnier; quant au troisième, blessé, il ne peut reprendre sa place au combat que huit mois plus tard. [↑](#footnote-ref-25)
26. Cité par J.C. Notin in « ***La campagne d’Italie*** », pages 272 [↑](#footnote-ref-26)
27. Le Comité éditorial rappelle que, dans cette rubrique, les articles sont de la seule responsabilité des auteurs, mais acceptera tout article en réponse à ceux publiés ici. [↑](#footnote-ref-27)
28. DEP transmissions [↑](#footnote-ref-28)
29. SIC 200 éditions 2007 et SIC 956 éditions 2005 [↑](#footnote-ref-29)
30. Concernant les équipements, la station ASTRIDE permet par exemple d’équiper les PC de niveau 4 d’une station qualifié de GRAC 4 dotée d’un commutateur, d’un moyen SATCOM ou FH et d’une desserte. Les PC de GTIA ou de SGTIA sont alors intégrés dans le réseau RITA de la grande unité : ils peuvent être raccordés à celle-ci ou au niveau supérieur par CHF ; ils peuvent être éloignée mais récupérable par pénétrante (relais CHF) ou excentré et raccordés par SATCOM. Dans tous les cas la radio HF NG est en secours. [↑](#footnote-ref-30)
31. Stagiaire du Brevet Technique Langues-Relations Internationales, en 2ème année de licence de turc à l’institut national des langues et civilisations orientales (INALCO), l’auteur (de l’arme des Transmissions) a servi de 2004 à 2007 à l’état-major du corps de réaction rapide européen (CRRE) de Strasbourg. [↑](#footnote-ref-31)
32. Officier d’origine EMIA, actuellement en scolarité Master 2 « e-logistique » à l’université de Saint Quentin en Yvelines, l’auteur a servi auparavant à la Direction Centrale du Matériel au bureau pilotage et politique des missions centrales et plus particulièrement au sein de la section pilotage de la fonction approvisionnement. [↑](#footnote-ref-32)
33. « ***Introduction à la stratégie*** » d’André Beaufre [↑](#footnote-ref-33)
34. Ingénieur des Arts et métiers, le Capitaine DANGUY a successivement occupé des fonctions de commandement dans la maintenance en soutien des régiments des forces (1er REC, 9ème RIMa, régiments TAP). Il suit actuellement le mastère OGPL (Organisation, Gestion de Production et Logistique) à l’ENSAM de Paris. L’article qui suit traite de la démarche 5S, enseignée au Mastère et qu’il a appliquée tant au sein de ses ateliers de maintenance (postes de travail, organisation de la documentation), qu’en BMOI (structuration du bureau Instruction) ou dans d’autres fonctions. Il a également intégré son enseignement à la formation des lieutenants de la maintenance de Bourges et des chefs d’atelier. [↑](#footnote-ref-34)
35. Méthode visuelle utilisant un diagramme permettant de rechercher par domaine les causes possibles à un problème et de les hiérarchiser. [↑](#footnote-ref-35)
36. En scolarité Diplôme Technique Master 2 « Droit des contrats publics et partenariats » à l’Université Montpellier I [↑](#footnote-ref-36)
37. La notion de sous-traitance est définie précisément par la loi 75-1334 du 31 décembre 1975. [↑](#footnote-ref-37)
38. Directive n° 7496 du ministère de la défense, du 26 mai 2003, sur la politique d'externalisation au sein du ministère de la défense. [↑](#footnote-ref-38)
39. Ordonnance n° 2004 559 du 17 juin 2004 sur les contrats de partenariat. [↑](#footnote-ref-39)
40. Jean-David Dreyfus, L'externalisation, éléments de droit public, AJDA 2002 p. 1214 [↑](#footnote-ref-40)
41. Article L231-8 du code du travail [↑](#footnote-ref-41)
42. Rapport d’information, sur les perspectives d'externalisation pour le ministère de la défense, 17 janvier 2007 [↑](#footnote-ref-42)
43. Vers l’armée de métier. [↑](#footnote-ref-43)
44. Alexandre Soljénitsyne, « ***Le déclin du courage*** », Harvard le 8 juin 1978. [↑](#footnote-ref-44)
45. Dominique Schnapper, « ***La communauté des citoyens*** ». [↑](#footnote-ref-45)
46. Résilience : capacité à vivre et se développer en surmontant les chocs, les traumatismes. [↑](#footnote-ref-46)
47. Vincent Desportes, « ***Comprendre la guerre*** ». D’après Clausewitz, le peuple, l’armée et le gouvernement sont les trois pôles autour desquels se modèle la dimension politique du phénomène de guerre. [↑](#footnote-ref-47)
48. Sun Tsu, « ***L’art de la guerre*** ». [↑](#footnote-ref-48)
49. Thucydide, « ***Histoire de la guerre du Péloponnèse ».*** [↑](#footnote-ref-49)
50. Charles De Gaulle, « ***Le Fil de l’épée*** ». [↑](#footnote-ref-50)
51. Groupes tribaux sunnites ralliés à la Coalition aux appellations diverses dont les plus courantes sont « Awakening councils », « Conseils du Réveil » ou « Sons of Iraq », « Fils d’Irak ». [↑](#footnote-ref-51)
52. Diplômée de l’école « Sciences Po » de Paris et titulaire de deux Masters en Sciences Politiques et en Relations Internationales, Alexandra de Hoop Scheffer est politologue spécialiste de la politique étrangère américaine et des questions de reconstruction post-conflit. Elle achève actuellement une thèse consacrée à l’intervention militaire américaine en Irak. [↑](#footnote-ref-52)
53. « Pour fuir un défaut, les maladroits tombent dans le défaut contraire » (HORACE, liv. I, sat. II, vers 24). Il ajoute le vers suivant, devenu proverbe : Pastillos Rufilius clet, Gorgonius hircum, « Rufilius sent l’ambre, Gorgonius le bouc ». [↑](#footnote-ref-53)
54. Les 20 États européens participants sont: l’Allemagne, l’Autriche, la Belgique, la Bulgarie, Chypre, l’Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l’Irlande, l’Italie, la Lituanie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni, la Slovaquie et la Slovénie. [↑](#footnote-ref-54)
55. Les trois autres nations contributrices sont : l’Albanie, la Croatie et la Russie. [↑](#footnote-ref-55)
56. En plus de ces 256.000 réfugiés répartis en 12 camps, entre 166.700 et 185.000 Tchadiens déplacés sont également présents dans l‘Est du Tchad et sont répartis en 36 sites. Ces derniers sont majoritairement localisés dans le sud de la zone alors que les camps de réfugiés sont majoritairement au nord. [↑](#footnote-ref-56)
57. À titre de comparaison, les gabarits d’emploi du TTA 994 prévoient pour un GTIA à dominante roue-canon une zone de 500 à 1.000 km2. [↑](#footnote-ref-57)
58. 51% des 3.200 militaires de l‘EUFOR étaient Français. [↑](#footnote-ref-58)
59. Les rebelles afghans utilisent des savoir-faire multiséculaires qu’ils pratiquaient déjà contre Alexandre le Grand. En bon Grec, Alexandre le Grand recherchait systématiquement la bataille décisive. Mais pendant ses dix années en Asie, il fut le plus souvent incapable d’entraîner ses ennemis dans une bataille rangée ; il pratiqua alors une guerre totale en Afghanistan ,au Pendjab et en Iran, brûlant systématiquement les villages, massacrant les élites locales. [↑](#footnote-ref-59)
60. Le 30 mai 1942 lors de la manœuvre d’enveloppement de la 8ème armée britannique à Gazala, Rommel table sur « *la prudence du commandement anglais* » pour concevoir une opération qui le verra détruire l’une après l’autre les divisions du général Ritchie. De fait, Ritchie refusa par prudence d’engager ses deux divisions postées face aux italiens et finit par échapper de peu à la destruction complète de son armée. « ***La Guerre sans haine, les années de victoire*** » Maréchal Rommel, p 272. [↑](#footnote-ref-60)
61. Lire à ce sujet John A.Lynn, « ***De la Guerre, Une Histoire du combat des origines à nos jours***». [↑](#footnote-ref-61)
62. Le redoutable système militaire zoulou était lié à son organisation sociale qui enrégimentait les hommes par classes d’âges. La tactique du buffle utilisait le surnombre et consistait à envelopper l’adversaire par les ailes avec des régiments de « jeunes » avant de le submerger avec des vagues de « vétérans ». [↑](#footnote-ref-62)
63. Sun Zi, « ***L’art de la guerre*** ». [↑](#footnote-ref-63)
64. NDLR : voir l’article paru dans les Cahiers du CESAT n° 16 [↑](#footnote-ref-64)
65. David Galula, « ***Contre-insurrection théorie et pratique*** ».

    NDLR :voir aussi l’article qui lui est consacré dans les Cahiers du CESAT n° 15, ainsi que l’article en américain de ce numéro-ci (dans la version internet seulement). [↑](#footnote-ref-65)
66. PIA O3.252 [↑](#footnote-ref-66)
67. Extrait du TTA 117 : « La réussite des opérations tactiques dépend : d’une part, des liaisons établies entre les unités spécialisées de guerre psychologique et les Commandements auxquels elles sont adaptées, d’autre part, de l’aide apportée par les troupes au contact ». [↑](#footnote-ref-67)
68. Le CDEF a également publié une étude intéressante relative à l’adaptation à la guerre révolutionnaire rédigée par le major Jackson de l’US Army command and General Staff College « French ground force organization and counterrevolutionary warfare 1945-1962 » [↑](#footnote-ref-68)
69. Il n’est que de relire un récit de combattant de la première guerre mondiale pour s’en convaincre. [↑](#footnote-ref-69)
70. NDLR : il va de soi que ces frappes, comme le précise l’auteur, doivent être précises, sinon l’impact des dégâts collatéraux serait rédhibitoire. [↑](#footnote-ref-70)
71. Que n’a pas l’aviation. [↑](#footnote-ref-71)
72. Garantie de vie sauve accordée par le vainqueur au vaincu qui se soumet. [↑](#footnote-ref-72)
73. Chercheur associé à la division Terre du Service Historique de la Défense [↑](#footnote-ref-73)
74. ancien Chef d’État-major des Armées [↑](#footnote-ref-74)
75. Discours de réception du Maréchal Juin à l’académie française en 1952 [↑](#footnote-ref-75)
76. Officier en retraite pour maintenir l’idée d’une prédominance civile sur ce type d’opérations. [↑](#footnote-ref-76)
77. Ainsi pendant la Seconde Guerre mondiale du régiment SAS de Stirling, du Long range desert group de Bagnold ou des Chindits de Wingate, mélange de la tradition des régiments privés du XVIIIème siècle et de l’esprit d’entreprise. [↑](#footnote-ref-77)
78. Templer dispose de deux adjoints, un militaire (qui coiffe trois directions : renseignement, sécurité, communication) et un civil (travaux publics, fincances, législation). [↑](#footnote-ref-78)
79. Par exemple, les frappes aériennes, jugées trop imprécises, ne sont plus réalisées qu’en démonstration de force sur des zones vides ou des bases ennemies clairement identifiées et isolées. Au total, les 4.500 missions de frappes ne seront responsables que de 10% des pertes ennemies mais ne provoqueront que très peu de dommages collatéraux. [↑](#footnote-ref-79)
80. Imitant il est vrai les méthodes japonaises en Malaisie-Birmanie ou celles des Chinois communistes. [↑](#footnote-ref-80)
81. Ou alors, il faut produire un effet de masse en agissant simultanément dans de multiples endroits comme dans la nuit du 1er novembre 1954. [↑](#footnote-ref-81)
82. Il n’est pas inutile de rappeler qu’il y a actuellement en France entre 150 et 200 meurtres par armes à feu chaque année en France. [↑](#footnote-ref-82)
83. Les pertes en Algérie se répartissent à peu près équitablement entre les embuscades, les accidents et les autres causes, notamment les opérations offensives. [↑](#footnote-ref-83)
84. Onze le jour même plus un autre mort de ses blessures quelques jours plus tard. [↑](#footnote-ref-84)
85. Pendant la Première Guerre mondiale, on a préféré envoyer les Annamites renforcer les usines plutôt que les unités combattantes. [↑](#footnote-ref-85)
86. 60% des Marines ayant participé à une CAP demandèrent une prolongation de séjour de six mois. [↑](#footnote-ref-86)
87. À comparer aux 14.589 soldats américains tués durant l’année 1968. [↑](#footnote-ref-87)
88. La plupart des chiffres sont tirés de « ***The US Marine Corps Combined action program (CAP): a proposed alternative strategy for the Vietnam war***» du Major (USMC) Curtis Williamson. [↑](#footnote-ref-88)
89. Pour citer un exemple français récent et à une toute autre échelle, le premier bataillon formant le Batinf 4 à Sarajevo en 1993 avait une politique de présence permanente auprès de la population malgré l’hostilité des brigades mafieuses bosniaques locales. Ce bataillon a déploré 26 pertes au combat mais aucune d’entre elles n’est survenue alors que les soldats semblaient les plus vulnérables, au milieu des gens. [↑](#footnote-ref-89)
90. Et donc aussi en préalable une débauche de planification. Il faut ainsi en 1970 deux mois pour organiser le repli de la garnison de Khé Sanh et sept mois pour préparer un raid aéromobile sur Son Tay. [↑](#footnote-ref-90)
91. Phillip Ridderhof, «***Combined action and US Marines experiences in Vietnam 1965-1971***», Thèse d’Histoire. [↑](#footnote-ref-91)
92. Taillandier, Paris, 2009, 167 p. [↑](#footnote-ref-92)
93. 1969, Bernard Grasset, Paris, 303 p. [↑](#footnote-ref-93)
94. Directeur de l’Historial de la Grande Guerre de Péronne, il est l’auteur de nombreux ouvrages dont « ***Combattre***» (2008). [↑](#footnote-ref-94)
95. Aux Éditions Ellipses. [↑](#footnote-ref-95)
96. Physicien au CEA [↑](#footnote-ref-96)
97. Une partie des droits d’auteur a été versée par anticipation aux oeuvres caritatives de la Croix-Rouge, pour venir au secours des sinistrés du Sichuan, province chinoise de l’importance de la France, ravagée par le séisme de Wenchuan, le 12 mai 2008. [↑](#footnote-ref-97)
98. Édition Le Félin [↑](#footnote-ref-98)